

L'Histoire des Israélites Roumains

et

le Droit d'Intervention

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 juin 1913, à 3 heures

PAR

Bernard STAMBLER

Diplômé de l'École des Sciences politiques

Président : M. RENAULT, professeur
Suffragants { MM. LESEUR, professeur
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Histoire des Israélites Roumains

et

le Droit d'Intervention

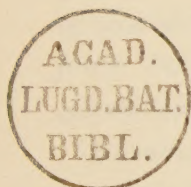
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 juin 1913, à 3 heures

PAR

Bernard STAMBLER

Diplômé de l'École des Sciences politiques



Président : M. RENAULT, professeur

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

En entreprenant ce travail, nous avons cherché à faire un ouvrage aussi complet que possible sur la question israélite en Roumanie.

Cette tâche, nous nous sommes efforcé de l'accomplir sans aucun parti pris, en cherchant à observer la plus stricte impartialité, chose qui n'a pas toujours été sans nécessiter, de notre part, un effort considérable.

Néanmoins, malgré la ferme volonté de ne pas nous écarter de cette ligne de conduite, à combien de reproches nous nous attendons déjà pour avoir exprimé sur cette question des vérités, d'une part, trop justes, et trop cruelles, de l'autre. Nous disions, il y a un instant, que nous avions voulu écrire en même temps qu'une thèse un ouvrage complet sur la question : aussi n'avons-nous pas craint d'exprimer, dans les lignes qui vont suivre, les opinions les plus diverses, mais nous ferons observer cependant que jusqu'ici tous ceux qui ont écrit ou parlé à ce

sujet, à quelque opinion qu'ils appartiennent ont eu soin, généralement, de faire valoir les arguments et les faits favorables à la thèse par eux soutenue, alors qu'ils passaient soigneusement sous silence, tout ce qui pouvait aller à l'encontre de leur argumentation.

Malgré tout, nous le répétons, la pensée qui a prédominé dans l'élaboration de notre travail a été constamment de rester intègre, d'éviter des polémiques en ayant bien soin de ne pas émettre notre opinion dans les questions les plus brûlantes, désireux, avant tout, de ne pas faire naître de nouveaux sujets de discussions.

Est-ce que le moment est arrivé pour solutionner favorablement la question Israélite ? La réponse affirmative ne fait pas de doute : en effet, si nous jetons un coup d'œil sur ce qui se passe autour de nous, nous voyons que cette question a été résolue partout, même en Russie en partie, où la plupart des mesures restrictives contre les Juifs ont été rapportées il y a déjà un certain temps et où il vit une population israélite de plus de 6 millions d'âmes...

Avant de clore cet avant-propos, nous nous permettrons de remercier bien sincèrement nos chers maîtres de leur enseignement et des excellents conseils dont ils ont bien voulu entourer nos études, et nous exprimerons l'espoir que notre modeste travail ne trouvera pas, en Roumanie, un écho des discordes,

mais qu'au contraire il sera regardé, par l'opinion publique roumaine, comme la manifestation d'un nouvel effort pour la fraternisation des deux peuples roumain et israélite, fraternisation qui n'a pas toujours existé, hélas !

INTRODUCTION

La question israélite en Roumanie est une question dont l'importance historique a atteint un grand développement à la fin du siècle dernier.

Elle a eu son écho, non seulement dans le pays, mais encore dans toute l'Europe, et même jusqu'en Amérique avec la fameuse note Haÿ.

Deux peuples de la même nation se disputaient le droit du premier occupant : les Roumains et les Israélites.

* * *

Des deux côtés on reconnaissait qu'il y avait eu une forte immigration israélite au commencement du dernier siècle. De combien ? Les statistiques du pays nous renseignent sur ce point. Cependant, les Israélites, tout en reconnaissant l'exacte vérité de cette immigration, se refusent à admettre les chiffres indiqués par ces documents. On accusa le peuple

roumain d'intolérance, d'avoir voulu, par ses efforts, encercler, arrêter cette immigration et même de se défendre sur le terrain économique-social.

Or, l'histoire du peuple roumain dément ces assertions. En effet, de l'étude de cette histoire, nous voyons se dégager une suite d'efforts et une tendance manifeste à égaliser les étrangers chrétiens ou non chrétiens aux nationaux, au point de vue des droits politiques et civils.

Ces efforts obtiennent un commencement de satisfaction par le Règlement Organique de 1831, qui innove par l'introduction de la petite et grande naturalisation appliquée aux étrangers chrétiens.

Par la loi communale de 1864 et le Code civil (1865), ces avantages sont étendus aux Israélites.

Ce mouvement d'égalité civile et politique s'arrête brusquement avec la constitution de 1866; la naturalisation n'est plus accordée qu'aux étrangers chrétiens.

.

Il faut rendre hommage à la France et spécialement à Napoléon III, ce grand défenseur de la Roumanie, et des Israélites, d'avoir fait introduire dans la Convention, qui clôtura les travaux du Congrès de Paris, l'article 46 en faveur des éléments étrangers chrétiens ou non chrétiens, et nous nous permettrons même de dire que ce fut lui qui, le pre-

mier découvrit qu'il existe une question israélite en Roumanie.

Avant 1875, en Roumanie, il y avait des Israélites autochtones (indigènes) et des Israélites étrangers... A la suite du traité commercial du 22 juin 1875, on voit entre les lignes « la renonciation de l'Autriche sur ses sujets israélites de Roumanie. » Et les Israélites autochtones et sujets étrangers se fusionnent dans une seule catégorie.

Et ce n'est qu'après de multiples efforts que les puissances ont vu introduire dans la constitution roumaine l'égalité de la naturalisation, aussi bien pour les étrangers chrétiens que pour les étrangers non chrétiens.

Jusque-là, les Roumains s'étaient toujours refusés à décréter cette légitime mesure dans la crainte qu'une masse si puissante (laquelle il y a quelque temps encore avait des attaches avec les grandes Puissances) ne leur créât des difficultés aussi bien intérieures qu'extérieures, tant dans le domaine politique que dans celui économique et social.

Les incessants appels des Israélites à l'étranger, les interventions les Puissances autorisaient toutes les suppositions. Nous verrons par la suite comment on a réglé cette question.

* * *

Aujourd'hui un mouvement se dessine en faveur

des Israélites ; à chaque instant le gouvernement manifeste à leur égard des actes de bienveillance ; on reconnaît enfin dans les Israélites « un élément d'ordre », de franchise et de dévouement (1).

Pour beaucoup, aujourd'hui, « la reconnaissance des droits politiques des Israélites indigènes n'est pas seulement une question de sagesse politique », mais encore « une question de justice et d'humanité » (2).

Et les nombreuses naturalisations des Israélites qui se font voter par le Corps législatif donnent une affirmation plus grande à nos dires.

Nous verrons plus loin notre opinion, mais avant de terminer, il faut qu'on sache que la solution de cette question ne peut se faire « qu'entre les Roumains et par les Roumains ».

1. *Adeverul*, article par M. Al. Ciurcu, 19 juin 1912.

2. *Ibid.*, article par M. C. G. Costa-Forou dans l'article « M. Take Jonesco et l'article 7 » du 16 juin 1912.

LIVRE I

LES ORIGINES DES ISRAÉLITES DANS LA DACIE

Comme dans tous les autres pays de l'Europe orientale, il existait déjà même dans les temps les plus reculés, des Israélites dans les régions des Carpathes et du Bas-Danube ; plus tard, sous le règne des vieux empereurs romains, un grand nombre de familles israélites vinrent s'installer dans les provinces danubiennes de Dacie ; ces vieilles familles daco-israélites se sont conservées ici, et sont aussi vieilles que la nation roumaine au milieu de laquelle elles vivent. Aujourd'hui elles forment le noyau de la population israélite en Roumanie (1).

L'historien Eutropius nous donne des renseignements sur les éléments colonisateurs romains envoyés par l'empereur Trajan en Dacie. D'après

1. Dr Bluntschli, *Statul Roman si situatiunea juridica a Evreilor in Romania*. Bucarest, 1879, p. 7. -- Michel B. Boeresco. *Étude sur la condition des étrangers d'après la législation roumaine rapprochée de la législation française*. Thèse de Paris, 1899, p. 86.

lui, pour coloniser cette province d'une étendue d'un million de pas, Trajan emmena de tout l'empire romain une foule infinie d'hommes pour cultiver les terres et peupler les villes. Eutropius nous explique la cause de cette mesure, c'était... « l'anéantissement (l'extirpation) du sexe masculin... » (1).

L'historien roumain Xénopol déclare, dans son ouvrage *l'Histoire des Roumains*, que « d'après ce qu'il paraît, Trajan n'emmena pas des colons d'Italie, car le centre de l'empire manquait beaucoup de cet élément romain ; chose extraordinaire, nulle part il n'y avait aussi peu de Romains que dans la capitale de l'empire » (2).

Xénopol appuie ses dires sur Capitolinus (3), l'un des historiographes de l'empire qui raconte qu'Antonin aurait colonisé les deux Espagnes avec des éléments purement romains, contrairement aux procédés de Trajan. On peut donc en conclure que ce dernier, dans les colonisations, ne pensait jamais à faire sortir l'élément romain d'Italie.

Dans ces conditions, la question qui se pose est la suivante :

D'où sont venus ces colons ?

1. Eutropius Hadrianus, C. VIII : ... Trajanus, « ad frequentant dam hanc decies centena millia passum in circuitu habentem provinciam, ex toto orbe romano infinitas copias hominum transtulerat, ad agros et urbes colendas ».

2. Xénopol, *Histoire des Roumains*. Jassy, vol. I, p. 166.

3. Capitolinus Antonius, XI.

C'est ici que l'historien roumain Xénopol va nous expliquer leur origine, en se basant sur les inscriptions découvertes dans les pays roumains.

Tout d'abord, nous trouvons un nombre assez important de colons originaires d'Asie Mineure et ceci est prouvé par l'étymologie grecque des noms que l'on retrouve généralement parmi ces inscriptions.... tel.... (1).

Cette assertion est corroborée, au besoin, par les deux ordres de fait suivants :

1° Plusieurs noms de dieux vénérés dans la Dacie sont d'origine grecque, de même que les adorateurs et leurs prêtres avaient, eux aussi, des noms grecs (2);

2° Le culte du dieu persan Mithras et celui de la déesse égyptienne Isis se retrouvent également dans la Dacie et dans toute l'étendue de l'empire romain (3).

A côté de ce premier élément colonisateur, nous voyons stationner dans la Dacie pendant tout le temps de l'occupation romaine, plusieurs cohortes de troupes auxiliaires de Comagène, ainsi que d'autres localités de la Syrie, tel d'Iturée près de la Palestine et de Palmyre (4).

La seconde région qui envoya des colons dans la

1. Xénopol, *op. cit.*, vol. I, p. 166.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 167.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 168.

4. Corpus Inscriptionum Latinorum, III, 1, n° 955, 1343, 1347, 1371, 1374, 1379, 1382.

Dacie fut celle habitée par les peuples thraco-illyriens qui occupaient d'un côté la Thrace et la Macédoine, et d'un autre côté la côte de la mer Adriatique s'étendant jusqu'en Pannonie. Ce sont les pays connus aujourd'hui sous les noms d'Albanie, Monténégro et Dalmatie (1).

Il va sans dire que parmi ces populations il devait y avoir de nombreux éléments israélites ; principalement dans les cohortes d'Iturée près de la Palestine (2) ; car les Israélites, après avoir été chassés par Titus, s'étaient concentrés surtout près de la Palestine dans l'espoir de la prochaine arrivée d'un Messie. D'ailleurs, les multiples fausses alertes et petites révoltes surgies à cette époque, à proximité de la Palestine, nous font croire qu'une nombreuse population israélite devait habiter dans ces endroits ainsi que dans toute l'Asie Mineure qui, elle, a été incontestablement le foyer de la colonisation romaine en Dacie.

Devant l'invasion barbare, les Israélites, tout comme les Roumains, durent se retirer dans les montagnes de la Thrace ainsi que dans les Carpathes.

Au iv^e siècle, nous trouvons un rescrit impérial de Théodosius aux préfets de la Macédoine, de la Dacie

1. Florus, IV, 12. — Livius, XLV, 26: — *Tabulæ ceratæ*, n° 8, C. 1, L. III, 2, p. 945.

2. *Ibid*, n° 6, p. 937.

et d'Illyrie, leur recommandant la protection des synagogues juives.

Au viii^e siècle, une tribu très nombreuse, apparentée aux Bulgares. Avars et Hongrois, passa à la religion mosaïque et s'établit entre le fleuve Syreth et Nistre (1). Les Israélites devaient être sûrement en grand nombre dans ces régions, pour pouvoir convertir une telle population à leur religion.

M. J. B. Brociner (2) croit que les Israélites s'établirent sur les bords du Danube dès le viii^e siècle, sous la protection de l'Empire des Chazars... « quelques auteurs donnent à cette tribu, le nom de Cobarü... » L'historien Yerney fait dériver ce nom de la localité « Covâr » qui se trouve au sud de la Moldavie. « Probablement dit M. Brociner, d'ici vient le nom de la rivière Covârlui et du département Covârlui. Cette tribu, disent les sources historiques, a embrassé la religion mosaïque pendant le règne du roi Bulan.

M. Georges Misail, dans un discours prononcé à la Chambre des députés, le 27 mars 1879, au cours d'une discussion soulevée par une modification proposée à l'article 7 de la Constitution, s'exprimait ainsi : « M. Hajdau (grand historien roumain) dit que la première mention positive, sur le contact des

1. *Die Judenfrage in Rumæniem. Verlag der Oestreichischen Wochenschrift*, article par Saniel Marcus.

2. J. B. Brociner, *Chestia Israelitilor Pamanteni* p. 95.

Roumains avec le Judaïsme, dans la province d'Aurélian, se trouve dans (la précieuse) l'intéressante relation du rabbin Benjamin di Tudela qui, ayant visité les frontières de la Macédoine avant l'année 1170, nous a laissé un ouvrage duquel nous extrayons le passage suivant : (1)

« Au delà de la rivière Sperchis, commence la Valachie dont les habitants, demeurant dans les montagnes, se donnent les noms de Vlachi... Par leur rapidité, ils ressemblent aux biches, et font souvent des incursions dans la Grèce pour piller (*pràdà*) et voler. Personne n'essaie de les vaincre. Ils ne tiennent pas beaucoup à la religion chrétienne, ils donnent à leurs enfants des noms mosaïques et nomment les Israélites « frères », ce qui porte certains à leur attribuer une origine israélite. Quand ils mettent la main sur un Israélite, ils le volent, mais ils ne le tuent pas comme ils tuent les Grecs. »

Ceci laisse à supposer que ces populations devaient être d'origine israélite.

Plus loin, dans sa relation, Benjamin di Tudela dit de la Valachie : « Pour les Israélites, la Valachie a été le principal asile où ils devaient s'arrêter forcément, car dans ces moments les tortures les plus terribles les attendaient dans la sauvage Hongrie. »

1. *Archiva Istorica*, t. II, p.25.

La croyance de Benjamin di Tudela, que les populations roumaines de Valachie seraient d'origine israélite, s'inspire peut-être de l'idée de l'Empire des Chazars qui a existé au vii^e siècle jusqu'en 1016 et qui étendait sa domination sur les pays environnants de la mer Noire et celle d'Azov jusqu'aux Carpathes. Le fils du duc Vladislav, encouragé par l'empereur byzantin, Basile II, vainquit les Chazars et détruisit leur empire. De là vient le fait que Benjamin di Tudela aurait cru, au cours de son voyage, qu'il se trouvait sur des restes de l'empire des hazars (1).

II. — LES ISRAÉLITES DANS LES PRINCIPAUTÉS

Dans divers documents anciens des xii^e et xiii^e siècles, on trouve quelques relations et détails sur les Israélites. Mais, d'une manière générale, ces siècles sont pauvres en documents historiques ; en voici néanmoins quelques-uns :

1^o Une plainte d'un des Juifs de Vasile Ruset, échanson du prince au prévôt Canovscki, pour avoir été dévalisé d'argent et d'orge (1164) (2) ;

2^o Une adresse au spatar (général de cavalerie) Rada vel Spatar, émanant de deux Juifs, Avram et

1. Bonifacius, *Rerum Hungariches*, lib. 4, éd. 1586, p. 718.

2. *Stud. Doc.*, VI, 367.

Borosch (*Boroh*) qui, venus de la cité Hotin, demandent d'aller au bourg Bakau, et prient le spatar d'ordonner aux citadins de les laisser bâtir une maison dans le bourg, sur une terre princière, et de ne pas être confondus avec les citadins dans la répartition des impôts (c'est-à-dire de ne pas payer les impôts) (1292) ;

3° Un ordre du gouvernement princier décide que : « Ces deux Juifs seraient dispensés (de donner) une estafette (courrier) et que leurs charrues ne feraient pas de corvées ; qu'ils auraient le droit de se défendre contre tous » (c'est-à-dire dispense de payer tout impôt) (1293) (1) ;

4° Dispense d'impôt accordée au Juif « Jean de Dangenî ot Lapusna » qui s'est fait baptiser (1327) (2) ;

AU XIV^e SIÈCLE. — Le roi Louis I^{er} fils, de Charles Robert, expulsa de Hongrie les Israélites, qui ne voulaient pas embrasser la religion chrétienne. Une partie de ces expulsés se réfugièrent près de Dan II, prince de Valachie et de Jean Shishman, tzar de Bulgarie (3). Les Bulgares et les Roumains qui, de tout temps firent preuve de bienveillance pour les Israélites, se montrèrent, dans la circonstance, d'une hos-

1. *Ibid.*, VI, 381.

2. *Ibid.*, VI, 387.

3. Annuaire pour Israélites (1888-1889). S. I. Rosanis, *Histoire abrégée des Juifs bulgares*.

pitalité digne d'eux vis-à-vis de ces réfugiés (1). Au bout de quelques temps, ceux-ci firent de Turnu le principal entrepôt du commerce des provinces danubiennes (2).

Selzer nous donne des renseignements intéressants sur les Juifs danubiens : « La localité Turnu ou Thurn (Tournou Severin) est une petite ville avec une tour fortifiée qui n'est pas occupée en temps de paix. Le nom de Turnou Turm, qui est allemand, lui fut donné, paraît-il, par les Juifs qui, dans ce pays, parlent un mauvais allemand (jargon), car il est certainement clair et prouvé que ce peuple, étant chassé de toute la Hongrie par le roi Louis au xiv^e siècle, a choisi ce lieu comme demeure et comme entrepôt de son commerce (3). »

Saint Paul ainsi que Josephus Flavins parlent de l'existence de plusieurs communautés israélites dans la péninsule balkanique et au nord-ouest de la mer Noire avant le xiv^e siècle (4).

La véritable émigration des Juifs hongrois eut

1. Schwob M., *Histoire des Israélites*. Paris, 1869, p. 169.

2. Ubicini, *Provinces danubiennes*, p. 32.

3. Sulzer, F. J. *Geschichte des Transalpinischen Daciens*. Wien, 1781, p. 367 ; il paraît que le nom de Turnou Severin n'est pas d'origine allemande mais latine ; il lui fut donné par l'empereur Sévérin ; d'où son nom de : Turnu Severin (V. Xénopol, *op. cit.* — Tocilescu, *Histoire des Roumains* ; Jorga, etc.

4. *La Question israélite en Roumanie*, par Samiel Marcus, *loc. cit.*

lieu de 1352 à 1361 à la suite de la mesure édictée par Louis I^{er} à l'encontre des Israélites de Hongrie, comme nous venons de le dire : ces Israélites n'étaient pas dénués de ressources, car Louis I^{er}, tout en les expulsant, ne leur avait point confisqué leur fortune, de telle façon que chacun était libre de vendre ses marchandises entreposées, ainsi que d'encaisser ses créances avant de quitter la Hongrie.

Une autre partie de ces expulsés s'en allèrent en Pologne. Beaucoup d'entre eux furent favorablement accueillis par les ducs Autrichiens, soit en vue d'un intérêt personnel, soit dans l'intérêt de l'État : ainsi les Odenbourgeois s'établirent à Wienerneustadt, les Pre-bourgeois à Hambourg, d'autres trouvèrent un abri en Moravie.

Mais le plus grand nombre de ces Juifs se dirigèrent vers la Valachie nous dit Bergel (1).

Nous trouvons encore une relation concernant les Israélites au xiv^e siècle, dans un acte datant de 1553, dans lequel le prince Patrascu-Voda raconte que, pendant le règne de Mircea le Grand (1382-1409), on trouva un Juif assassiné dans le village Vianul au delà d'Olt... « et sont venues la mère et l'épouse dans le village Vianul et elles sont allées devant le prince pour l'accuser. Mais Son Altesse a recherché, jugé et puni ce village de racheter le sang du Juif

1. Dr J. Bergel, *Geschichte der Ung-Juden*. Leipzig, 1879.

avec 40.000 aspri, autrement ce village ne sera pas libre ».

Ce document princier dit encore que le village Vianul n'ayant pas pu payer tant d'argent, les villageois sont tombés à genoux devant Mircea-Voda et se sont plaints que s'il les chassait du village, ils ne sauraient où aller ; Mircea-Voda, à ces paroles, s'est apitoyé, et a donné de sa caisse personnelle les 40.000 aspri (1) à la mère et à l'épouse du Juif.

AU XV^e SIÈCLE. — Dans l'ouvrage d'Eliae Kapsali, nous trouvons divers textes sur les Israélites au xv^e siècle ; ainsi à la page 115 :

«... Dans l'année 5236 (1467) se leva le plus puissant empereur Zuca-Zan (?) qui s'appelle aujourd'hui Sufi (?), et vint avec une nombreuse et puissante armée lutter contre les Turcs... Parmi eux il y avait le prince de la petite Valachie, car il y a deux Valachies, la Grande Valachie et la Petite Valachie (Moldavie), le pays étant petit et peu peuplé...

»... Dans ce temps, il y avait des commerçants juifs qui voyageaient avec leurs marchandises dans la Valachie. Le prince ordonna de rassembler tous ces voyageurs dans un lieu où il les tint emprisonnés pendant trois jours. Le troisième jour le prince les fit venir devant lui après les avoir bien grondés, il leur demanda comme rançon 1.000 (*arginti*)

1. Ancienne monnaie en argent.

pièces d'argent, où, sinon, il leur ferait sortir l'œil droit de l'orbite et les bafouerait devant tout le peuple d'Israël ».

Ils lui répondirent : « Nous sommes des sujets tures, et donc comment peux-tu nous faire esclaves ainsi que notre fortune (1) ? »

D'après la coïncidence des faits, on peut supposer que c'est le prince Tepesh-Voda qui formula ces terribles menaces ; ceci ne doit pas nous surprendre, car les cruautés de ce prince, qui passait facilement de la parole aux gestes, sont connues de tous et son nom d'ailleurs vient d'une lance qu'il employait comme instrument de punition.

Sous le régime de Mircea le Grand en 1383, un juif espagnol connaissant parfaitement la langue slave, devint un des secrétaires du prince sans avoir reçu le baptême ni même changé son nom Saïm, fils de Joseph (2).

Au cours de ce siècle (xv^e), les Israélites du sud de la Pologne commencèrent à immigrer en grand nombre en Moldavie. L'état de guerre dans lequel se trouvait la Moldavie permit à ces Israélites de s'occuper, en même temps que de commerce, du rachat des prisonniers de guerre. Dans une lettre

1. *De vitæ et scriptis Eliæ Kapsali...*, ex manuscripta Kapsali, historica cura et studio M. Latesi, 1869-1800. Manuscrit fait en 1523 et transcrit par Latesi de Venise.

2. Venelin, *op. cit.*, p. 205. — J.-B. Brociner, *op. cit.*, 1910, p. 100.

d'Étienne le Grand adressée au roi polonais Alexandre Jagello, on lit : « Ton ambassadeur trouva chez un Juif une dame polonaise rachetée du servage des Tartares et, n'ayant de quoi payer le Juif, il mit comme gage notre boyard Théodor, prévôt de Hotin pour la somme de 120 pièces d'or hongroises (1). »

AU XVI^e SIÈCLE. — Au cours du XVI^e siècle, nous trouvons un grand nombre de documents qui justifient la présence, à cette époque, des Israélites dans les principautés roumaines où ils s'occupaient surtout du commerce (2). Les Valachies étaient, pour les Israélites, des pays de refuge contre les persécutions de Pologne et Russie.

S'il faut en croire les dires d'un chroniqueur polonais rapportés par *Kronika Polska*, il paraîtrait qu'au XVI^e siècle les Juifs réussirent à convertir plusieurs Polonais au judaïsme en exécutant la circoncision, après quoi ils les envoyèrent baptisés dans la Moldavie, où ces ex-chrétiens judaïsés trouvèrent un refuge contre les persécutions du clergé catholique.

Le décret du prince Pierre le Boiteux, en 1578, ordonnant l'expulsion des Israélites polonais de la

1. *Letopisete*, t. I. p. 104 (*Arh. ist. a Romaniei*, par Hajdeu, n° 11). — *Les Actes de la Russie occidentale*, publiés par la Commission archéographique (en russe), t. I, p. 1803.

2. *Kronika Polska*. Cracovie, 1597, p. 1580.

Moldavie, marqua un moment critique dans l'immigration juive.

Cette mesure, explique le décret, fut motivée par la concurrence faite par les Juifs polonais aux commerçants indigènes. Voici un passage du décret : « Ce n'est pas le fait d'un simple caprice, mais elle est inspirée par le désespoir de nos commerçants qui attendent à la frontière l'arrivée des marchands de bestiaux, pendant que ceux-ci s'en vont dans le pays avec des étoffes, les vendent et achètent des bestiaux à l'intérieur du pays et font sortir le bétail eux-mêmes ; de telle façon que nos marchands de bestiaux des frontières ne vendent rien. Nous ne saurions refuser à ces marchands étrangers de faire ces achats à l'intérieur du pays, si le bétail de la frontière ne leur suffisait pas, mais qu'ils ruinent nos commerçants, ceci nous ne pouvons pas le permettre. »

Pourtant ce décret ne fut point appliqué ; bien plus, Vérax dit que ce fut un décret dicté en jargon administratif ; quoi qu'il en soit, nous pouvons en conclure que les Juifs de Moldavie faisaient un grand commerce d'importation et d'exportation avec les pays voisins. Car pour motiver un pareil décret, leur activité commerciale devait être intense puisqu'elle faisait ressentir ses effets jusque sur les mar-

1. Hajdeu, *Histoire de la tolérance religieuse en Roumanie*, p. 84.

chands de bestiaux qui formaient la plus importante corporation de ce temps.

À peu près dans le même temps, les commerçants polonais se plaignaient au roi de la concurrence que leur faisaient les Israélites, les accusant d'importer des produits des Valachies, de telle façon qu'ils faisaient sortir l'argent du pays (1).

Relativement au décret de Pierre le Boiteux, nous venons de dire que ce document resta lettre morte et, pour nous en convaincre, il nous suffira de nous reporter aux *Documents relatifs à Pierre le Boiteux et à Michel le Brave* publiés par N. Jorga, qui se trouvent dans la collection de l'Académie roumaine an XI (fol.87-88) ; au quatrième document (folio 78), dans la collection Harmuzaki, où on parle dans une quittance d'un certain Salomon fils... qui devait être payé pour ses services par le même prince, au onzième volume de la même collection, etc.

Ainsi nous pouvons affirmer, après examen de ces documents, et au risque de nous répéter, que le décret de 1578 ne fut jamais appliqué et qu'il ne troubla en rien les bonnes relations existantes entre Pierre le Boiteux (*Schiopul*) et ses sujets de rite israélite.

Nous trouvons encore des preuves de l'existence des Israélites, en 1568, dans les deux Valachies dans :

1. *Dissertation de Czaki sur les Juifs dans Dziela* (1842) et apud Graetz (*Hist. des Israélites*, t. IX, p. 462).

1° Un ordre de la Porte au cadî de Cernavoda concernant un Juif du prince détrôné Petru-Voda, qui était retourné à Nicopoli sans permission ;

2° Un autre document de la Sublime Porte au gouverneur de Salonique, relatif à un Juif qui avait volé des objets au même prince Petru-Voda (1).

Toujours à l'appui de la présence des Israélites dans les Valachies, au cours du xvi^e siècle, on peut citer encore :

Un décret intéressant émanant d'Étienne IV prince de Moldavie, en date de 1525, aux termes duquel, en se basant sur une ancienne loi, il renouvelle l'interdiction faite aux Israélites de vendre des produits d'épicerie et boulangerie (2). Dans le même décret, on rappelle de nouveau les libertés de confession, du commerce et du travail jadis octroyées par Alexandre le Bon (1401-1433).

Enfin, un petit parchemin renfermant huit lignes nous montre un gage fait par le prince Patrascu-Voda chez David, fils du rabbin, daté du 4 kislev de l'an 5132, c'est-à-dire novembre 1571. Puis, en dehors du domaine de la documentation, n'existe-t-il pas toute une série de faits attestant d'une manière irréf-

1. *Documente si cercetari asupra Istoriei financiare si Economice a Principatelor Române*, par N. Jorga, I, Bucarest, 1902, p. 182.

2. *Die Judenfrage in Rumänien*, par Saniel Marcus. Wien, loc. cit.

table l'existence de nombreux Juifs dans les Valachies pendant le siècle en question comme, par exemple : l'édification de tombeaux israélites qui ont subsisté jusqu'à nos jours.

La fin du xvi^e siècle a été une époque douloureuse pour les Israélites sujets tures. Le soulèvement des pays roumains, le 13 novembre 1593, eut comme résultat l'assassinat des banquiers juifs... Aron-Voda et Michel le Brave, d'accord avec le prince de Transylvanie et les Polonais, décidèrent de s'affranchir... A cet effet, ils réunirent tous leurs créanciers et à un signal donné, ils passèrent tous ces derniers par les armes (1).

Dans le même volume (III), collection Hurmuzaki, page 224, on nous raconte la tuerie des Juifs par Aron-Voda (2). Il faut noter que ce prince était d'origine israélite ; on suppose même qu'il ne s'est jamais rallié à la religion chrétienne (extrait des *Annales de Yagyer*, daté de Lemberg, du 26 février 1595).

Aussitôt que Michel le Vaillant eut appris qu'il était destitué de sa fonction et qu'on avait nommé

1. Collection Hurmuzaki, vol. III, p. 469. — Rapport adressé par le représentant de Venise au doge (article p. S. Marcus).

2. Le prince Aron Voda se nommait Emmanuel Aron (1591-1593); d'après un document allemand de 1591, il se nommait encore « Emmanuel di Razza Hebraica ». — Voir Xénopol, *op. cit.*, III, p. 144. — Pezzen à l'archiduc Ernest du 12 septembre 1591. Collect. de documents Hurmuzacki, III, p. 153. — M. Boieresco, *op. cit.*, p. 87.

un autre à sa place, il ordonna aussi de passer par les armes tous les Turcs de Moldavie ainsi que les Juifs turcs qu'il avait trouvés, au nombre de 19, et se déclara ensuite ennemi des Turcs, s'alliant avec les Valaques et les Transylvaniens contre les Turcs. Il faut remarquer que ces actes furent uniquement dirigés à l'encontre des Juifs turcs.

M. Brociner J.-B. nous cite un document très intéressant extrait d'un livre publié à Bâle en 1628 ; cet ouvrage contient la biographie du mathématicien et philosophe Dr Joseph Salomon del Medigo de la Candie, faite par son élève le rabbi Moïse Mitz. Cette biographie a été dictée par Medigo lui-même à son élève :

« L'illustre savant... est né le 6/16 juillet 1891. A l'âge de vingt-sept ans il quitta Constantinople pour s'en aller en Pologne, passa par la Valachie, arriva à Jassy où il trouva le savant rabbi Solomon ben Arayo (ou Arowi), médecin distingué qui s'occupait de l'étude de la Cabale (1) depuis plus de quarante ans et qui avait composé différents ouvrages.

Alors del Medigo reste là (1618) encore onze ans (1628), où il acquiert science et science...

Donc, d'après ce témoignage, en 1578, c'est-à-dire quarante ans avant l'arrivée de del Medigo en Molda-

1. Interprétation mystérieuse de la Bible, transmise depuis Adam ou Abraham par une chaîne continue d'inités (V. Larousse).

vie, il y avait à Jassy un rabbin qui, vu sa personnalité, devait être, par la nature des choses, le chef d'une grande communauté juive.

AU XVII^e SIÈCLE. — a) *Historique*. — Si le commencement du XVII^e siècle est très pauvre en documentation au sujet de la question qui nous intéresse, par contre, la fin de ce siècle nous offre un document très intéressant : nous voulons parler d'un ouvrage officiel financier, publié vers la fin de ce siècle par la direction des Archives de l'État et dans lequel le paiement des impôts est réparti d'après les confessions.

Dans ce document, nous voyons que les Juifs payaient des impôts, donc ils étaient considérés comme des populations assimilées presque aux autochtones, car, seules, les populations autochtones étaient astreintes à l'impôt.

De même, la lecture de ce document nous démontre que les Arméniens, eux aussi, étaient assujettis aux contributions ; ils se trouvaient par conséquent dans la même situation que les Israélites. (Nous savons d'ailleurs que deux siècles plus tard ils acquirent l'égalité des droits) (1).

A la page 26 de cet ouvrage, nous trouvons cette

1. *Le Code de recettes et dépenses de la Caisse de l'État de 1694-1704*, publié par la direction des Archives de l'État, 1873.

note, parexemple, pour l'année 1694 : sommes payées par : « ... Nobles boyards, 602 ughi (pièces d'or). ; Arméniens, 200 ughi ; Juifs, 150 ughi ; Turcs, 593 ughi. »

A la page 36 nous lisons : « ... Sommes des corporations qui ont été données au vizir du Sultan le 20 mai 1694 par les nobles boyards, 300 ughi ; Arméniens, 100 ughi ; Juifs, 100 ughi. »

A la page 54 nous voyons : « Corporations qui ont donné au *Han* (chef des Tartares), en août 1694... nobles boyards, 278 ughi ;. Arméniens, 100 ughi ;. Juifs, 100 ughi. (L'explication dit que l'impôt du Han et des autres personnages a été donné au passage du Han se rendant à Belgrade.)

Signalons, en passant et à titre secondaire, qu'il y avait trois impôts : les haraci (1), l'impôt du vizir et celui du Han, et que les Juifs étaient soumis à ces trois impositions comme toutes les autres populations indigènes.

Dans le même ouvrage figure à la page 379 la communauté israélite de Focshani incorporée au point de vue des impôts à la communauté de Bucarest ; ainsi pour l'an 1698 : les nobles boyards, 757 ughi ;. les Arméniens, 200 ; les Juifs de Bucarest et Focshani, 150 ughi. « M. Brociner en conclut qu'une forte communauté israélite devait exister, à cette date, dans les deux villes.

1. L'impôt payé à la Sublime Porte.

Ce document officiel nous fait encore savoir, par des annotations diverses d'ordre financier, que le gouvernement avait de nombreuses relations avec les Israélites. Exemple p. 709-714, etc. A la page 714, on lit : « 50 thalers (1) donnés à un pharmacien et à Avram Jidovul pour les dépenses par eux faites en accompagnant le prince à Odriin, dont 30 au pharmacien et 20 thalers à Avram ».

Donc, il est incontestable qu'une population israélite assez nombreuses habitait déjà les provinces roumaines à la fin du xvii^e siècle — population — qui était, d'âme et de corps roumaine et comme telle elle prenait part aux affaires de l'État et était soumise aux mêmes obligations que les indigènes. Un médecin juif, le Dr Cohen, attaché à la personne du prince Vasile Loupou, joua, à cette époque, un grand rôle politique : en 1656, il fut envoyé par le prince à Constantinople, pour traiter avec la Sublime-Porte des questions relatives « à son propre trône, de sa propre principauté (2).

D'après un écrivain roumain Hajdeu, la véritable immigration juive se serait produite au xviii^e siècle ; ces immigrants vinrent d'au delà du Nistre pour échapper aux nombreuses tortures qui leur étaient infligées par les Cosaques Zaporogeni. Ceux-ci redevenus

1. Ancienne monnaie roumaine valant 0 fr. 52.

2. Collection Hurmuzacki, II^e, V, p. 27.

indépendants après s'être affranchis de la domination polonaise, se vengeaient, sur les Israélites, des maux qu'ils prétendaient avoir souffert de la part des fermiers juifs.

L'archevêque arabe Paul de Aleppo qui fit un long séjour dans la Valachie, sous le règne de Mathieu Bassarabe (1) dit entre autres : « Le juif Jankel, réfugié à présent dans la Moldavie, nous a cité de nombreux exemples des cruautés du Hatman des Cosaques (2) envers les Juifs (3).

Dans un ouvrage de ce siècle, il est question d'une ville que l'histoire roumaine ignore ; nous voulons parler de la ville de Bar (peut-être Buhusi?) en Moldavie où d'après un acte il existait, bien avant 1618, un corps rabbinique,... donc une communauté grande et organisée (4).

Dans un décret du 12 mai 1817, promulgué par le prince Scarlat Kalimaki, relatif à l'achat d'un terrain destiné à servir de cimetière à la communauté israélite de Bucarest, il est dit : « 2° pour le lieu qu'ils possèdent depuis deux cents ans, c'est-à-dire depuis que la ville est peuplée par des bourgeois ». Donc à la fondation de la ville, on avait concédé aux israélites un empla-

1. Travel of Macarius dans l'*Archive Historique*, t. I, p. 110.

2. Général en chef des Cosaques.

3. *Osservazioni intorno la Walachia et Moldavia*, Napoli, 1778, p. 245-246.

4. R. Mahram de Lublin, *Opéra de Réponse Venezia*, 1618, n° 132.

cement affecté à l'usage de cimetière. Dans ces conditions, il est hors de doute que la capitale dès sa fondation devait être peuplée par des Israélites.

* * *

Les principautés roumaines furent dotées, au xvii^e siècle, chacune d'un Code de législation.

En Valachie, ce fut la Grande Pravila (*Code*) de Mathieu Bassarabe ou « Codex Bassaraba », promulguée en 1652 sous le titre de : *Indreptarea Legei* (en roumain : *le Redressement de la loi*) (1).

Ce Code, traduit et publié dans la langue grecque par le métropolite Étienne de Targoviste, contient des dispositions restrictives concernant les « hérétiques ».

Ainsi, on défend aux Israélites d'acheter des terres à perpétuité ; par contre, on leur permet de prendre des terres en fermage et d'acheter des boutiques dans les villes.

Le même Code accorda aux Arméniens, en plus, le droit d'acheter des vignobles ; cette disposition exceptionnelle interdite aux Israélites s'explique par certaines superstitions populaires de l'époque, très puériles d'ailleurs, telle que la crainte du peuple de s'empoisonner en buvant du vin fabriqué par un Israélite (2).

1. Misail, *Époque de Mathieu Bassarabe et Basile Loupou*.

2. Boeresco Michel, *op. cit.* Thèse Paris, 1899, p. 22.

Les Israélites et hérétiques (Turcs, Tartares, etc.) n'étaient pas admis à témoigner contre les chrétiens ; leur témoignage n'était admis qu'en cas de conflit entre hérétiques ; de même, les relations de famille, le mariage, l'adoption, la tutelle étaient interdites entre chrétiens et non chrétiens.

En Moldavie, le Code (*Pravila*) de Basile Loupou fut publié et promulgué dans la principauté en 1646. Ce Code s'occupe moins de hérétiques et divise les droits de famille d'après les confessions (1).

AU XVIII^e SIÈCLE. — a) *Historique*. — Le XVIII^e siècle se caractérise par une grande expansion de la puissance juive dans les principautés roumaines. Les Israélites, à la suite de leur développement cultural, fondent des sectes religieuses et cherchent à faire des prosélytes jusque dans la Pologne qui était considérée à cette époque comme « un immense océan juif » (2).

C'est ainsi qu'une secte très puissante fut fondée dans ce pays par J.-Joseph-Jacob Frank ou mieux Frankoul, en Valachie vers 1728. Sans embrasser tout à fait la religion chrétienne et sans repousser complètement les traditions mosaïques, il reconnut la divinité du Christ...

1. Costaforo, *Magasinul Judiciar*.

2. Peter Beer, *Histoire des sectes religieuses des Juifs*. Brunn, 1823.

« ...Ayant gagné à ses idées de nombreux prosélytes et désirant répandre ses idées dans un cercle plus étendu..., ce Luther du judaïsme s'était transporté vers 1750 en Pologne... (1) »

Le colonel russe André Meyer, qui avait visité la Roumanie vers 1790, déclare que les livres religieux des franks sont écrits dans la langue espagnole avec des caractères hébraïques et il ajoute :... d'après l'opinion générale, ces Juifs (de la Roumanie) sont plus honnêtes que ceux de la Pologne (2).

On connaît la forme de la nomination des princes par la Sublime Porte : nous savons que les princes des principautés étaient, au XVIII^e siècle, des fonctionnaires nommés par la Porte et choisis parmi les Roumains. Les principautés payaient à la Porte un tribut dont le chiffre était fixé par celle-ci ; le prince s'acquittait de cette dette au moyen de prélèvements tirés du pays.

C'est pourquoi nous nous expliquons facilement l'avidité de certains princes à recouvrer l'argent nécessaire à ces paiements ; certains d'entre eux, notamment, n'hésitèrent pas à profiter de la présence dans les principautés d'une nombreuse population juive, pour lui soutirer sous des prétextes divers des

1. Voir la *Dissertation de Czacki sur les Juifs dans Dziela*, t. III. — Poznan, 1845, p. 191, n. 235. — Peter Beer, *op. cit.*

2. *Opisanie Oczakovskuzemli* (Description du pays Ocsakow). Pétersbourg, 1794, dans t. VIII, p. 58.

sommes parfois considérables. C'est ainsi que le prince Michel Racovitza mit à profit la découverte du cadavre d'un chrétien dans le village d'Onitzkani pour exploiter les Juifs à propos du crime rituel. Dans cette intention, il fit procéder à l'arrestation de nombreux Juifs pour leur extorquer de l'argent. Même, il écrivit à la Porte pour que celle-ci exploitât également le cas (1). Mais les Juifs de Constantinople envoyèrent aussitôt des fonds et le prince Racovitza dut relâcher les Juifs qu'il avait fait emprisonner.

Harmusachi, dans son premier volume, page 455, cite la correspondance d'Usson d'Allion avec le ministre des Affaires étrangères vénitien dans laquelle il est question de Mihai Racovitza. Quelques fragments de cette lettre méritent d'être cités, car son auteur parle du crime rituel — cent quatre-vingt-cinq ans avant l'époque actuelle — en critiquant les préjugés du bon vieux temps, qui, trouvent encore quelques disciples en Orient même de nos jours (Constantinople, 29 juin 1726).

... « Les ministres de la Porte, Monseigneur, ont été occupés avec les plaintes des chefs des communautés israélites. Mihai Racovitza, le prince de Moldavie..., désirant extorquer de l'argent à cause de son avarice, a accusé les pauvres Juifs qui se trouvaient dans la principauté d'avoir tué un enfant grec

1. Hajdau, *op. cit.*, p. 85.

pour mélanger son sang avec le pain des Pâques ; comme un nouvel Attila, il a détruit leurs synagogues, il a fait brûler leurs livres, a fait donner des bâtonnades aux soi-disants criminels, et il les a mis tous à contribution. Ce prince ne devait pas ignorer que cette idée est devenue ridicule dans les pays civilisés et s'il connaissait l'histoire, il saurait que « les gentiles » reprochaient les mêmes choses aux premiers chrétiens qu'ils nommaient « edipodez ».

Ces remarques, de la part de l'ambassadeur vénitien, sont confirmées par de nombreux documents où on voit que Racovitza vivait en bonne intelligence avec certains Juifs qui le rémunéraient grassement ou lui rendaient des services, en reconnaissance de quoi il les dispensait des paiements des impôts ; tel est le cas, par exemple, d'Isaac Hahambasa (1), allant même jusqu'à verser de ses propres deniers la rançon dans le cas de l'assassinat d'un Juif (2),

Dans une note publiée au bas d'un article de M. A. Papadopol Calimach, intitulé : *Cercetari filosofice despre Romania*, et qui traite de Césarie Daponte ex-premier secrétaire intime de Jean Mavrocordat, en 1743, on trouve dans la *Revista contemporana* de l'an IV, n° 7, juillet 1875, page 20, les

1. Le Journal *Stafeta Jassy anul*, II, n° 226, du 8 oct.

2. *Stud. Doc.*, VI, 128. L'an 7216 (1706, 11 oct.).

lignes suivantes : « Daponte exploitait les Juifs ; exigeait des sommes énormes de la part des Juifs pour qu'ils aient un *haham* (tueur rituel des animaux) à Jassy. » Une autre fois il avait prélevé beaucoup d'argent sur les Juifs de Jassy pour les autoriser à pendre un *haham* qu'ils croyaient hérétique. Ce sont les seuls cas où les Juifs furent exploités sous le règne de ces deux princes.

Par contre, d'autres princes accordèrent des privilèges aux Juifs et conférèrent même des droits à leurs chefs religieux.

En principe, les différends de minime importance entre les Juifs étaient confiés au *Haham-basha* (grand rabbin des Israélites autochtones) qui était un juge élu par les Juifs. Les différends entre les Juifs et chrétiens étaient jugés par les juges des principautés nommés par les princes.

C'est ainsi que nous voyons des privilèges accordés par le prince Constantin-Michel-Cehan Racovitza en avril 1759, à Isaac Haham-basha, ainsi que des dispenses de payement d'impôt (1).

Ces privilèges furent reconnus en 1783 par le prince Jean-Théodore Voévode successeur de Racovitza (2).

Nous trouvons plusieurs décrets promulgués par

1. Journal *Staffeta Jassy*, an II, 1879, n° 226 du 8 oct.

2. *Ibid.*, 1879, 13 oct.

Grégoire Ghica pour la nomination de Staroste des Juifs (prévôt juif) et un décret concernant la ville de Berlad (1).

Le prince Constantin Soutzo-Voda, dans son premier règne en mai 1790, le prince Alexandre Calimaki le 6 juillet 1795 et Constantin-Alexandre Ypsilanti le 29 novembre 1799, accrurent encore ces privilèges.

La dispense d'impôts accordée au Haham-basha et à sa famille fut plus tard étendue à ses frères et gendres (2).

Vers la fin du XVIII^e siècle, le Haham-baska percevait, avec le consentement du prince, sur toutes les communautés israélites, un impôt qui se nommait *Venitul Hahamiei*. De même, les chefs religieux juifs percevaient un impôt sur leurs coreligionnaires. Un décret de Grégoire Ghica permit au prévôt juif de Targou Frumos de percevoir la *Crupca* (impôt) sur tous les Juifs (3). Un autre décret du même prince accorda le même droit de perception au prévôt juif de Jassy (4).

Le décret d'Alexandre Ypsilanti de 1775 reconnaît les droits du Haham-basha de Bucarest.

Les princes s'intéressèrent aussi à la formation

1. Condica Mavrocordat (237), Fila 368 (410), verso et 369 (411).

2. *Stafeta* du 13 oct. 1879.

3. Mavrocordat. Feuille 390 (432), V, date 7249, mai 21 (1741).

4. Ureche, *Histoire des Roumains*, vol. III, p. 199.

des communautés religieuses juives ; nous voyons, par exemple, un décret d'Alexandre Ghica en 1777, concernant le rabbin de Jassy ; un autre, du prince Michel-Const. Soutzou X en 1784, dans lequel il reconnaît la liberté religieuse, etc.

Tout à fait vers la fin du XVIII^e siècle, les princes roumains des deux principautés roumaines encouragèrent l'immigration juive dans les principautés. On ne saurait nier qu'à cette époque un courant assez fort d'immigration se fit sentir dans ces pays. Le prince Const. Morouzi, par un décret en date du 16 janvier 1794, donna l'ordre de respecter les commerçants juifs qui venaient traiter des affaires dans le pays (1). Par un décret du 26 septembre 1794, il permit à ces étrangers de s'établir non seulement dans les villes et surtout à Bucarest, mais aussi dans les campagnes ; il défendit aux paysans de venir s'établir dans les villes (2).

Par un autre décret il permit au *Huham* (rabbin) Jacob et Boroz de Soroca d'aller dans les foires de la frontière et en Pologne pour percevoir la Crupca d'après les vieilles coutumes (3).

Cette tolérance de la part de la plupart des princes envers les Juifs nous est confirmée aussi par des

1. Mavrocordat, vol. V, p. 322.

2. Ureche, *op. cit.*, vol. V, p. 321.

3. Décret de Grégoire Ghica du 13 avril 1727. — Cond. Mavrocordat 390 (432), V.

écrivains étrangers. C'est ainsi que le voyageur Ragusain Raicevich, au xviii^e siècle, écrit :

« Toute secte religieuse est tolérée à exercer son culte sans être empêchée... A Bucarest il y a une église luthérienne et une synagogue juive. Dans la Moldavie, les Israélites étant fort nombreux obtinrent la permission de posséder plusieurs temples (1). »

A cette époque, un grand nombre de Juifs résidaient dans les principautés, si nous en croyons les relations des étrangers qui auraient visité le pays. Le prince de Ligne, dans une correspondance datée du 1^{er} décembre 1788 au comte de Ségur, à Pétersbourg, affirme qu'il y a des Israélites dans toutes les villes de Moldavie habitant dans des masures (*colibe*) et qu'on les trouve partout comme les tziganes (2).

L'arant, consul de France, dans un rapport de 1798, s'exprime en ces termes : « Le nombre des Juifs est considérable, quoiqu'ils soient plus méprisés que les autres sujets. Ils sont pourtant quelquefois ménagés par le gouvernement auquel ils fournissent beaucoup d'argent (3). »

Suivant l'affirmation de Joseph Mikoscha, en 1782, les habitants de Hotin se composaient de Turcs,

1. *Osservazioni intorno la Valachia, Moldavia, Napoli*, 1788, p. 245.

2. *Hurmuzache Documente*, III, I, p. 80 et 81.

3. *Verax*, *op. cit.*

Arméniens et Juifs (1). D'après une relation de 1790, il y avait, en 1711, à Ismaïl, 18.000 habitants composés de Juifs, chrétiens, Turcs et Moldaves, et cette relation ajoute que tous étaient des commerçants et considéraient cette ville comme un magasin et dépôt où ils avaient amassé leur fortune (2).

Toujours d'après Mikoscha, parmi les étrangers qui habitaient les pays roumains, il y avait des Arméniens, des Grecs et des Juifs (3). Sur une inscription funéraire en date de 1733, relevée au cimetière israélite de Jassy, il est question d'« un médecin intelligent, cultivé et merveilleux : Dr Joseph Cuneau », de rite espagnol. De même on a des données sur un autre médecin juif à Sireth (4).

Les princes de Valachie cherchèrent à encourager le prosélytisme chrétien orthodoxe en dispensant les Juifs convertis, de tous droits et impôts : nous trouvons ainsi, à la date du 15 mars 1741, des décrets du prince Grégoire Ghica, concernant Jean Botezatul (5), Nicolæ (6). La même faveur fut accordée aux Juifs fournisseurs du prince, tel : Cerbu qui fabriquait de l'eau-de-vie pour la maison princière ;

1. *Reise eines Polen durch die Moldau*. Trad. par S. Gottlieb. Leipzig, 1793, I, p. 6-7.

2. Hurmuzache, *op. cit.*, vol. VI, suppl. I, fasc. I, p. 97.

3. *Ibidem op. cit.*, p. 18.

4. Moses Sofer, Chalam Sofer, n° 194 de 1809, Kislev 21.

5. Cod. Mavrocordat Fila, 367 (409), verso.

6. *Ibid.*, décret 19 janvier 1736. Cod., n° 237, Fila 367 (409).

ou tel Juif qui avait, en fermage, des terres, propriétés de l'État. Le prince Jean-Téodor Calimach dispense de droits deux fermiers du monastère Putna (1).

2° LES ARTISANS ET OUVRIERS JUIFS AU XVIII^e SIÈCLE

Il est hors de doute qu'en dehors du commerce, les Juifs s'occupaient également de métiers manuels, et ceci nous est facile à démontrer par des documents certains.

Par exemple, nous lisons dans le statut de la corporation des bottiers de Jassy, révisé le 9 novembre 1767 : « Aucun artisan n'aura le droit de vendre les chaussures des Juifs ou des Arméniens, et si on le découvre il sera grondé et condamné... (2) »

Par conséquent, il est incontestable qu'avant même 1767, il y avait dans les principautés des bottiers juifs et arméniens qui ne figuraient pas dans les corporations privilégiées des Roumains. En 1808, les bottiers israélites furent assez nombreux pour fonder à leur tour une corporation à part (3).

Un *Pinkàs* (procès-verbal) des tailleurs de Jassy

1. Mavrocordat. Fila 371 (413) et verso.

2. Dans *Convorbiri Literare*, XXII, à l'article 15 (?).

3. M. Schwarzfeld, *Moment de l'histoire des Juifs en Roumanie*, Bucarest, 1889. « Excursions critiques », chap. VI (en roumain).

daté de 1800, nous fait savoir que, bien avant cette date, il existait une corporation juive des chapeliers qui fusionna avec celle des tailleurs.

Dans d'autres villes, il y avait aussi des corporations de métiers.

Ainsi à Roman subsistait déjà, en 1794, une corporation d'artisans probablement mixte (Roumains et Israélites); ceci nous l'apprenons par les statuts de « Chevrà Kedosha » (1), où il est dit « qu'on se souviennent que la fraternelle « Poaléy Tzadek » s'est déclarée débitrice, en présence de l'illustre et grand rabbin de Jassy envers « la société sacrée » de 2 lei (francs) chaque année (2).

Pour Focshani nous trouvons une consultation rabbinique antérieure à l'année 1806, dans laquelle le rabbin se concerta « avec plusieurs bottiers appartenant à la corporation au sujet d'un Arbech Kanfès » (3 et 4).

D'une manière générale, il est certain que les Israélites, les Arméniens, ainsi que les tziganes, ne faisaient point parties des corporations des chrétiens.

1. Société sacrée élue par les habitants juifs d'une ville et qui s'occupe avec la cérémonie juive des morts et du soin du cimetière.

2. L'orig. chez M. Davidovici à Roman. Copie à la Société historique. Cité chez Schwarzfeld, *op. cit.*

3. *Cérémonie religieuse juive.*

4. Zolkiew, *Pne Mose*. 1806, n° 6. Cité par Schwarzfeld, *op. cit.*

D'habitude les Israélites s'organisaient dans une sorte de société de secours mutuels nommée « Fraternelle de Poaley Tzadek », dont on trouve des traces nombreuses dans les deux principautés.

Chaque corporation payait un impôt à *l'Aghie* (*Agha*) (1). Vers 1776 on comptait à Jassy 33 corporations d'artisans chrétiens, ayant chacun son prévôt (*staroste*) ; en plus, il y avait 4 classes sociales (*obstii*) (2) : la corporation des commerçants, des Juifs, des Arméniens et des cabaretiers (3).

Dans la même année, un décret de Grégoire Ghica fit passer toutes les corporations sous le contrôle de l'État, à l'exception toutefois de celles de Chircibasha, Tarzibasha, Buingi-basha, des prévôts de Juifs et Arméniens ; le même décret permet à *l'Agha* de nommer tous les autres prévôts des corporations et de les exempter d'impôt.

À la suite de ce décret, les corporations d'artisans juifs de Moldavie poursuivirent leur existence comme par le passé en restant sous la dépendance des autorités confiées aux Israélites (4).

Quant à la Valachie, les documents concernant la situation des artisans juifs nous font défaut. Pour-

1. Autrefois le général en chef de l'infanterie ; plus tard, préfet de police ; l'Aghie c'est la Préfecture de police.

2. P. Rascano, *les Salaires et revenus des boyards de Moldavie en 1776* (en roumain). Jassy, 1887, p. 15 et 16.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 16.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 16 et 17.

tant, nous pourrions conclure que presque la même législation les a régis, si nous réfléchissons que le même prince a régné en Valachie en 1768.

3° LA JUSTICE ET LES ISRAÉLITES AUXVIII^e SIÈCLE

En ce qui concerne la justice, c'est le Code de Bazile Loupou en Moldavie et le Code de Mathieu Bassarabe en Valachie, mélangés aux coutumes locales, qui servirent comme guide de juridiction pour les deux principautés roumaines.

Vers 1776, le prince Alexandre Ipsilanti se rendant compte des grandes difficultés occasionnées par le manque d'une législation précise, promulgua en grec un Code « qui contient les lois les plus nécessaires et les coutumes les plus usuelles » avec la traduction roumaine en regard. Ce Code demeura en vigueur en Valachie jusqu'en 1816, époque à laquelle le Code Caradja prit sa place. Le Code d'Ipsilanti n'abrogea pas les dispositions canoniques de la Pravila de Mathieu Bassarabe, par conséquent les lois concernant les Juifs et étrangers subsistèrent également (1).

En Moldavie, Grégoire Ghica, par un décret de

1. Décision de la Cour de cassation. Arrêt de mars 1865. *Bull. Cour de Cass.*, 1865, 623. — *Alexandresco Studiu asupra obiceurilor juridice ale poporului Roman*, XX.

1756, admit les trois corporations : des négociants étrangers, Juifs et Arméniens, à payer un dixième de la valeur du litige, d'après la vieille coutume, pour les procès qui étaient « arrangés et jugés par le vel Camarash » (1) : ensuite, la décision est mise en exécution. Si une partie était mécontente de la décision, elle pouvait aller devant le Conseil du prince et si ce Conseil cassait le jugement du vel Camarash, alors les *Vatafs* (sous-préfet, plus tard nom donné aux huissiers) prenaient encore un dixième (2).

Les jugements entre les Juifs de première instance et de moindre importance relevaient soit du Hahambasha et du tribunal rabbinique de chaque ville, soit du *staroste* (prévôt) de la corporation juive des villes respectives (c'est-à-dire d'*Epitrophs*), soit des prévôts de la corporation des artisans (*Gabain*).

...Les Juifs étant subordonnés pour la juridiction au vel Camarash, le grand rabbin au nom des Juifs lui payait un impôt annuel de 60 *lei* (francs) ; la même somme était payée au vel Camarash par les prévôts des Juifs qui étaient les chefs des communautés israélites.

Lors de son entrée en fonctions, le vel Camarash recevait encore, de la part de chaque boutiquier qui vendait en détail (au « cot » = ancienne mesure de

1. Le trésorier particulier du prince ; plus tard le chambellan de la Cour.

2. Rascano, *op. cit.*, p. 33 et 34.

longueur) une somme de 30 *parale* (1) sous le nom d'impôt « cotarit » (2).

En ce qui concerne les juridictions spéciales d'après les décrets de 1741 rendus par Const. Mavrocordat, le vel Hatman (3) jugeait les soldats, les tziganes et les étrangers ; le vel Spaturu (4) jugeait seulement les étrangers qui venaient chez lui à cette fin ; et l'Agha (5), lui, jugeait les bourgeois (6).

4° LA PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE ET IMMOBILIÈRE

Nous avons vu que les Israélites avaient le droit d'acheter des maisons dans les villes : par contre on leur interdisait d'acheter des propriétés rurales.

Le prince D. Cautemir qui régnait en 1711 nous dit dans son ouvrage *Descriptio Moldaviae* que les Israélites n'avaient pas le droit de posséder des propriétés immobilières dans les villes :

« *Judaes esciam subditi censentur et tributum annuum peculiare, gravius ordinare, solvere tenen-*

1. Ancienne monnaie : un ancien *leu* (franc) roumain valait 40 *parale*.

2. Rascano, *op. cit.*, p. 14.

3. Le chef de l'armée moldave.

4. Titre de noblesse ; en Valachie, il était le chef de la cavalerie.

5. Préfet de police.

6. *Uricarul*, IV, p. 405-406. — Voir aussi Schwarzfeld, *op. cit.*, p. 29.

tur, opificium, præter mercaturam et camponiarum, nullum exercent ; synagogas habere ubique possunt, ligneas tamen non lapideas (1) ». Il faut croire que le prince Cautemir s'est trompé ; car bien avant lui, le Code Bassarabe et la Pravila de Basile Loupou avait permit aux Israélites de posséder des propriétés immobilières dans les villes. Nous voulons plutôt croire que le prince Cautemir voulait dire dans ces trois lignes, qu'il n'avait pas permis, pendant son règne (1711-12) aux Israélites d'acheter des propriétés immobilières, même dans les villes. Car, peu d'années après son règne, nous voyons un Israélite, du nom de Smil sin Litman posséder une propriété immobilière, urbaine, une boutique en pierres et une terre appartenant au monastère Barnovski auquel il payait une redevance.

De même, nous voyons par un acte en date du 19 avril 1793 David Carniol, fils de Leiba (Carniol) se rendre acquéreur, par adjudication, de l'ancienne propriété de la Cathérine, femme de Ionitza (2).

Enfin, on trouve trace accidentellement, à l'occasion d'un procès jugé à Botoshani, d'une maison appartenant à un Israélite (3).

1. Dans le discours de M. Jonesco du 11 septembre 1879 à l'Assemblée constituante.

2. L'original se trouve chez M.H. Wechsler, Jassy, une copie à la Société Historique, cité par Schwarzfeld, *op. cit.*

3. Code Mavrocordat, n° 390 manuscript. 137, octobre 1741.

Si on s'en réfère au Code Mavrocordat (n° 378 feuille 185) où est cité l'exemple d'une terre affermée à un Israélite et à une plainte du capitaine de Sorocca contre les boyards qui avaient affermé tous les passages sur le fleuve Nistre aux Juifs, on est porté à croire que l'affermage des terres, de même que l'acquisition des droits de servitudes terriens étaient reconnus aux Israélites (1).

A la fin du XVIII^e siècle, les synagogues devaient être bâties à une certaine distance des églises chrétiennes; l'inobservation de cette prescription donna souvent lieu à des plaintes de la part des populations chrétiennes, tel le cas de la synagogue de Husi (1^{er} mars 1769), etc.

5° LE COMMERCE

Le commerce dans les principautés pouvait être exercé librement par tous les étrangers qui s'y établissaient, au sens le plus large du mot, soit qu'ils continuâssent d'être sujets de leur pays originaire, soit qu'ils devinssent rayales (sujets roumains), sujets du prince. Quand, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, les commerçants de Moldavie s'organisèrent en corporations (nommées encore *esnafuri*,

1. Code Mavrocordat, 542 (601) le 14 octobre 1742.

pour les distinguer des corporations d'artisans qui étaient très développées), ils eurent soin de s'assurer, par différents décrets, de nombreux privilèges ; pourtant on n'apporta aucune restriction à l'exercice du commerce des étrangers.

Pour ces derniers, un décret de Const. Mavrocordat (en Moldavie), datant de septembre 1783, exigeait, une simple formalité, celle d'avoir la permission du *staroste* (prévôt) des commerçants pour ouvrir une boutique ; mais une fois cette permission obtenue, le boutiquier ne pouvait vendre d'autres produits que ceux pour lequel il avait été autorisé (1).

L'application de ces prescriptions aux commerçants indigènes de la ville de Jassy ne fut pas de longue durée, car trois ans après un nouveau décret fut promulgué disant, au sujet du décret de 1783 :

« Qu'il ne pouvait pas s'appliquer parce que de nombreux commerçants étrangers s'étaient mêlés aux commerçants indigènes (2.) »

La vieille coutume qui permettait aux commerçants étrangers de passage, de vendre seulement en gros, fut confirmée par le décret de 1783 ; cependant on permit à ces étrangers de vendre, même en détail, les objets de nourriture et les boissons (3).

1. Uricariul, II, p. 41.

2. Décret de novembre 1786: Uricariul, II, p. 44.

3. Uricariul, II, p. 40.

Plus tard les Juifs eurent à souffrir de quelques restrictions au point de vue commercial ; surtout dans la vente des boissons spiritueuses.

6° L'IMMIGRATION DES JUIFS ET LES ENCOURAGEMENTS DES PRINCES

Vers la fin du XVIII^e siècle, les princes roumains favorisèrent l'immigration juive ; on doit reconnaître qu'un grand nombre de Juifs polonais et russes immigrèrent dans les pays roumains ; mais il ne faut cependant pas exagérer, comme l'ont fait Iorga et Verax dans leurs ouvrages, l'importance de cette immigration.

Pourtant, on peut évaluer à 40-50.000 le nombre des Juifs de Pologne et de Russie qui, jusqu'en 1859, immigrèrent dans les deux principautés, c'est-à-dire de 25 à 30 o/o de la population israélite actuelle.

En même temps, les princes encouragèrent les Juifs à s'établir en Moldavie et Valachie et à fonder des villes.

De nombreuses agglomérations urbaines, principalement en Moldavie, doivent leur origine à ces encouragements princiers.

C'est ainsi que le prince Morouzi, dans un décret rendu le 8 août 1780 à l'occasion de la fondation de la ville de Falticeni, s'exprime avec enthousiasme

sur le compte des Israélites, leur accorde des avantages, des dispenses d'impôts en faisant ressortir qu'ils contribuaient au développement économique du pays... « Que les Juifs aient aussi une synagogue, à part des chrétiens... qu'ils possèdent une terre pour les tombeaux... qu'ils soient dispensés du paiement de l'impôt sur la propriété immobilière, etc. (1).

En 1810, plusieurs Israélites demandent au propriétaire du domaine de Totoesti, la permission de s'établir à Podul Iloaei pour fonder une ville ; un décret du prince Calimaki autorise cette fondation (2).

La petite ville Frumusica, dans le district de Botoshani, est une création également juive. Dans l'entente du 25 juin 1845 avec le propriétaire du terrain, sur lequel la ville est construite, il est dit dans l'article 15 :

« ...Ils sont (les Juifs) obligés pour la fondation la plus rapide de la ville, de créer le plus tôt possible, à partir du printemps prochain, des boutiques (3).

On voit même des représentants religieux chrétiens intervenir en faveur des Israélites et de leur culte. Tel un acte de 1794 de l'évêque Véniamin en faveur de reconstruction de la grande synagogue de Hushi, etc. (4).

1. *Uricariul*, de Codresco, vol., XVI, p. 129.

2. Chirita C., *Dictionnaire géographique du département Jassy*. Bucarest, 1888, p. 177.

3. Schwarzfeld M., *op. cit.*

4. L'original se trouve chez M. A. Alterovici Hussy ; une copie à la Société historique, cité par Schwarzfeld, *op. cit.*.

LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

a) *Historique*

Le début du XIX^e siècle est marqué par quelques petites émeutes contre les Israélites; hâtons-nous d'ajouter que la plupart de ces émeutes furent fomentées par des agitateurs étrangers. Autrement, n'eut-il pas été surprenant, et contraire à toute idée de progrès civilisateur, de voir le peuple israélite qui, au cours des derniers siècles, avait vécu en bonne intelligence avec la nation roumaine, rompre, soit pour des causes futiles, soit par des légendes, ces relations amicales de part et d'autre?... Et il nous suffira de citer quelques exemples pour corroborer notre assertion que tous ces mouvements séditionnels pour la plupart éclatèrent à l'instigation d'éléments étrangers.

Ainsi, une émeute survenue sous le prince Morouzi, en 1801, nous montre que les agitateurs étaient des étrangers (1).

De même, en 1803, nous voyons éclater à Focshani un mouvement xénophobe pour interdire aux Juifs de tuer les bestiaux dans les mêmes endroits que les chrétiens (2). Néanmoins, le prince Alex. Ypsi-

1. Décret de Morouzi. — Ureche, *op. cit.*, vol. VIII, p. 21.

2. Décret du 18 juin 1803. — Ureche, *op. cit.*, vol. VIII, p. 636.

Ipsilanti donna l'ordre que les Juifs tuent les bestiaux dans le même endroit que les chrétiens.

Un autre mouvement anti-juif fut fomenté, parce qu'un joaillier Haim Ovreiu! aurait dénoncé des tziganes qui auraient volé dans l'église de « Mahalaua Popa Petre » (1).

A la suite d'une accusation que les Juifs commettaient le crime rituel, le prince Coust.-Alex. Ipsilanti adressa au métropolitain un ordre lui enjoignant de faire paraître des publications à seule fin de détruire dans le public l'idée erronée que les Juifs tuaient les chrétiens pour employer leur sang (2).

Pour éviter toute cause de conflit, en 1813, le prince Jean Georges Caradja, par l'intermédiaire du métropolitain, interdit à tous les chrétiens mineurs d'engager leurs services chez les Juifs, pour qu'il n'y eût plus de soupçon sur ceux-ci relativement au crime rituel (3).

Dans le même but pacifique, le prince Caradja, en autorisant la construction de la synagogue de Bucarest, ordonna son entourage par un mur, afin qu'elle fût protégée contre les malfaiteurs...

1. Ureche, *op. cit.*, vol. VIII, p. 19.

2. Décret du 16 avril 1804. — Code Mavrocordat, XLIX, f. 163 et verso. — Ureche, *op. cit.*, vol. VIII, p. 637.

3. Tolco pisach gpd., 17 avril 1813. — Code Mavrocordat, LXXIV, feuille 41, vel. Logofet. — Ureche, *op. cit.*, vol. X, p. 41.

*
* *

Jusqu'au xix^e siècle, nous avons vu que les Israélites étaient désignés sous un seul nom : Israélites-indigènes.

L'immigration des Juifs polonais et russes qui se produisit dans les principautés à la fin du xviii^e et au commencement du xix^e siècles, eut pour effet de diviser les Israélites en deux catégories : dans l'une furent compris tous ceux qui ayant toujours été considérés comme autochtones, par conséquent exempts de toute protection étrangère et avaient les mêmes droits et devoirs que les citoyens du pays ; dans l'autre catégorie rentrèrent tous les Israélites immigrants, sujets des États étrangers, considérés toujours comme des étrangers et comme tels soumis aux conventions consulaires.

Cette classification des Israélites en deux catégories apparaît clairement dans un document adressé au prince Georges Caradja par le Postelnic (1), Nicolas Scanavi : « ...on nous a donné la ci-incluse plainte de la part de la corporation des Israélistes autochtones de Bucarest... que seule la corporation des Israélites autochtones ait le droit d'abattre le bétail... A présent que se sont établis à Bucarest des

1. Titre de noblesse : maréchal de la Cour.

Israélites étrangers, la corporation des Israélites autochtones, demande de lui reconnaître, à elle seule, cette vieille coutume (1). Ajoutons que, comme suite à cette demande, le prince rendit un décret, dans lequel nous retrouvons la même distinction : « les Israélites autochtones pourront abattre le bétail... et les Israélites étrangers auront le droit d'acheter chez eux (2) ».

Un autre document où il est question des Israélites autochtones et des Israélites étrangers, c'est le décret de Jean Sando Stourza du 1^{er} février 1823, dont nous extrayons le passage suivant : « ... pour la taxe de la viande..., et à la suite des Conseils du grand rabbin que vous lui obéissiez vous Juifs autochtones... Quant aux Juifs étrangers ils devront acheter la viande chez les bouchers israélites autochtones (3) ».

De même, un décret du prince Alexandre-Nicolas Soutzou dit ceci : « le rabbin a aussi dans ses soins les Israélites autochtones, ainsi que les Israélites étrangers (4). »

Enfin, un autre document où on parle des Israélites autochtones, c'est la circulaire du 17 juin 1822, envoyée aux préfets, leur enjoignant d'aider l'homme,

1. Décret du 18 avril 1813. Nicolas Scanavi, Vel-Postelnic. — Ureche, *op. cit.*, vol. X, p. 151.

2. Décret de juillet 1817. Isnam Recet. gpd. — Ureche, *op. cit.*, vol. X, p. 45.

3. *Manuel administratif*, vol. II, p. 42.

4. Ureche, *op. cit.*, vol. XII, p. 392.

nommé par le rabbin des Israélites autochtones, pour encaisser l'impôt parmi les Israélites (1).

Le règlement organique de 1832, dont nous verrons plus loin l'historique, introduit une innovation, celle de confondre les deux catégories d'Israélites autochtones et Israélites étrangers sous le nom de : nation juive ; et soumet les deux catégories des Israélites aux mêmes droits et devoirs sans faire aucune distinction entre elles.

Pourtant, il faut avouer que malgré la nouvelle dénomination, de nation juive, donc nation étrangère, donnée à la population israélite indigène et le fait d'avoir enlevé aux Israélites autochtones certains droits, leur situation ne s'est pas du tout aggravée.

Et nous voyons, de temps à autre, parler encore dans certains documents, des Israélites autochtones et Israélites étrangers ; ainsi, par exemple, dans le compte rendu du conseil administratif extraordinaire du 18 août 1832, nous lisons : « Et parce que la corporation des Israélites se divise spécialement en deux : les Israélites espagnols et Israélites polonais... et le rabbin sera pris parmi les Israélites autochtones et non parmi les Israélites étrangers.

On voit, de même, faire cette distinction dans le compte rendu de la séance du 4 septembre 1834 du conseil de Moldavie.

En dehors de ces cas, nous trouvons un certain

1. Ureche, *op. cit.*, vol. XIII, p. 305.

nombre de dispositions favorables aux Israélites ; ainsi, nous voyons le décret de Michel Stourza, de 1839, imposant aux Israélites le paiement d'une taxe spécialement affectée à l'entretien des écoles et d'un hôpital israélites...

Dans un autre décret de Michel Stourza concernant l'hôpital de Galatz, nous trouvons des mots flatteurs à l'égard des Israélites ; de même, pour la modernisation des habits, nous voyons des éloges décernés aux Israélites (décret du 15 nov. 1847).

Malgré ces dispositions favorables, il apparaît clairement qu'au commencement du xix^e siècle, se manifestèrent les premiers symptômes d'une tendance hostile aux Israélites... Jusque-là, le peuple roumain s'était montré très tolérant à leur égard ; nous avons vu, en effet, des Israélites occuper des places officielles auprès des princes ; aider à la fondation et à la consolidation de l'État, etc...

L'infiltration des populations étrangères dans les principautés, le contact fréquent des Roumains avec les Russes, apportent dans le pays une note dominante, qui amènera une orientation nouvelle de la politique roumaine, et se traduira par des mouvements assez prononcés dirigés contre les Israélite.

L'immigration assez grande dans les principautés roumaines, des Israélites de Russie et Galicie (Pologne), a donné l'occasion à ces mouvements de se faire mieux sentir encore.

LÉGISLATIONS ET JURIDICTIONS A L'ÉGARD DES ÉTRANGERS

1° LES CODES TH. CARRA ET A. DONICI

A cause d'un grand désarroi et manque d'une législation en Moldavie, au début du xix^e siècle, exactement en 1804, le prince Alexandre Morouzi fit traduire en grec moderne par Th. Carra l'œuvre de C. Harménopol, en 6 volumes. A cette traduction, qui prit le nom de « Code Carra », fut donnée force de loi.

Mais bientôt pour remédier définitivement aux inconvénients présentés par le manque d'une législation rédigée en langue roumaine, le prince Morouzi chargea le même jurisconsulte d'élaborer un Code civil et pénal en roumain. Carra, surpris par la mort en 1806, ne put achever son œuvre. Le logothète (1) Andronake Donici, sentant les lacunes qui résultaient du manque d'une législation écrite en roumain, composa un recueil des lois impériales avec renvois

1. Ministre de Justice.

aux basiliques et au droit romain. Cet ouvrage, imprimé à Jassy en 1814, eut force de loi jusqu'en 1817. Dans ce code nous trouvons deux dispositions concernant les étrangers.

La première défend aux hérétiques et aux Israélites de témoigner contre les chrétiens, alors qu'entre elles ces deux catégories d'éléments peuvent se servir de témoins (chap. XXII, § 11) (1).

La seconde disposition concerne la propriété. On défend aux Arméniens et aux Juifs d'acheter des biens fonds ruraux; toutefois, une exception est faite en faveur des Arméniens qui ont le droit d'acheter des vignobles; on permet, par contre, aux Israélites et Arméniens d'acheter des maisons et boutiques dans les villes (2).

CODE CALIMAKI

Le Code Calimaki fut promulgué au 1^{er} juillet 1817. Écrit en grec, il fut traduit en roumain pendant l'occupation russe sous le général Kisseleff et sur l'initiative du ministre de la Justice C. Stourza (3)

1. P. 47 du Code, éd. 1858 Jassy qui s'intitule *Collection abrégée des lois impériales*.

2. Chap. XXV du *Protimis.*, p. 53 § 5, se réfère à une chrysobulle du 28 décembre 1785 et au chap. XI § 17. — Voir Michel Boeresco, *op. cit.*, p. 30.

3. Ce Code fut traduit par Assaki, Bojinka et Flectenmacher; édit. de 1851 et 1862.

De tous les codes parus jusqu'alors dans les principautés, c'est certainement le plus complet, le plus juridique et le plus méthodique (1).

Ce code est divisé en trois parties traitant : des personnes, des choses et obligations, de la transmission des droits, de l'usucapion et de la prescription. Les dispositions relatives au droit commercial se trouvent dans un appendice final.

Examinons les articles de ce code concernant les étrangers et spécialement les Israélites.

Le paragraphe 29 établit, entre tous les habitants, une égalité de droits : « Tout homme est digne d'acquérir des droits, mais d'après les dispositions de la loi ». Au texte primitif du paragraphe 45, on ajoute : « Les étrangers partagent généralement avec les indigènes, les droits civils, sauf ceux pour lesquels ils doivent être au même rang que les indigènes ». Et pour bien marquer la largeur de l'esprit de tolérance qui a présidé à l'élaboration du Code Calimaki, le législateur fait ressortir dans l'article 47, que : « la différence de croyances religieuses n'a aucune influence sur ces droits si, pour certaines affaires, les lois n'avaient pas établi des distinctions de chef ».

Dans le même paragraphe, nous trouvons l'ancienne prohibition canonique qui défend le mariage entre

1. Boeresco (M), *op. cit.*, p. 31.

chrétiens et non chrétiens, entre orthodoxes et hérétiques.

Les étrangers sont, de même, frappés d'incapacité pour figurer comme témoins dans le testament d'un chrétien (§ 252) et pour être tuteur (§ 260).

Le paragraphe 1430 décide que les Arméniens et les Israélites ne pourront jamais acheter de biens fonds ruraux à perpétuité ; le paragraphe 1431 ajoute pourtant que : « les Arméniens ont cependant le droit d'acheter des maisons et boutiques dans les villes.

Voici donc, esquissé en traits généraux, le Code Calimaki qui a servi comme Code législatif en Moldavie, jusqu'au Règlement organique de 1831.

3^e CODE CARADJA

Ce code écrit en grec, fut promulgué en 1817 en Valachie. Il est moins complet que le Code Calimaki ; ses dispositions sont, en majeure partie, tirées de Basiliques. Il est divisé en six parties, dont les quatre premières sont relatives au droit civil ; les parties afférentes au droit commercial et au droit criminel furent successivement remplacées, l'une en 1840 par le Code de commerce, calqué presque sur le Code de commerce français de 1807 ; l'autre le 19 janvier 1852 par le Code criminel de B. Stirbey

qui fit place lui-même, le 30 octobre 1864, au Code pénal qui est encore actuellement en vigueur.

La seule innovation apportée dans la partie de ce Code relative au droit civil consiste dans l'interdiction faite aussi bien aux Israélites qu'aux Arméniens d'acquérir des terres et ce. sans aucune exceptions, en faveur des Arméniens (ch. II, p. 3, art. 1^{er}).

L'incapacité dont les étrangers étaient frappés, par le Code Bassarabe et le Code Calimaki de ne pouvoir figurer comme témoins, soit dans des contestations de toutes sortes, soit dans des testaments, etc. etc. est supprimée dans le Code Caradja.

A part l'abrogation de cette incapacité, les autres dispositions relatives aux étrangers figurant dans le Code Calimaki, se retrouvent dans le Code Caradja.

4^o LE RÈGLEMENT ORGANIQUE

La Russie qui avait obtenu, par le traité d'Andrinople, en 1829, le protectorat des principautés roumaines, dota les pays d'une législation qui fut élaborée à Saint-Pétersbourg.

Pour donner à cette législation une couleur plus roumaine, le général en chef de l'armée d'occupation le comte Kisseleff, fit convoquer deux commissions indigènes, — l'une pour la Moldavie et l'autre pour la Valachie, — présidées par le consul russe Minziaki,

à seule fin de donner leur avis sur le projet du règlement.

On fit trois textes : deux en français pour Saint-Pétersbourg et Constantinople et le troisième en roumain.

En 1832, ce Code politique, administratif, civil, commercial et pénal entra en vigueur ; deux ans plus tard il fut reconnu par la Porte.

La caractéristique du règlement organique c'est qu'il accorde un certain nombre d'exemptions d'impôts et autres avantages aux étrangers ; et dans cette catégorie sont compris aussi les Juifs.

Ces exemptions nous paraissent, bien contraires à l'esprit des rédacteurs du règlement organique, malgré que l'article 94 du même règlement reconnaît longuement tous les dangers que les Israélites font courir au commerce, à l'industrie et au développement national.

A l'article 50, chapitre III, annexe lit. -P, nous voyons qu'on interdit aux Israélites et contrairement aux dispositions antérieures du Code Calimaki, de prendre des terres en fermage, prohibition décrétée déjà par le prince Morouzi en 1804.

Le règlement organique introduit deux innovations : la première tend à confondre sous le nom uniforme de « nation juive » les Israélites autochtones et les Israélites étrangers ; dans un cas seulement on fera une distinction entre Israélites nés et

élevés dans le pays et ceux venus clandestinement du dehors : c'est en cas de vagabondage (art. 17, 18 et s.)

La seconde innovation du Règlement organique, c'est l'introduction de la petite et la grande naturalisation pour les étrangers chrétiens; quant aux Juifs, on leur refuse tout accès à l'égalité civile ou politique.

Les étrangers chrétiens avaient la jouissance des droits civils, à l'exclusion des droits politiques, dans les mêmes conditions, à peu de chose près, que les nationaux. Le Règlement organique leur accorde ces droits politiques par la grande naturalisation (art. 373).

Dans la petite naturalisation (une sorte de denization), le Règlement leur conférait l'exercice des droits civils « échu aux négociants et aux artisans de la terre » (probablement agriculteurs).

On comprend que les étrangers ayant obtenu cette petite naturalisation, jouissaient de tous les droits, prérogatives et immunités, qu'avaient les corporations de commerçants et industriels indigènes. Par la petite naturalisation, l'étranger pouvait posséder seulement des immeubles urbains, maisons, boutiques, etc (1).

1. Chap. IX, annexe 10, p. 245 pour le Règlement de Moldavie et l'art. 379 pour le Règlement de la Valachie.

Pour obtenir la grande naturalisation et donc pour jouir des droits politiques et posséder des immeubles ruraux, l'étranger de rite chrétien devait obtenir un acte délivré par le prince basé sur une délibération préalable du Divan (assemblée générale ordinaire) et d'après un règlement fixé par la loi. Donc, nous devons en conclure que la naturalisation n'était pas accordée, en aucun cas, aux Israélites, qui étaient de rites non chrétiens.

DEPUIS 1848-1855

Tout d'abord, nous allons voir que toutes les professions de foi et toutes les manifestations d'émancipation des Roumains contre la domination turco-russe furent faites dans un sens libéral et avec le concours des Israélites. Ainsi :

Dans le Congrès du 27 mars 1848, on élabora un acte de foi qui allait préparer la révolution de 1848. Cet acte renfermait 35 vœux et portait plus de 800 signatures, dont celle du métropolite Meletie, en tête, émanant aussi bien de toutes les couches sociales que des étrangers habitant la Moldavie.

D'autre part, certains groupements politiques ne restaient pas, de leur côté, inactifs ; au premier rang, la jeunesse, avec Michel Cogalniceano, qui avait adhéré au programme du « Parti National », revendiquait, comme ce dernier, « l'égalité des droits civils et politiques pour tous ».

Dans la Valachie, la demande du comité révolutionnaire au prince réclamait dans son article 5 : « ... L'extension du droit d'élection à tous ceux qui

étaient propriétaires de terres sans distinction de confession ou de nationalité. »

L'article 20 dit : « Que les revenus des communautés religieuses, particulières ou étrangères, entreront dans les caisses de l'État (1). »

La proclamation révolutionnaire du 11 juin 1848 résumait ainsi les aspirations nationales des patriotes roumains :

Le peuple roumain décrète :

1° Son indépendance administrative et législative d'après les traités et capitulations ;

2° Égalité des droits politiques ;

3° L'émancipation des Israélites et l'acquisition des droits politiques pour tout compatriote d'autre croyance. »

L'appel se terminait ainsi :

« Citoyens, curés, boyards, soldats, commerçants ! travailleurs de toutes classes sociales, de toute nation, de toute religion, armez-vous pour maintenir l'ordre et accomplir le grand acte: »

La proclamation du gouvernement provisoire du 16 juin 1848 dit : « Aujourd'hui, toutes classes fraternisent.

» Aujourd'hui, le pays n'est plus divisé en classes ennemies ayant des intérêts opposés.

1. L'acte se trouve à l'Académie ; Code 8 de la métropole de Bucarest.

» Aujourd'hui, tous les habitants du pays sont Roumains, égaux et frères.

» Signé : Néofit, métropolite ; G. Scurti, I.-C. Bratiano ; A.-G. Golesco. »

Ajoutons, en passant, que ces principes hautement proclamés ne se bornèrent pas à une simple phraséologie inspirée par les circonstances, mais reçurent leur application sur-le-champ. C'est ainsi que dans la municipalité de Bucarest, à côté du président M. N. Nicolesco, furent nommés deux Israélites comme conseillers municipaux : MM. Hilel, et B. Manoach ; le premier devint plus tard président du conseil municipal.

Nous savons que le gouvernement provisoire fut renversé momentanément ; or, parmi les révolutionnaires, il y eut plusieurs Israélites exilés, parmi lesquels deux, notamment, jouèrent un grand rôle dans cette révolution : Constantin Rosenthal et le peintre Iscovesco.

Les Israélites des principautés jouirent des fruits de leur patriotisme, car un grand calme s'ensuivit à partir de 1848, jusqu'en 1859.

A la suite d'un vote du Divan général (assemblée des notables) qui, en vertu des stipulations de Balta Liman, avait remplacé l'assemblée générale, fut rapportée la loi de 1844 interdisant aux Israélites de vivre dans les villages et d'y tenir des cabarets ; ils

pouvaient donc désormais s'y établir et y exercer le commerce de spiritueux (1).

De même, en 1850, à la suite d'une pétition de la nation israélite de Moinesti, un arrêt du conseil administratif, confirmé par le prince Grégoire Ghica, décidait que : « Du moment que les Juifs venus avant le Règlement organique ont pu voir leur état matériel s'améliorer, le conseil est d'avis que l'expulsion du pays ne soit appliquée qu'à ceux arrivés récemment et ne possédant ni le capital requis, ni un métier utile, ainsi qu'à ceux qui arriveraient dorénavant (2). »

Par une loi du 8 avril 1852, confirmée par un décret princier au n° 37 et en vertu d'une ordonnance (*Anafora*) du grand Divan (conseil) du 25 juill. 1853 les Israélites furent soumis au recrutement militaire (3).

Les Israélites, exceptés les rabbins, étaient, d'après ces textes, soumis au recrutement (art. 1^{er}) et ne pouvaient pas se faire remplacer. Il y avait une recrue pour 50 familles (art. 3). De même il y avait certaines exceptions pour ceux qui avaient achevé leurs études dans les écoles publiques, ceux qui justifiaient d'un métier quelconque, etc., ou qui

1. *Manualul administratif*, I, p. 45 et suiv.

2. *Ibid.*, I, p. 521.

3. *Ibid.*, I, 590, n° 460.

s'adonnaient à l'agriculture (art. 1, 2, 3, sect. II) (1). Les Juifs firent une pétition au prince Ghica en demandant de leur permettre de se faire remplacer comme recrue. Le prince le leur accorda par un décret du 31 décembre 1854.

1. *Manuel administratif*, p. 591.

L'ORIGINE INTERNATIONALE DE LA QUESTION ISRAÉLITE

C'est dans le protocole des conférences de Constantinople du 11 janvier 1856 qu'il faut chercher la volonté des puissances d'intervenir en faveur des Israélites, et de placer ceux-ci sur un pied d'égalité parfaite avec les indigènes et les autres étrangers. Ces conférences, comme chacun le sait, avaient pour but de poser les bases de l'organisation future des principautés roumaines. Les ambassadeurs de France et de Grande Bretagne introduisirent dans le protocole contenant les dispositions de l'organisation des principautés, les deux articles suivants (1).

ART 15.— Les étrangers pourront posséder des biens-fonds en Moldavie et en Valachie en acquittant les mêmes charges que les indigènes et en se soumettant aux lois.

ART. 18. — Toutes les classes de la population, sans aucune

1. Sturza D.-A., *Actes et documents relatifs à l'Histoire de la Roumanie*, II, p. 941.

distinction de naissance ni de culte, jouiront de l'égalité des droits civils et particulièrement du droit de propriété sous toutes les formes ; mais l'exercice des droits politiques sera suspendu pour les indigènes placés sous une protection étrangère.

Le prince régnant de Moldavie, Grégoire Ghica, critiquant le projet élaboré par les ambassadeurs, protesta dans un « Mémoire » adressé au Congrès de Paris contre les articles 15 et 18 et disait :

« ... Il est une autre considération toute locale qui aggraverait encore l'état d'infériorité et de décadence forcée du propriétaire indigène si l'on ouvrait ainsi sans distinction la porte aux étrangers : c'est la présence, en Moldavie, d'une population israélite très nombreuse qui se réclame toujours d'une protection étrangère et dont l'irruption dans la propriété aurait un effet malheureux pour le pays. Il est de toute nécessité que ce nouveau droit accordé aux étrangers ne soit accessible qu'à ceux qui jouissent, dans leur pays, de tous les droits civils et politiques et qu'une fois propriétaires, les étrangers soient assimilés en cette qualité aux indigènes et soumis aux mêmes charges et à la même juridiction. »

Nous voyons que le prince Ghica demande que les Israélites, sujets étrangers, se soumettent aux lois

du pays et ne se réclament pas d'une protection étrangère toutes les fois qu'il y a des charges et des devoirs à remplir. Quant aux Israélites autochtones, il n'y fait pas allusion, car il ne parle que des Israélites qui sont soumis à d'autres puissances étrangères.

A la suite de la nomination de Théodore Balsch au poste de lieutenant princier (*Caïmacan*), de nombreux Juifs autochtones lui adressèrent une supplique demandant une amélioration de leur état et le priant de donner un ordre gracieux au conseil général de Moldavie, pour que celui-ci s'occupât de la réforme de la loi concernant la communauté israélite de Moldavie; et ce dans le but de mettre fin au sort déplorable de cette dernière. Voici quelques passages de ce document :

« C'est à Votre Sublime Personne, qui a maintenant les moyens de venir en aide aux malheureux et ce n'en est que plus juste, attendu que partout les droits publics de nos jours connaissent seulement les hommes et non les confessions. Et comme les autres lois anciennes d'un pays, qui étant conformes aux siècles passés, s'abolissent par chaque régence, à mesure des temps et des circonstances, aussi la loi qui existe en Moldavie dans l'annexe 10 du règlement, par laquelle les Juifs n'ont pas droit aux privilèges des chrétiens, peut être réformée conformément au siècle actuel ; et nous voyons par la destination de

la Providence que cet acte d'humanité, déjà promulgué par la Cour Sublime de Sa Majesté le Sultan, et sollicité par les puissances étraugères, qui s'occupent maintenant des principautés, doit être réalisé sous la Régence de Votre Excellence.

» Persuadés que les souffrances de notre nation trouveront un écho dans le cœur sentimental de Votre Excellence, nous la prions très humblement de vouloir bien prendre nos griefs en considération et de donner un ordre gracieux au conseil général de la Moldavie, pour qu'il s'occupe d'une réforme de la loi concernant le sort déplorable de la communauté isréalite en Moldavie, alors l'Europe qui connaît trop peu la principauté, aura la conviction que l'humanité et l'éclaircissement sont des vertus que la Moldavie possède.

» En rendant à Votre Excellence l'assurance de notre attachement au gouvernement de la Moldavie, nous ajoutons que le respect et la gratitude ne s'affaibliront jamais dans le cœur des soussignés qui osent se nommer, de Votre Excellence, les plus humbles serviteurs.

» (Signés) L. Kahane, Michel Daniel fils, N.A. Kaufmann, Moses I. Wechsler, S. Schragar, Haïm Balaban, A. Wechsler, L. Meyerhoffer, etc., etc.

» Iassy, 10 juillet 1856 »

Les stipulations favorables aux Juifs contenues dans

le protocole de Constantinople du 11 janvier 1856, ne furent pas discutées dans les assemblées (Divans *ad hoc*) de Moldavie et de Valachie (1).

Le Divan *ad hoc* de Valachie se préoccupa seulement de quatre points, formant la base du programme du parti national, à savoir :

- 1° La garantie de l'autonomie des principautés et de la neutralité du territoire ;
- 2° Union des deux principautés ;
- 3° Élection d'un prince étranger héréditaire ;
- 4° Établissement d'un gouvernement constitutionnel représentatif.

L'Assemblée législative (Divan *ad hoc*) de Valachie refusa de s'intéresser aux questions d'organisation extérieure, mais par contre on discuta sur les questions de l'ordre intérieur. De même on discuta sur la question des droits politiques à accorder à tous les étrangers de rite chrétien (par conséquent, non aux Israélites). Il était question d'étendre cet octroi des droits politiques, même à ceux qui n'en avaient pas jusque-là ; ainsi aux catholiques et Arméniens. Mais le Divan *ad hoc* décida de solutionner cette question dans une prochaine assemblée.

Les vœux des Divans *ad hoc*, des deux principautés, furent transmis à la commission européenne qui

1. Verax, *la Roumanie et les Juifs*. Bucarest, 1903. .

se trouvait déjà en possession des plaintes du clergé catholique et de la communauté israélite.

La commission européenne, après avoir délibéré, se prononça affirmativement pour que les droits politiques soient accordés aux indigènes de rites chrétiens.

Quant aux Juifs, le commissaire anglais Sir Henri Bulwer demanda qu' « à l'avenir, les Israélites soient traités dans les principautés chrétiennes avec la même tolérance qu'ils ont, de tout temps, trouvée dans le reste de l'Empire ottoman ».

Par contre, le commissaire russe s'opposa à cette demande en déclarant que « leur admission à la jouissance des droits politiques et la suppression de certaines restrictions légales qui les concernent pourraient amener de grands inconvénients (1).

Le rapport complet sur les travaux de la commission européenne, ainsi que les vœux des Divans *ad hoc*, et les pétitions des Arméniens, catholiques et Israélites, furent soumis aux plénipotentiaires des sept puissances signataires du traité de Paris réunies de nouveau en conférence à Paris au mois de mai 1858.

A la suite de cette communication, le comte Walewski elabora un projet d'organisation des principautés, lequel forma l'annexe du protocole 3 ; il est

1. Verax, *op. cit.*

en effet parlé «... d'une administration prévoyante et fondée sur le principe de l'égalité, en sorte que tous les Moldaves et Valaques soient égaux devant l'impôt et également admissibles à toutes les fonctions publiques dans l'une et l'autre principauté, sans distinction d'origine ni de religion ».

Les grandes puissances redoutant une expansion du xénophobisme et désirant rendre aux Israélites indigènes la situation légale qu'ils avaient perdue à la suite du Règlement organique, décidèrent par un article inséré dans la Convention de Paris du 19 août 1858 que : « Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi et l'impôt, et également admissibles aux emplois publics dans l'une ou l'autre principauté.

» La liberté individuelle sera garantie ; personne ne pourra être retenu, arrêté, ni poursuivi que conformément à la loi.

» Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public et moyennant indemnité.

» Les Moldaves et Valaques de tous rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. Tous les privilèges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes seront abolis » (art. 46).

Cet article contient un exposé des droits fondamentaux accordés aux Moldaves et Valaques. Les

uns s'étendent au droit commun, à tous les Roumains sans distinction, soit chrétiens, soit non chrétiens. Il est hors de doute que parmi ces derniers on comprend seulement les Israélites, car les musulmans étaient, d'après les capitulations, totalement exclus du droit commun et la Conférence de Paris n'a pas même songé à les y faire rentrer.

C'est seulement aux Israélites que la Convention de Paris a fait allusion, car ceux ci habitaient les principautés de tout temps et on leur avait enlevé certains droits. Les droits fondamentaux restent pour l'instant réservés, tout au moins aux Roumains chrétiens.

Parmi ces droits, il y a les droits politiques appartenant aux Roumains chrétiens en contraste avec le droit privé, droit pénal, droit fiscal (*Steuerrecht*), qui sont les mêmes pour les Roumains non chrétiens que pour les Roumains chrétiens (1).

La jouissance de ces droits politiques pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives (art. 46).

1. Bluntschli; *op. cit.*; p. 11.

PRINCE COUZA ET SES RÉFORMES

(1859-1866)

Sous le règne de ce prince, les politiciens roumains s'efforcèrent d'améliorer la situation des Israélites, et d'étendre les avantages dont jouissaient les étrangers chrétiens, aux Israélites indigènes. Nous en trouvons trace partout dans le Code civil, la loi communale, les messages du prince Couza, etc. Tous ces efforts furent tentés pour satisfaire aux vœux et dispositions de la Convention de Paris de 1858.

En 1860, le prince Couza adressa un message, contresigné par les deux présidents de Conseil, à la commission centrale, dans lequel il dit :

« Les principautés et surtout la Moldavie renferment une nombreuse population de religion mosaïque ; le devoir du gouvernement est de s'intéresser et d'améliorer le sort de celle-ci, de telle façon qu'elle cesse le plus tôt possible de posséder tout ce qu'elle a d'étranger en elle-même, afin de ne former qu'un corps et âme avec la nation roumaine.

« Vu l'article 33 de la Convention du 7/19 août 1858, je vous invite, Messieurs, à vous occuper de l'éla-

boration d'un projet destiné à préparer l'émancipation graduelle des habitants de culte mosaïque ayant été prévue par l'article 46 de la Convention, ainsi que d'arrêter l'invasion des Juifs étrangers dans les principautés (1).

» Fait à Jassy, le 28 juillet-9 août 1860. »

Par le Code civil de 1865, on fit bénéficier les Israélites de la grande naturalisation de la même façon que les étrangers chrétiens, lesquels en jouissaient depuis le Règlement organique (1831).

Voici les articles du Code civil à ce sujet :

ART. 8. — Tout individu né et élevé en Roumanie jusqu'à sa majorité et qui n'aura jamais joui d'aucune protection étrangère, pourra réclamer la qualité de citoyen roumain dans le cours d'une année après sa majorité.

ART. 9. — Ceux qui ne sont pas de culte chrétien ne peuvent obtenir la qualité et les droits de citoyen qu'aux conditions prescrites par l'article 16 de ce Code (c'est-à-dire se faisant naturaliser).

ART. 16. — L'étranger qui voudra se faire naturaliser en Roumanie, sera tenu de demander la naturalisation par une supplique adressée au prince...

Lorsque l'étranger, après une pareille demande, aura habité le pays pendant dix ans..., l'assemblée législative,

1. Cogalniceano cite ce message dans son discours du 16/28 oct. 1879.

sur l'initiative du prince, le Conseil d'État entendu, pourra lui accorder le décret de naturalisation, qui sera sanctionné et promulgué par le prince.

D'après le Code civil et en conformité avec l'article 46 de la Convention de Paris de 1858, il y a deux catégories de Roumains : 1^o ceux qui jouissent de tous les droits civils et politiques (les Roumains chrétiens) et 2^o ceux qui ont seulement les droits civils, c'est-à-dire les Roumains israélites, lesquels pourront être admis aussi à la jouissance des droits politiques en remplissant les conditions exigées aux étrangers (chrétiens ou non chrétiens) par le Code civil (art. 16).

Dans l'histoire politique de la naturalisation, ces articles du Code civil forment la grande naturalisation.

Les gouvernements d'alors, prévoyant qu'il serait difficile d'arriver à la naturalisation complète de toute la population israélite, cherchèrent, à l'époque, à faire accéder cette population à la vie communale en accordant de cette façon la petite naturalisation aux Israélites.

C'est ainsi qu'un projet du gouvernement fut présenté à l'assemblée générale dans le but de donner satisfaction, dans une plus large mesure, aux vœux de la Convention de Paris de 1858; ce projet amendé par la commission et voté à l'unani-

mité le 6 mars 1864, accorda aux Israélites la petite naturalisation, c'est-à-dire le droit de prendre part aux élections communales.

Voici quelques articles de cette loi :

ART. 25. — Sont électeurs dans les communes :

1° Les Roumains ;

2° Les étrangers qui ont acquis la petite naturalisation :

a) Ceux-ci devront avoir posséder l'âge requis par la loi, être domiciliés dans la commune au moins six mois et payer envers l'État la contribution directe d'après la proportion suivante :

Dans les communes rurales un impôt de 48 lei.

Dans les communes urbaines d'une population de 3.000 à 15.000 habitants, un impôt de 80 lei.

Et dans les communes urbaines, à partir de 18.000 habitants, un impôt de 110 lei.

ART. 29. — En attendant la preuve de leurs sentiments et mœurs roumaines et jusqu'à une modification de la présente loi, les Israélites autochtones ne pourront exercer les droits communaux que sous les conditions suivantes :

a) S'ils ont acquis le grade d'officier pendant le service militaire ;

b) S'ils ont acquis le diplôme d'un collège ou d'une faculté en Roumanie ;

c) Si, après des études régulières, ils ont acquis le diplôme de docteur ou licencié d'une faculté étrangère dans une spécialité quelconque ; pourtant il

faut que le diplôme soit reconnu par le gouvernement Roumain ;

d) S'ils ont fondé, en Roumanie, une fabrique ou manufacture utile au pays et qui occupe au moins 50 ouvriers.

Le vote de cette loi fut l'occasion d'une grande manifestation sympathique en faveur des Israélites ; dans le sein de l'Assemblée on entendit de tous côtés des mots flatteurs à l'égard de ceux-ci.

C'est ainsi que M. Costaforo, s'élevant contre les allégations de ceux qui prétendaient qu'en accordant des droits politiques aux Israélites on diminuerait l'influence des Roumains, s'exprima en ces termes : « Au nom de l'humanité, permettez-moi de prendre la défense de cette nation que nous n'avons pas le droit de maltraiter avant de la connaître... Je ne leur demanderai aucune condition et je les mettrai, au point de vue des droits, sur le pied d'égalité avec les Roumains ».

M. Basile Boeresco, plus tard ministre des Affaires étrangères disait : « Nous ne devons plus procéder, en tenant compte des différences de religion. Ne savez-vous pas dans quel siècle nous vivons ? Est-ce que les Israélites ne paient pas les impôts comme tous ?... Alors, Messieurs, qui a des obligations, doit avoir des droits. Vous les déclarez des parias, vous les chassez de tout droit sous le prétexte qu'ils ne sont pas dignes d'eux ; au contraire, pour les

rendre assimilables aux Roumains nous devons les émanciper, les enlever de cette dégradation en leur donnant des droits comme aux autres, en les considérant comme des Roumains. Il n'existe dans aucun autre État une classification des citoyens fondée sur la religion. Les Israélites sont considérés dans tous les pays comme des citoyens du pays. Pourtant, chez nous, il existe encore cette distinction et il faut l'abolir car son temps est passé (1). Dans le même sens s'exprimait M. Costaké Epureano : « Il serait injuste que certains habitants prennent part à tous les devoirs envers le pays, au même titre que les autres, et qu'on les exclue de droits parce qu'ils sont d'une autre religion.

Quand nous leur dirons : « Faites, premièrement, comme nous, et après vous aurez tous les droits » ; eh bien ! les Israélites nous répondront : « Quel amour devons-nous avoir envers ce pays, quand nous sommes considérés comme des étrangers ? Nous ne devons pas les laisser isolés, mais au contraire leur tendre la main et les attirer. »

Et M. Costaké Epureano terminait son discours en disant : « Eh bien ! que nous disions aux Israélites antochtones : venez, soyez des citoyens comme nous ! »

1. *Chestiunea Israelita înaintea Adunarei Generale a Romaniei din 1864*. Bucarest, 1879.

Ce premier but étant atteint, les hommes d'État roumains ne s'arrêtèrent pas là ; ils cherchèrent à émanciper graduellement les Israélites. L'opinion publique, elle aussi, en vint à demander l'émancipation des Israélites. Et le prince Couza, dans le message d'ouverture de l'Assemblée législative du 6 décembre 1865 disait : « Tenant compte des circonstances locales, mon gouvernement a pris et prendra des mesures pour hâter, autant que possible, l'émancipation des Roumains du rite israélite. »

Ce mouvement philosémita fut brusquement interrompu par la Constitution de 1866. Pourtant la qualité des Israélites ne fut point changée, ainsi qu'il résulte de l'article 24 de la loi communale votée en 1874 — donc huit ans après — aux termes duquel on maintient les droits communaux (la petite naturalisation) aux Israélites autochtones reconnus par la loi de 1864.

Ces droits ont subsisté tels que, jusqu'en 1882 ; à cette date, des modifications introduites dans la loi communale décidèrent que les listes des électeurs aux élections législatives (d'après l'art. 7 de la Constitution, les Israélites n'étaient pas inscrits) servaient aussi à la confection des listes communales ; par ce moyen les Israélites autochtones ont été privés indirectement de leurs droits communaux.

LE PRINCE CHARLES ET LA QUESTION ISRAÉLITE

La révolution du 11 février 1866 ayant forcé le prince Couza à abdiquer, le prince Charles de Hohenzollern fut élu prince de Roumanie.

A la suite de cette insurrection, une nouvelle constitution devait être rédigée ; Crémieux, le créateur de l'alliance israélite, vint à Bucarest afin d'insister en vue d'obtenir la reconnaissance des droits politiques aux Israélites. Et pour bien montrer les sympathies que témoignerait la France vis-à-vis d'un gouvernement philosémite, il proposa au gouvernement roumain un emprunt de 25 millions.

Le prince Charles, de son côté, se montra bien disposé à l'égard des Israélites ainsi qu'en témoigne une lettre par lui adressée à Crémieux le 28 juillet 1866, dans laquelle il disait relativement aux Israélites : « Ces préjugés sont une honte, je mettrai mon honneur à les combattre ; l'émancipation complète des Juifs trouvera en moi le concours le plus actif et le plus dévoué (1). »

1. *Mémoires du roi Charles de Roumanie* (édit. all.), I, p. 201.

Dans le projet gouvernemental de la constitution furent insérées les dispositions suivantes en faveur des Israélites : « La confession ne constitue pas, en Roumanie, un empêchement à la naturalisation.

» Une loi spéciale réglera la naturalisation graduelle et l'obtention des droits politiques pour les Israélites qui se trouvent établis en Roumanie. » Les boyards qui avaient déjà causé la chute du prince Couza auquel ils reprochaient ses idées trop démocratiques, ameutèrent le peuple, dès qu'ils eurent connaissance de ce texte.

Le 18 juin 1866, une foule hostile se porta sur la Chambre pour protester contre les dispositions ci-dessus ; de là, elle se dirigea vers plusieurs magasins et une synagogue, qui furent pillés et détruits.

A la suite de ces incidents, le texte du gouvernement fut rejeté et remplacé par ces mots : « Seuls les étrangers du rite chrétien pourront obtenir la naturalisation. »

Les boyards forcèrent la main du prince et celui-ci dut prendre plusieurs mesures à l'encontre des Juifs : c'est ainsi que le ministre de l'Intérieur, D. Ghica, par les ordres du 14 avril et du 3 mai et le prince Jean Ghica, par un ordre du 18 octobre, donnèrent aux préfets mission d'exécuter des dispositions relatives aux Israélites et non encore abrogées, etc., etc.

Il faut croire que ces prescriptions ne furent pas

appliquées, car Jean Bratiano qui avait succédé au prince Ghica, au ministère de l'Intérieur, fit rappeler par une publication dans *le Moniteur officiel*, toutes les mesures de police décrétées après 1831, contre les Juifs vagabonds, et non encore abrogées, et enjoignit aux préfets de les faire exécuter rigoureusement. Ces mesures restrictives eurent leur écho à l'étranger, surtout en France, et l'alliance Israélite, par l'intermédiaire de Crémieux, intervint auprès de Napoléon III qui crut nécessaire d'envoyer un télégramme au prince Charles, ainsi conçu :

Le 14/26 mai 1867.

« Je ne dois pas laisser ignorer à Votre Altesse combien l'opinion publique s'émue ici, des persécutions dont on dit les Israélites victimes en Moldavie. Je ne puis croire que le gouvernement éclairé de Votre Altesse autorise des mesures si contraires à l'humanité et à la civilisation (1). »

Le prince Charles répondit que, quoique les mesures prises n'eussent rien d'exceptionnel et rentrassent dans le droit commun, il allait faire procéder à une enquête pour constater si les employés

1. Isidore Loeb, *la Situation des Israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie*, p. 148. — Julius Plotke, *les Juifs roumains sous le prince et roi Charles* (all.). Francfort-sur-Mein, 1901.

subalternes n'avaient pas outrepassé leurs ordres (1).

A la même date (26 mai 1867) le prince Charles, étant de passage à Jassy, le consul anglais, Mr. Green, dans un discours, fit allusion à ces poursuites et reçut l'explication de la part du prince, que ces actes n'avaient pas d'autre but que des mesures de police et d'hygiène et peut-être, qu'elles avaient été mal comprises. Et le prince déclara encore que les mesures de Bratiano avaient été mal appliquées et que, depuis le commencement de son règne, il avait donné des ordres pour éviter la persécution des Juifs : « ...And that he thought he had afforded sufficient proof since his arrival in the Principalities of his determination of preventing anything like a persecution of the Yews » (2).

Les mêmes explications furent données à Bucarest par M. Bratiano, ministre de l'Intérieur, au consul anglais Saint-Clair.

En même temps, parut dans *le Moniteur officiel* du 26 mai 1867 un démenti formel de ces poursuites et il est ajouté : « ... Les mesures prises contre les Israélites sont de simples mesures d'hygiène et de police communale envers tous les citoyens.

Non seulement le gouvernement s'honore de pro-

1. Verax, *op. cit.*, p. 125.

2. *Correspondence respecting the persecution of Jews in Moldavia. Presented to both houses of Parliament by Command of her Majesty*, 1867, fascicule 1, p. 3.

téger la liberté religieuse, mais le prince a donné, de sa propre cassette, 25.000 francs pour la réparation du temple de Bucarest ».

Le consul anglais Mr., Green reçut, le 14 juin 1867 une lettre de son gouvernement lui ordonnant de faire savoir au prince Charles combien l'attention de l'Europe était dirigée vers les principautés à cause des mesures restrictives auxquelles étaient soumis les Israélites en Moldavie (1) :

« You will press on the Prince that the attention of Europe is directed tho the cruelties practised on the poorer Jews in Moldavia, and that the impression on Foreign Governments will be most imfavou-
rable if effectual measures are not taken to put an end to them ... »

A la suite d'une audience accordée par le prince Charles au consul anglais de Jassy, Saint-Clair, celui-ci fit savoir à son gouvernement, par lettre datée du 28 juin 1867, que « Sa Majesté (le prince Charles) lui aurait déclaré qu'elle s'était décidée à mettre fin à toutes les persécutions contre les Israélites et que toute personne qui emploierait désormais de pareils traitements envers eux serait gravement punie ».

Au cours de cette audience, ce même consul fit savoir au prince Charles que dans la soirée même de

1. *Correspondence respecting the persecution of Jews in Moldavia*, 1867, fascicule 1.

son arrivée à Jassy, on avait maltraité plus de 200 Israélites, et que lui-même était allé enquêter pour reconnaître la vérité sur les faits.

Il ajouta qu'il avait vu une femme recevoir un coup de baïonnette pour avoir protégé son mari qui était maltraité par les soldats :

« A Yewess far gone in the family way. I also saw who had received a bayonet wound in the arm because she tried to prevent some soldiers from beating her husband (1). »

Malgré ces cruautés, les explications tranquillissantes fournies aussi bien par le prince que par les ministres impressionnèrent tellement les consuls étrangers que le consul anglais Mr., Green, en s'adressant à Lord Lyons le 16 juillet 1862, lui annonça qu'il croyait « que le prince Charles céderait plutôt sa vie que de s'associer aux persécutions contre les Israélites ».

« I feel certain that Prince Charles would lay down his life rather than wittingly be a party to a Jewish persecution (2).

Pendant ces démarches de la part de l'Angleterre, la France, de son côté, ne restait pas inactive. Napoléon s'intéressa personnellement à la situation des

1. *Parliament Correspondence*, fascicule 1, p. 12 et p. 4.

2. Julius Plotke, *op. cit.*

Israélites et, dans une lettre de 20 juin, après avoir manifesté des appréciations très élogieuses à l'égard de l'activité du jeune prince, il lui dit : « L'affaire des Israélites a vivement impressionné le public, parce qu'il a vu dans cette persécution, digne d'un autre âge, le désir de flatter les mauvais instincts de la foule (1). »

Un malheureux incident survenu au commencement de juillet augmenta l'inquiétude de l'opinion européenne. A la suite de mesures prises par Brătianu, ministre de l'Intérieur, certains Israélites trouvés sans papiers en règle ou sans argent furent expulsés, en exécution des lois sur les vagabonds. Les États voisins ayant refusé de recevoir ces expulsés, on se décida alors à les reconduire jusqu'à la frontière turque. Il est vrai qu'il n'y avait jamais eu de traité sur ce point entre les principautés et la Turquie, mais il existait une entente tacite, en vertu de laquelle les autorités roumaines « expulsaient en Turquie les indésirables », tandis que, de leur côté, les autorités turques déposaient sur la rive gauche du Danube ceux dont elles voulaient se débarrasser (2).

Ne voulant pas nous départir de notre indépen-

1. *Mémoires du roi Charles de Roumanie*, I, p. 201. — Verax, *op. cit.*, p. 125.

2. Verax, *op. cit.*, p. 126.

dance, ni faire de polémique, nous laisserons les deux procédés pour ce qu'ils valent. Revenons à la question : d'après *le Moniteur officiel* roumain du 16 juillet 1867, il fut décidé par le Conseil des ministres que 10 vagabonds, à la suite d'un jugement du tribunal correctionnel de Jassy, devaient être expulsés en Turquie ; conduits à Galatz le 28 juin, la préfecture les remit au commandant du point de frontière pour être transportés sur la rive turque du fleuve.

Le 2 juillet, une barque ottomane conduite par des soldats sous les ordres d'un officier ramena ces vagabonds à Galatz ; sur le refus des autorités roumaines de les accepter, « les Turcs les auraient jetés dans le Danube » ; 8 d'entre eux furent sauvés et 2 se noyèrent.

Le consul anglais Ward, à la suite d'une enquête du 16 juillet 1867 et d'une protestation de tous les consuls, datée de 3-15 juillet, fit ressortir cet incident sous un autre aspect. Voici la protestation signée par les consuls de France (V. Castaigu, gérant), d'Autriche (A. de Kremer), de Grande-Bretagne (George B. Ward), d'Italie (Stef. Castelli) et de Russie (A. Romanenko) (1).

1. Julius Plotke, *op. cit.*

Galatz, le 3/15 juillet 1867.

« Les consuls soussignés apprennent par l'opinion publique et des informations sûres que des scènes douloureuses se sont passées hier dans le port de Galatz. Un groupe de 9 ou 10 Israélites furent expulsés sur les ordres des autorités locales.

» Des gendarmes les amenèrent dans un petit canot sur la rive turque. Parmi ces Israélites se trouvait un vieillard si affaibli qu'il dût être soutenu par deux gendarmes pour entrer dans le canot... Les soldats allèrent les chercher et les amenèrent samedi soir pour les confier au piquet de frontière. Au lieu que ceux-ci, qui étaient abattus de fatigue (et qui étaient, d'après nos assurances, des sujets moldo-valaques) fussent retenus, les soldats les précipitèrent à coups de baïonnettes dans l'eau. Deux se noyèrent, dont le vieillard et un tout jeune homme, car repoussés par des baïonnettes, ils cherchèrent à se sauver dans le canot turc... (1). »

Le *Foreign Office* (Lord Stanley) écrivit au consul anglais le 6 juillet 1867 :

« You will state to the Prince that the persecution of the Jews in Moldavia has attracted the notice of both Houses of Parliament, and given occasion to an expression of feeling and discussions which Her

1. *Parl. Correspondence*, fascicule 2, p. 8, 1867.

Majestis Government, for the interest of the Principalities and of his Highness Government, would have much desired should have been averted by, effectual measures taken by the government of the Principalities to secure this class of their inhabitants from the wanton and cruel persecution to which it is clear that they have lately been exposed (1). »

Le ministère roumain prescrivit une enquête dont les conclusions imputèrent aux Turcs l'incident de Galatz.

Ce résultat fut communiqué aux puissances, par une note en date du 30 août, adressée par le ministre des Affaires étrangères au consul général d'Autriche. La Porte, de son côté, protesta contre ces accusations et proposa la nomination d'une commission mixte d'enquête, chargée d'établir les responsabilités. Le ministère roumain refusa, mais il fut obligé de démissionner et le prince le remplaça par un cabinet Golesco (2).

Le départ de Bratiano, qui était très populaire, ne fit qu'exaspérer le sentiment national : on crut que le ministère avait dû se retirer sous la pression de l'étranger et l'hostilité contre les Juifs s'accrut.

Sur divers points du territoire, en janvier et février

1. *Parliam. Corresp.*, 1857, fascicule 3, p. 4.

2. F. Rey, *la Question israélite en Roumanie*. Paris, 1903, Pedone, p. 13.

1868, les désordres se renouvelèrent. A Berlad, Calarash, Bakau, des émeutes éclatèrent, ce qui donna de nouveau l'occasion à l'Alliance israélite universelle d'adresser à tous les gouvernements un pressant appel en faveur des juifs de Roumanie (1).

Dans son message du 10-22 janvier 1868, le prince Charles, confirma dans les mêmes termes les déclarations officielles qu'il avait faites précédemment « Si la nation roumaine ne s'est jamais départie jusqu'à présent des principes d'humanité et de tolérance religieuse, elle ne touchera pas dans le xix^e siècle, sous mon règne, à ces principes sacrés. Et si quelques individus ont posé la question sur le terrain religieux et ont cherché à réveiller en général, la haine contre les Israélites comme on l'avait vu dans les derniers événements de Berlad et Calarash, alors ils peuvent être sûrs qu'on mettra fin à ces tentatives ».

Le Prince était affecté de ces troubles et de la répercussion qu'ils avaient en Europe.

En Roumanie, au contraire, ils entretenaient, le peuple dans un état de surexcitation dangereuse qui avait son écho jusque dans le Parlement.

Néanmoins, à ces déclarations pacifiques du prince, la fraction radicale indépendante de l'assemblée, comprenant 31 députés, répondit le 24 mars 1868, par le dépôt à la Chambre des députés, d'un projet de

1. *Parl. Correspondence*, 1867, fasc. II, p. 8.

loi dont les principales dispositions peuvent se résumer ainsi : la mise des Israélites hors du droit commun ; dissolution des comités israélites ; interdiction faite aux Juifs de résider hors des villes, de posséder des immeubles, de prendre des terres en fermage ; de participer aux ventes publiques, de former des sociétés en commandite avec des chrétiens.

En outre, ils ne pouvaient posséder des biens immobiliers, ni dans les villes, ni dans les campagnes ; toute vente ou achat fait par eux était nul.

De même, il leur était défendu de posséder ou d'affermier des biens vignobles, cabarets, estaminets, brasseries, etc.

Pour faire du commerce, ils devaient obtenir l'autorisation de la part des conseils municipaux ; pour les objets de nourriture ou boissons ils ne pouvaient en vendre qu'à leurs coreligionnaires.

Le gouvernement essaya vainement d'obtenir le retrait de cette proposition qu'il combattit, du reste, énergiquement.

Dans la séance du 24 mars-5 avril 1868, répondant à une interpellation du député Gheorghiu, le ministre de l'Intérieur, Bratiano, disait que la loi proposée était à plusieurs égards une loi barbare et constituait un retour au moyen âge. Elle mettait le gouvernement dans une situation délicate, car elle le forçait ou d'admettre le projet et alors d'en rendre

1. Parliament Correspondence, 1867, fasc. II, p. 8.

responsable toute la nation, ou de le repousser, quitte à être accusé par le pays de céder devant les menaces de l'Europe (1).

On voit que cette loi ne pouvait faire qu'exciter davantage l'opinion publique européenne, et c'est avec juste raison que le père du prince Charles pouvait écrire à son fils : « Que l'Europe entière est en émotion à cause des lois contre les Juifs (2). »

Bref, le projet fut rejeté à une forte majorité.

Quelques jours avant, des nombreux Israélites ayant été expulsés de plusieurs villages, l'opinion publique européenne fit entendre des protestations contre ces mesures que le gouvernement roumain démentit en ces termes dans le *Moniteur officiel* du 22 avril 1868 : «... Il est inexact qu'une persécution ait eu lieu à Bakau. »

De leur côté, les représentants des États étrangers à Bucarest protestèrent auprès du gouvernement, mais le ministère déclara qu'ils étaient trompés par des rapports mensongers (3).

Ils chargèrent alors les consuls de France, d'Angleterre, d'Autriche, de Grèce, de Prusse, de Russie et de Grèce à Jassy de faire une enquête sur les lieux.

Le rapport collectif du 15 avril 1868, qu'il com-

1. Compte rendu dans le *Memorial diplomatique* du 23 avril 1868. — Rey, *op. cit.*, p. 13.

2. *König Karls Memoiren*, vol. I, p. 258.

3. Rey, *op. cit.*

muniquèrent au chef du cabinet, M. Golesco, se terminait ainsi : « les soussignés consentent à reconnaître qu'il n'est pas douteux que les persécutions et les expulsions qui ont été menées contre les Israélites ont été des faits réels. En conséquence, les soussignés ont été amenés à regret à se convaincre que les dénégations si catégoriques opposées aux agents et consuls généraux à Bucarest par le gouvernement roumain sont en contradiction flagrante avec les faits qu'ils ont été en position de constater » (1).

Malgré tous ces faits, le gouvernement roumain continua à protester contre les imputations du rapport collectif et dans sa réponse aux agents étrangers, en date du 10 22 avril, le chef du cabinet disait que la persistance de ces imputations n'avait d'égale que leur fausseté (2).

Pendant que le gouvernement envoyait une circulaire aux agents des puissances étrangères pour contester les accusations du rapport des consuls, le ministre de l'Intérieur adressait, à la date du 16 avril, une note à son collègue des Affaires étrangères, dans laquelle il affirmait que le gouvernement était résolu à réprimer avec énergie tout acte qui pourrait avoir un caractère de persécution contre les Juifs,

1. Loeb I, *op. cit.*, p. 319. Doc., n° 84.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 323. Doc., n° 88.

mais qu'il était résolu en même temps à ne pas tolérer aucune immixtion étrangère dans les affaires intérieures de la Roumanie et principalement dans l'administration chargée de l'ordre public (1).

Les consuls étrangers trouvèrent cette réponse insuffisante : le baron d'Eder, agent et consul d'Autriche, adressa au gouvernement roumain, le 24 avril, une nouvelle note où il rappelait les persécutions des Juifs et demandait la punition des coupables et la réintégration des expulsés avec des indemnités pour les victimes (2).

Au cours d'un voyage effectué à Bucarest, par Montefiore, en 1868, il fut reçu par le prince Charles, qui lui donna l'assurance qu'il n'y aurait plus, dorénavant, aucune persécution contre les Israélites. C'est pourquoi Sir Moses Montefiore, après son retour à Londres, fit savoir, par la voie de la presse, qu'on avait représenté les circonstances dans lesquelles se trouvaient les Juifs en Roumanie, sous des couleurs trop sombres, qu'il ne pouvait être question, dans ce pays, de mauvais traitements infligés aux Juifs, car le prince, ainsi que ses ministres, étaient très tolérants ; enfin, Sir Montefiore déclarait que lui et

1. Memorial diplomatique des 7 et 14 mai 1868. — Rey, *op. cit.*, p. 15.

2. Loeb, *op. cit.* Doc., n° 89, p. 325.

sa mission avaient trouvé partout la plus grande prévenance (1).

Le 24 avril 1868 interpellé sur la situation des Juifs en Roumanie à la Chambre des Lords par Sir Francis Goldsmith, Lord Stanley fit la déclaration suivante :

« Je crois que c'est une affaire qui touche les chrétiens plus au vif que les Juifs eux-mêmes, car si la souffrance tombe sur les Juifs, c'est le déshonneur qui tombe sur les chrétiens (2). »

Les nombreux incidents surgis à cette occasion à l'intérieur de la principauté et les interpellations auxquelles ils donnèrent lieu dans les différents Parlements étrangers eurent également leur écho dans le Parlement roumain.

Interpellé par M. P.-P. Carp, dans la séance de la Chambre des députés du 26 avril, Bratiano, président du Conseil, répondit que la Question israélite n'était pas une question d'ordre religieux mais purement économique ; car on avait eu le tort, dans certains endroits, de la transformer ; mais si on lui avait laissé son caractère purement économique et social, l'Europe n'aurait eu aucune raison de protester et elle n'aurait pas élevé sa voix (3).

Le ministre roumain des Affaires étrangères jugea

1. Verax, *op. cit.*, p. 135.

2. Loeb, *op. cit.*, p. 333.

3. Memorial diplomatique du 28 mai 1868.

nécessaire de rassurer les cabinets européens sur ses intentions, et dans une circulaire du mois d'avril il disait :

« Le gouvernement éclairé du prince Charles veut la liberté pour tous en Roumanie, et il saura la donner même aux Israélites, si on ne lui crée pas, de l'extérieur, des difficultés qui affaiblissent son action et paralysent ses bonnes intentions (1). »

Mais nous savons que cette circulaire ne calma point l'opinion publique européenne, ni même les puissances européennes, et « la Question israélite » continua à donner lieu, dans les Parlements européens, à de multiples interpellations.

Ce que voyant, le prince voulut se rendre compte par lui-même de la situation ; au cours d'un voyage en Moldavie, il se livra à une enquête personnelle sur les lieux et acquit la conviction qu'il y avait eu des excès de la part des agents du gouvernement. Le préfet de Bakau fut destitué, ainsi qu'un certain nombre de fonctionnaires et la garde nationale de la ville fut dissoute.

Ces actes donnèrent lieu à un remaniement ministériel. Le président du conseil, Stefan Golesco, se retira en prétextant des raisons de santé, et fut remplacé à la tête du ministère par son frère, le général Nicolas Golesco (2).

1. Mémorial diplomatique du 9 avril 1868.

2. *Ibid.*, du 18 juin 1868.

Ce remaniement ministériel permit au gouvernement roumain d'effectuer un rapprochement avec les puissances. Le président du Conseil qui dirigeait le ministère des Affaires étrangères adressa une circulaire aux représentants des puissances à Bucarest, où il rappelait qu'il n'y avait dans la Question israélite aucune question religieuse en jeu, mais un problème social à résoudre ; et il faisait ressortir que le gouvernement ayant été trompé sur la nature des troubles, prenait l'engagement de ne plus supporter désormais de persécutions contre les Israélites et chercherait, au contraire, le moyen d'éviter le retour des troubles tout en donnant une solution équitable et juste à la question. Enfin, dans la même circulaire, le gouvernement se déclarait prêt à accepter le principe d'une indemnité formulé par l'Autriche en faveur de ses nationaux et acceptait la nomination d'une commission pour fixer le chiffre de cette indemnité après enquête (1).

De nouveaux troubles ayant éclaté à Galatz, le consul d'Autriche protesta vivement contre les persécutions subies par les Juifs, et il reçut satisfaction, car le préfet de police et le chef de la police municipi-

1. Voir la Correspondance diplomatique échangée du 26 mars-11 juillet 1868, entre le gouvernement français avec l'agent français à Bucarest dans *le Livre jaune*, n° 11, 1869, p. 90-100. — Les Archives diplomatiques, 1869. — Rey, *op. cit.*, p. 16.

pale furent destitués et une indemnité fut versée à ceux qui avaient été lésés.

Mais l'opposition gouvernementale veillait et profita de cette occasion. M. Jonsco demanda au Sénat que la correspondance diplomatique sur les affaires intérieures, qui concernait « la Question israélite », lui fut communiquée, afin de s'assurer s'il était exact que le gouvernement roumain avait reçu de la part des puissances étrangères une note humiliante pour le pays comme celle qui avait été publiée par les journaux roumains et étrangers.

Le gouvernement combattit cette demande qui fut cependant adoptée après une vive discussion par 29 voix contre 4. Encouragée par ce vote, l'opposition fit adopter un ordre de jour de blâme pour le gouvernement.

Le cabinet dut démissionner ; mais le lendemain, la Chambre protesta contre ce vote par un ordre du jour de confiance au gouvernement et lui demanda avec insistance de retirer sa démission.

Le ministère resta au pouvoir et fit dissoudre le Sénat. Les élections qui s'ensuivirent furent favorables au gouvernement, mais la Question israélite et l'appui que le gouvernement roumain donnait aux révolutionnaires bulgares indisposèrent les puissances et le cabinet dut définitivement se retirer, le 28 novembre 1868, à raison de cette situation difficile

crée à la Roumanie dans ses relations extérieures (1).

Ce fut le ministère Ghica qui le remplaça. Dans sa déclaration lue le 2 décembre au Parlement, le nouveau gouvernement déclarait qu'il ne tolérerait pas qu'on persécutât les Israélites; mais, par contre, qu'il ne permettrait pas que la Roumanie fût peuplée par de nombreuses colonies juives.

Il y eut alors une trêve, mais de courte durée.

En 1869, Cogalniceano, ministre de l'Intérieur, en rappelant aux préfets, par diverses circulaires, les dispositions interdisant aux Juifs de s'établir dans les communes rurales ainsi que d'y tenir des cabarets sans l'autorisation préalable des autorités locales, les engageait à attirer l'attention des maires sur les pouvoirs que conférait aux conseils municipaux l'article 10 de la loi sur la police rurale. L'application de ces circulaires donna lieu à de nombreuses expulsions; pendant une absence de Cogalniceano, au ministère de l'Intérieur, M. Boeresco, qui le remplaça, adoucit les mesures prises par son collègue. Mais quand celui-ci reprit la direction de son ministère, il revint sur les ordres donnés par Boeresco.

Ces mesures soulevèrent à nouveau les Juifs et l'opinion publique européenne; l'Alliance israélite s'adressa au gouvernement français en lui demandant

1. Rey, *op. cit.*, p. 16-17.

d'intervenir en faveur des Israélites roumains (1). Le marquis de la Valette ordonna à M. Mellinet, agent diplomatique de France à Bucarest, d'adresser des représentations au gouvernement roumain au sujet de l'expulsion d'un certain nombre de Juifs, de diverses communes rurales de la Moldavie.

Après avoir demandé des explications au gouvernement roumain, M. Mellinet fit parvenir au ministère des Affaires étrangères français une note du 15 juin 1869 (2), dans laquelle il était, dit que les mesures prises par l'administration roumaine contre les cabaretiers et les entrepreneurs juifs de la Moldavie, constituaient une atteinte à des droits placés sous la garantie des dispositions constitutionnelles et sous celle de la Convention de Paris de 1858.

A la suite de l'intervention de la France, Cogalniceano envoya une longue note à son collègue le ministre des Affaires étrangères roumain ; dans cette note, après avoir démontré que l'accusation d'intolérance était mal fondée, il insista sur les efforts du gouvernement roumain dans le but d'empêcher tout acte de violence à l'égard des Juifs... Il regrettait, enfin, que ces derniers, pour obtenir le redressement de leurs droits, se fussent adressés à une association étrangère et à une puissance étrangère.

1. Yerax, *op. cit.*, p. 139.

2. *Ibid. op. cit.*, p. 140.

Cogalniceano rappela au même ministre que la Convention de Paris de 1858, ainsi que le statut du 2 mai 1864, avaient reconnu le droit aux Principautés-Unies de modifier et changer les lois ayant rapport à leur administration intérieure, il trouvait injustifiée l'intervention du ministre de la Valette :

« Les principautés de Moldavie et de Valachie ont possédé depuis des siècles et ont su conserver la liberté de s'administrer et de légiférer qui lui a été garantie par des traités conclus avec les Sultans ottomans les plus puissants.

» Le traité de Paris ainsi que la Convention qui l'a suivi, n'ont fait que compléter notre autonomie séculaire et la placer sous la garantie des grandes puissances européennes.

Ce droit a obtenu une reconnaissance encore plus étendue et plus absolue par le préambule que les puissances garantes, elles-mêmes, ont mis en tête du statut du 2 mai 1864.

» Ce préambule porte textuellement : les Principautés-Unies pourront, à l'avenir, modifier et changer les lois ayant rapport à leur administration intérieure avec le concours légal de tous les pouvoirs établis, et c'est en vertu de ce principe que la nation roumaine s'est donné la constitution du 11 juillet 1866, qui remplace la Convention de 1858 en tout ce qui a rapport à l'organisation intérieure de la Roumanie.

» Je fais donc appel à la haute sagesse et à l'impar-

tialité du marquis de la Valette, et je le prie de vouloir bien décider lui-même si une ou plusieurs puissances seraient actuellement en droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la Roumanie, et par conséquent de porter atteinte à l'autonomie qu'elles ont précisément la noble mission de défendre en leur qualité de puissances garantes. L'intervention des puissances étrangères, sur la base de la Convention serait, de plus, d'autant moins justifiée que ce sont précisément l'article 46 de cette convention et l'article 7 de la Constitution de 1866 qui prévoient un régime exceptionnel pour les Israélites (1). »

Le prince Gortschakoff, ministre des Affaires étrangères de la Russie, dans un mémorandum adressé au représentant de la Russie, pose nettement le principe de non intervention et reconnaît que la Question israélite en Roumanie étant une question d'ordre intérieur, aucune intervention étrangère ne peut l'influencer. Pourtant, quand se pose la question humanitaire dans cette affaire, les représentants de la Russie pourront intervenir. Voici quelques passages de ce mémorandum (2) : « ... Quant au point de vue du droit, le traité de Paris du 30 mars 1856 a reconnu et garanti les droits que les Roumains possédaient *ab antiquo*. »

Les articles 22 et 23 de ce traité leur ont assuré le

1. Verax, *op. cit.*, p. 139.

2. J. Loeb, *op. cit.*, p. 439. — Verax, *op. cit.*, p. 154.

libre exercice de leur autonomie nationale qui a été placée pour l'avenir dans la garantie collective des hautes puissances contractantes.

La Convention signée à Paris, le 19 août 1858, entre les mêmes puissances garantes, pour établir les bases de l'organisation sociale des Principautés, commence, dans son article 2, par proclamer le nouveau droit public des Roumains et leur autonomie nationale, tels qu'ils résultent des traités ou capitulations qu'ils ont conclus avec la Sublime Porte que la Convention mentionne expressément.

« Enfin, par l'acte additionnel de la Convention de 1858, acte auquel ont adhéré les représentants des puissances garantes dans la conférence du 28 juin 1864, il est encore une fois constaté que les Principautés-Unies peuvent, sans aucune intervention étrangère, modifier ou changer leur constitution ainsi que les lois qui régissent leur administration intérieure.

» Il est donc constaté que tous ces actes internationaux ont eu pour but d'assurer aux Roumains le libre exercice de leur autonomie.

» L'autonomie des Principautés-Unies, de même que leur droit de se gouverner constitutionnellement, sont mis sous la sauvegarde et la garantie des puissances européennes.

» L'adoption d'une loi par la Chambre de Bucarest, qui monopolise, au profit du fisc, le commerce,

jusqu'ici libre, des spiritueux dans les principautés, ne viole aucun traité et n'altère en rien, non plus, les rapports des principautés avec la Sublime Porte.

» C'est là une question intérieure que l'on s'étonnerait de voir élever à la hauteur d'une question de droit européen.

» La nouvelle loi adoptée par la Chambre de Bucarest n'est pas seulement conforme au droit des Principautés-Unies, elle est justifiée encore par les nécessités pratiques et locales depuis longtemps reconnues.

» C'est enfin, pour la Roumanie, le moyen de sortir d'un état de choses intolérable.

» En somme, on pourrait bien appliquer aux circonstances d'aujourd'hui les réflexions énoncées dans une dépêche adressée par le chancelier de l'Empire à notre Consul général à Bucarest, en date du 11 mai 1868, à propos d'une lettre de l'Alliance israélite qui réclamait en faveur de ses coreligionnaires une égalité de droits politiques avec les chrétiens.

» S. A. le prince Gortchakoff s'exprime dans les termes suivants, dans sa lettre au baron d'Offenberg :

» Vous parlerez un langage tout aussi chaleureux que vos collègues lorsqu'il s'agira de flétrir le flot des persécutions dont les Israélites ont été l'objet. Sous ce rapport il n'y a lieu à aucune nuance entre votre attitude et celle des autres consuls. »

Malgré ce memorandum et les explications paci-

fiques du gouvernement roumain il y eut une nouvelle intervention des puissances le 4 février 1870; en réponse à cette intervention, le ministre roumain des Affaires étrangères, dans une note circulaire du 7-19 février, déclara qu'il avait fait tout son devoir pour réprimer avec énergie toute persécution ou émeutes contre les Israélites.

De même, le ministre Cogalniceano devait se disculper devant la Chambre roumaine de sa modération en ce qui concerne cette question. Les 16, 17 et 18 décembre furent prononcés, à la Chambre des députés, des discours dans lesquels on reprocha au gouvernement de ne pas se montrer assez rigoureux contre les Israélites en les laissant entrer dans les villages d'où ils avaient été expulsés. Cogalniceano répondit que si le Parlement lui donnait des armes contre les Juifs, il était prêt à s'en servir et à appliquer les lois qu'on voterait sur ce sujet (1).

A la suite de ces incidents, l'Angleterre prit l'initiative d'une intervention diplomatique collective. Le 15 février 1870, le comte Clarendon, ministre des Affaires étrangères, envoya au consul anglais à Bucarest, Mr. Green, une dépêche dans laquelle il s'exprimait ainsi :

« Le gouvernement roumain et les Chambres feront bien de se rappeler que non seulement ils sont res-

1. F. Rey., *op. cit.*, p. 17.

posables, devant l'opinion publique en Europe, des mauvais traitements subis par les Juifs des principautés, mais que les puissances européennes ont le droit, en vertu de la Convention de Paris de 1858 qui a réglé l'organisation des principautés de la Valachie et Moldavie, de demander l'exécution de l'article 46 de cette convention qui prescrit, pour les Juifs, comme pour les chrétiens, une égalité de personnes et la sécurité des biens ; quoique la convention n'ait accordé les droits politiques qu'aux seuls chrétiens, elle a laissé la porte ouverte afin que les principautés étendent spontanément ces droits aux adhérents de toutes les autres religions, ce qui implique de la part des puissances, le vœu de les voir aussi étendus (1). »

La France et l'Autriche, de leur côté, s'étaient déclarées prêtes à agir de concert avec l'Angleterre. Une copie de cette dépêche fut envoyée le 23 février aux représentants de la Grande-Bretagne à Florence et à Berlin pour la communiquer aux gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités et leur demander si l'Italie et l'Allemagne du Nord voudraient se joindre à l'Angleterre, la France et l'Autriche, pour « faire au gouvernement roumain des remontrances énergiques contre le système des persécutions qui est un malheur pour la Roumanie et inspire des sentiments d'indignation à toute l'Europe ».

1. Rey, *op. cit.*, p. 18. — Voir aussi Loeb, *op. cit.*

L'Allemagne du Nord répondit qu'elle ne pouvait pas se joindre aux puissances pour exercer une pression sur la Roumanie dans le but de modifier sa législation intérieure, considérant une telle action comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays à laquelle elle ne voulait pas s'associer ; mais elle déclarait que son gouvernement agirait toujours auprès du gouvernement roumain pour lui donner des conseils de modération et de justice.

Quant à l'Italie, elle fit savoir qu'elle était disposée à examiner la question, mais qu'une entente préalable entre les puissances lui paraissait nécessaire avant de faire une démarche collective (1).

Ce projet d'intervention des puissances fut donc abandonné, et les représentants de chaque puissance se contentèrent de faire chacun des démarches personnelles auprès du gouvernement roumain, en faveur des Israélites.

En réponse à ces démarches particulières, le gou-

1. Une opinion semblable fut émise à la Conférence de Paris en 1866. Voici quelques passages d'une lettre envoyée par M. A. Drouyn de Lhuys au marquis de Moustier du 25 mai 1866 : ... Cette communication, dont le caractère précis et la portée n'étaient pas déterminés, n'a donné lieu qu'à un simple échange d'observation. Elle a cependant fourni aux membres de la conférence l'occasion de déclarer unanimement que la Porte ne pourrait, en aucun cas, intervenir sans une entente préalable avec les cours garantes, aux termes des articles 27 du traité de Paris et 8 de la Convention du 19 août 1858 (Voir Archives diplomatiques, Paris, 1867, p. 258).

vernement roumain adressa aux préfets une circulaire en révoquant les ordres de Cogalniceano (1).

Vers mars 1871, le projet des 31 députés de l'opposition fut repris à la Chambre, puis au Sénat, mais sans aucun succès.

Le 23 décembre 1872, l'ancien ministre de Justice Godefroi interpella le gouvernement hollandais pour connaître son opinion sur la Question israélite en Roumanie ; le gouvernement répondit qu'il emploierait tous les moyens pour améliorer l'état des Israélites.

Malgré que les États-Unis ne fussent point un des signataires du traité de 1858, ils donnèrent l'ordre à leur ambassadeur à Paris, M. Washburne, de tenter une démarche auprès du ministre des Affaires étrangères de France, M. de Rémusat, en vue d'une intervention de la France en faveur des Israélites roumains ; cet ambassadeur adressa même une note au quai d'Orsay, dont voici quelques passages :

« Le grief dont il est question est si flagrant et a d'ailleurs un caractère tellement universel et cosmopolite, que tous les gouvernements et toutes les croyances religieuses ont un intérêt à en demander le redressement... »

« Mon gouvernement accueillera avec la plus grande satisfaction tout ce que pourra faire le gouvernement

1. F. Rey, *op. cit.*, p. 18. — Loeb, *op. cit.*, p. 423.

de la République française, pour mettre fin à cette suite de persécutions sans relâche qui sont une honte pour la civilisation chrétienne. »

M. de Rémusat répondit à cette démarche dans ces termes : « Lorsque l'occasion s'en présentera, nous insisterons pour qu'une égale protection soit accordée, en Roumanie, à toutes les croyances religieuses (1). »

Vers la fin de 1872, une conférence des notables israélites eut lieu à Bruxelles pour tâcher d'améliorer l'état des Israélites roumains ; cette conférence n'aboutit à aucun résultat positif (2).

En Angleterre, les événements de Roumanie firent l'objet d'une interpellation de Sir Francis Goldsmith à la Chambre des Communes le 19 avril 1872. Peu de jours après, le 26 avril, celui-ci suggéra au comte Granville l'envoi d'une note identique des puissances à la Roumanie, pour lui faire des représentations amicales (3). Dans ce but, le 14 mai, le ministre adressa une Note aux ambassadeurs de Grande-Bretagne à Paris, Berlin, Vienne, Saint-Pétersbourg, Rome et Constantinople. L'Italie et l'Allemagne acceptèrent la proposition ; l'Autriche fit des réserves (4) et la Turquie hésita à se pronon-

1. Loeb, *op. cit.*, p. 562 et 363. Doc. n° 116 et 117. — Rey, *op. cit.*, p. 21.

2. Julius Plotke, *op. cit.*

3. V. *Times* du 29 avril 1872.

4. *Archives diplomatiques*, 1874, t. III, p. 259.

cer. Quant à la France, à peine remise de la guerre, elle observa la neutralité qui lui était imposée par les événements.

Pour éviter l'envoi de cette communication, le gouvernement roumain envoya M. Costaforo à Constantinople et la Sublime Porte lui conseilla de supprimer le jury dont l'intolérance extrême était la cause de ces difficultés. La Russie s'opposant de s'associer aux mesures projetées, on ne put donner aucune suite à cette communication (1).

Le 23 avril 1873, Mr., Green, consul anglais à Bucarest, envoya une note à Lord Granville, ministre des Affaires étrangères anglais, dans laquelle il lui exposait les difficultés et les persécutions infligées aux Israélites dans la Roumanie. Le ministre anglais lui répondit par une dépêche du 23 mai 1873, qui contenait un véritable acte d'accusation contre la Roumanie; en même temps, il autorisa son consul à laisser au ministre des Affaires étrangères roumain une note, de laquelle nous extrayons les passages suivants :

« Il résulte de votre dépêche du 23 et 28 avril que les Israélites, dans les principautés, en dehors de mauvais traitements, sont exposés aux persécutions systématiques résultant des réglemens législatifs et des actes officiels du gouvernement ; qu'ils sont

1. Rey, *op. cit.*, p. 20.

vexés, blessés et exposés aux injustices ; qu'ils sont exclus des privilèges garantis aux populations, en général, et qu'ils sont exposés à des punitions spéciales. »

En même temps, le consul anglais de Bucarest était chargé de protester auprès du prince contre la loi sur les spiritueux qui excluait les Israélites du commerce des boissons.

Lord Granville donna connaissance de cette démarche aux puissances garantes par l'intermédiaire des ambassadeurs accrédités auprès d'elles. Cette communication reçut un accueil bienveillant de la plupart des gouvernements. Seule, la Russie refusa de s'associer à cette démarche ; d'après elle, le traité de Paris de 1856 et la Convention de 1858 avaient accordé à la Roumanie l'autonomie sous la garantie des puissances et l'Acte additionnel de 1864 accordait aux Roumains le droit de modifier leur législation sans l'intervention étrangère : ceux-ci pouvaient donc faire des lois nouvelles sans que les puissances puissent y intervenir (1).

Le ministre des Affaires étrangères, M. Boeresco, profitant de ce dernier argument, répondit par une note du 2/14 juin 1873 au consul général anglais, dans laquelle il déclara, dès le début, que la Question

1. V. le mémorandum du gouvernement russe dans Loeb, *op. cit.* Documents. Appendice, p. 439.

israélite était une question d'ordre intérieur dans laquelle les étrangers ne pouvaient intervenir. Il ajouta :

« Son Excellence reconnaîtra avec nous que d'accuser pour tels faits, c'est intervenir dans nos affaires intérieures ; c'est vouloir annihiler, paralyser les effets de nos lois et de nos règlements. » Plus loin le ministre dit : « Une fois cette réserve faite de notre droit, je puis vous donner à titre d'informations, des explications sur les faits contenus dans la dépêche de Son Excellence monsieur le Ministre... » M. Boeresco termine sa note en disant que la Question israélite « doit être solutionnée graduellement par le pays et dans le pays » (1).

En 1876, l'Alliance israélite universelle prit l'initiative d'un mouvement en faveur des Israélites roumains. Le Comité de l'Alliance convoqua à Paris un Congrès qui se réunit au mois de décembre et examina la situation faite à ceux-ci. Le résultat de ses travaux fut consigné dans un Mémoire qui fut remis à tous les gouvernements et aux délégués européens réunis à Constantinople pour le rétablissement de l'ordre dans le pays balkanique (2).

1. V. dans le discours de M. Boeresco le 12/24 septembre 1879 à l'Assemblée constituante.

2. Réunion tenue à Paris en faveur des Israélites orientaux en décembre 1876. Paris, 1877. — Rey, *op. cit.*, p. 22. — Loeb, *op. cit.*, p. 369. Doc. n° 121.

CONVENTION DE VIENNE

Le traité à base de réciprocité conclu le 22 juin 1875 pour les nationaux des deux pays, entre la Roumanie et l'empire des deux Monarchies, comme l'avait dit le ministre des Affaires étrangères roumain, M. Boeresco, dans la séance du 27 juillet 1875, décide la reconnaissance, par l'Autriche, des lois restrictives concernant les Israélites... « On vient de reconnaître par la grande puissance avec laquelle nous avons contracté, pour laquelle nous devons être reconnaissant... les lois restrictives relatives aux Israélites. » Et il faut ajouter, comme l'a dit M. Ghermani dans la même séance : « A présent les Israélites ne peuvent recourir au consulat austro-hongrois parce que, par la présente convention, leurs droits sont limités et on reconnaît nos lois restrictives pour les Israélites même de la part de l'empire voisin... »

Voyons tout d'abord cette convention dans ses traits essentiels. M. Boeresco, dans son exposé des motifs, nous l'explique : « Dans son premier article, on stipule le principe général de la liberté du commerce pour les sujets des deux pays contractants et l'égalité

des mêmes sujets avec les regnicoles en ce qui concerne les charges, les impôts et les autres taxes. Malgré tout, dans le même article de la Convention et protocole, on déclare qu'il reste en vigueur, dans chaque État, les lois et les ordonnances applicables, en général, à tous les étrangers, et surtout chez nous les lois qui se rapportent à la prohibition de posséder et d'obtenir des immeubles ruraux. On déclare qu'on ne peut pas déroger au droit que possède chaque gouvernement de prendre par des lois et des règlements, des mesures de police et de sûreté et surtout des mesures relatives à tout individu dans une commune rurale.

De telle sorte qu'en maintenant le principe général de la liberté du commerce et des prérogatives qu'on accorde aux sujets de chaque partie dans l'autre pays, on respecte, en même temps, les lois d'intérêt local, comme par exemple chez nous la loi d'août 1864, relative aux droits des étrangers de posséder des immeubles, ainsi que les lois de police et de sûreté applicables aux étrangers ainsi qu'aux indigènes, et qui sont si nécessaires dans tout État.

Le principe de l'égalité ou de l'assimilation des sujets d'une partie dans l'autre État, avec celle des indigènes, relative aux facilités du commerce, des exemptions d'impôts et des autres charges, ainsi que relative au droit d'obtenir et de posséder, est réciproque, pour les Roumains en Autriche-Hongrie,

ainsi que pour les Autrichiens-Hongrois en Roumanie, avec l'exception, bien entendu, des restrictions dont nous avons parlé » (1).

Pour la clarté des explications qui vont suivre, nous croyons nécessaire de citer ici quelques passages du traité du 22 juin 1875.

I

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de la monarchie Austro-hongroise et ceux de la principauté de Roumanie qui pourront s'établir chacun dans le territoire de l'autre État.

Les sujets ne seront pas soumis, dans l'exercice du commerce et de l'industrie, à aucun droit, impôt, qu'à ceux auxquels sont soumis les nationaux ; les privilèges, dispenses, améliorations et faveurs de toutes natures, dont jouiront en matière de commerce et d'industrie les sujets de l'une des parties contractantes, seront communs à l'autre partie.

On comprend que par cette disposition on ne déroge pas aux lois et ordonnances en vigueur dans les États des deux parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général: 1^o en Autriche-Hongrie, aux lois relatives au commerce de colpor-

1. *Moniteur officiel* du 29 juin 1879.

tage et à l'exercice de pharmacie ; 2° en Roumanie, aux lois et prescriptions relatives aux prohibitions d'acheter et posséder des immeubles ruraux (V. l'art. 4).

.

IV

Les Roumains en Autriche-Hongrie et les Autrichiens-Hongrois en Roumanie auront réciproquement le droit de posséder des biens de toutes natures et toutes sortes d'immeubles et meubles et pourront en disposer librement (V. l'art. 1).

PROTOCOLE FINAL

Relativement aux articles ci-après, il est fait des réserves dans les déclarations suivantes :

I

Par les mots « biens immobiliers ruraux » insérés dans le dernier alinéa de l'article premier, on n'a pas entendu exclure les maisons et les constructions de toutes sortes établies sur ces immeubles ruraux et qui ne sont pas, de même, soumises aux mêmes restrictions. On comprend que les deux parties contractantes, par la disposition de cet article, n'ont pas

tantes, par la disposition de cet article, n'ont pas voulu déroger aux droits de chaque gouvernement, de prendre, par des lois et règlements, les mesures nécessaires de police et de sûreté et surtout celle pour l'établissement de tout individu dans une commune rurale avec l'autorisation du conseil municipal ; pourtant ces lois et règlements ne pourront pas empêcher la liberté de commerce et ne devront pas toucher les droits et privilèges stipulés réciproquement par la convention présente, en faveur des nationaux de deux pays.

Il est entendu que, par les dispositions de cet article 4, les deux puissances contractantes n'ont pas voulu déroger aux restrictions faites dans le dernier alinéa de l'article premier, relatives aux droits d'acheter et posséder des biens immeubles ruraux ».

Ce traité de commerce résout partiellement « la Question israélite » entre les deux États voisins. Vers 1875, les sujets israélites autrichiens étaient très nombreux en Roumanie ; aux 50.000 Israélites autrichiens immigrés depuis la fin du dernier siècle, s'étaient joints de nombreux Israélites roumains admis comme protégés étrangers, lesquels, grâce aux privilèges des conventions consulaires, profitaient, au point de vue fiscal ou politique, d'une situation privilégiée tout comme les Israélites autrichiens. On peut évaluer le nombre des Israélites autrichiens

dans la principauté roumaine au chiffre de 100.000 (1).

Par cette convention, l'empire des deux monarchies reconnaît par un trait de plume les lois restrictives concernant les Israélites en Roumanie.

M. C. Epureano, parlant le 12/24 juillet 1875 à la Chambre, nous explique le but de ce traité : « C'est dans la partie de l'article premier qu'on résout une des questions, laquelle — je le dis avec le regret — a formé le nœud gordien dans notre société et pour laquelle, depuis 1866 jusqu'à présent, la Chambre et le gouvernement ne se sont pas encore entendus pour une solution, solution qui, comme je le proclame hautement, appartient à notre propre autonomie, à notre prérogative législative, et je crois que vous avez compris que, par ce traité, soi-disant de commerce, on résout la Question israélite ».

Pourtant, dans sa réponse à l'argumentation de M. Epureano, le ministre des Affaires étrangères, M. Boeresco, se refuse de reconnaître la portée de ce traité, de résoudre la Question israélite (2) : « moi, je suis étonné en entendant... car je savais qu'il n'était jamais venu dans l'idée du gouvernement de résoudre la Question israélite dans ce traité commercial ». S'expliquant sur le traité, le ministre ajoute :

1. M. Boeresco croit que le nombre des individus soumis à la juridiction consulaire autrichienne serait de 200.000 (V. *Revue de Dr. int. privé et législation comparée*, 1897).

2. *Moniteur officiel*, 14-20 juillet 1875.

« Ce que nous avons fait dans l'article 1 n'a pas été de résoudre « la Question israélite », mais de faire reconnaître, par l'autre partie contractante, la situation légale des Israélites dans le pays, c'est-à-dire de reconnaître toutes les restrictions admises par nos lois existantes contre les Israélites autochtones et étrangers... Donc, dans l'article premier, nous avons accepté le principe général de la liberté de commerce, pourtant nous lui avons apporté quelques restrictions. Après avoir établi ce principe général dans la première partie, puis dans la partie finale de l'article 1, nous avons obtenu que : « Par l'admission de ce » principe, on ne déroge pas aux lois et ordonnances » en vigueur dans les États des deux parties contractantes et applicables à tous les étrangers... »

» Dans le cours des négociations, nous avons adopté le principe de la liberté de commerce ; nous avons admis des restrictions, relatives à l'acquisition des biens ruraux... »

Notre gouvernement se réserve toute liberté d'action pour prendre des mesures administratives et de police applicables à tous, sans que les sujets austro-hongrois puissent objecter que, par de telles mesures, on viole la liberté de commerce qui leur est reconnue.

Le ministre s'expliquant sur l'article 4, disait ceci :

« ... Je suis allé plus loin. Dans l'article 4 de la Convention, nous avons demandé dans tous les traités

le droit pour les Roumains en Autriche-Hongrie et pour les Austro-Hongrois en Roumanie, de posséder des meubles et des immeubles, de toute nature comme les autochtones et de les transmettre comme eux. Pour éviter toute confusion sur ce droit et écarter tout soupçon... j'ai expliqué, dans le protocole final, ce point clairement dans les termes suivants :

» Il est bien entendu que, par les dispositions de cet article 4, les deux Hautes-parties, contractantes n'entendent pas déroger aux restrictions établies par le dernier alinéa de l'article 1^{er}, relativement au droit d'obtenir et de posséder des biens immeubles ruraux... Mais on m'objecte que les Israélites auront le droit de posséder des immeubles dans les villes ? Sans doute, et comment pouvait-il en être autrement ?

» Ce droit, ils l'ont toujours eu ; seulement le droit de posséder des immeubles ruraux ne le leur a jamais été reconnu, et cette fois encore, on ne leur accorde pas.

Le chef de l'opposition gouvernementale, M. Brătianu s'expliquant dans la séance des 12-24 juillet 1875 pourquoi il n'avait pas osé émanciper les Israélites, disait : « Messieurs, nous avons voulu donner à ceux » des Israélites qui sont nés dans le pays, de père en » fils, qui parlent notre langue, qui se sont accoutumés » à nos mœurs, qui ont grandi avec nous, dans les » mêmes écoles, à ceux-ci nous avons voulu donner des

» droits... » Mais qu'est-ce qui est arrivé ? La nation, devant les circonstances actuelles et en présence de cette masse menaçante nous a dit : « Nous ne voulons pas entr'ouvrir la porte par crainte que demain, soit par pression, soit sous une influence quelconque, cette masse entière entre pour nous dénationaliser... Voilà, Messieurs, la cause... qui nous a empêché d'entr'ouvrir la porte à ces Israélites... » M. Boeresco, avant de demander la clôture, prononça un discours, qu'il termina en disant : « Eh bien !... notre autonomie, en ce qui concerne les lois restrictives nous est reconnue ; et quand une grande puissance reconnaît l'efficacité de ces lois restrictives, vous comprenez qu'aucune autre puissance ne contestera un droit que nous exerçons... »

Par cette Convention, le gouvernement possédait désormais les mains libres en ce qui concerne les Israélites autrichiens. Jusqu'alors il lui avait été bien difficile de faire des lois dans lesquelles les Israélites étaient regardés comme divisés en deux catégories : sujets étrangers et autochtones.

Le gouvernement ne désirait pas que les Israélites autrichiens aient seuls des avantages, et il se rendit compte combien il lui était difficile de différencier ces deux catégories, bref, à cause de cela, il ne pouvait faire des lois d'ordre intérieur sans qu'une de ces deux catégories y entrât. Les Israélites inimmigrés étaient

la plupart sujets de l'Autriche; alors que ceux venus de la Russie étaient en très petit nombre, car la Russie ne voulait plus entendre parler de ces Israélites qui devinrent des heimathlos (1); d'ailleurs, à cette époque en Russie, les Juifs étaient persécutés et grâce à l'organisation primitive de l'administration dans la principauté ils acquirent, on ne sait par quel moyen, la même situation que les Israélites autochtones.

Il ne restait donc que les Israélites autrichiens qui étaient, comme nous l'avons déjà dit, au nombre imposant de 100.000 hommes environ. Ces Israélites, sujets étrangers, profitaient des avantages résultant des conventions consulaires passées entre l'Autriche et la Turquie, soit entre une de ces deux puissances et les principautés. Or, la présence d'un si grand nombre d'Israélites étrangers sur son territoire constituait pour la principauté un grand danger, surtout en cas de conflit, et à cause des nombreuses interventions qui y donnaient lieu. Il est regrettable que, pendant qu'on était en voie d'arrangement avec l'Autriche, un statut quelconque ne soit pas intervenu dans les principautés pour régler définitivement la situation de ces Israélites, car on aurait ainsi

1. Ces avances peuvent être bien reconnues en s'intéressant aujourd'hui parmi les vieux Israélites russes immigrés. D'ailleurs un peu plus tard une convention identique faite avec la Russie réglait de la même façon le reste des Israélites russes (1876).

évité la cause d'un conflit prochain et enlevé en même temps l'occasion aux grandes puissances et surtout à l'Autriche de s'immiscer dans les affaires intérieures roumaines ; en effet, d'après les termes mêmes de la Convention, les Israélites sujets de l'Autriche « ne pouvaient plus recourir au consulat austro-hongrois, car par la Convention présente on limitait leurs droits et on faisait reconnaître par l'empire voisin les lois restrictives en ce qui concerne les Israélites » (1).

Malheureusement, dans l'esprit de cette Convention on voulait toucher aussi aux droits des Israélites autochtones, comme nous l'explique M. Boeresco : « On donnera la même interprétation pour les Israélites autochtones. » D'ici là, toutes les lois toucheront aussi bien les Israélites sujets étrangers, que les Israélites autochtones.

Quelle est la cause de cette aversion contre les Israélites ? Il ne faut pas la rechercher comme certains auteurs l'ont fait, tels : Verax (2), Petresco-Commène (3), Manolesco-Mladian (4), en se plaçant seulement au point de vue économique, ni même comme d'autres l'ont dit, en lui attribuant un caractère purement religieux, car le peuple roumain a

1. Discours le 27 juillet 1875 de M. Ghermain.

2. Verax, *op. cit.*

3. Petresco-Commène, *op. cit.*

4. Manolesco-Mladian, *la Classe moyenne en Roumanie.*

été de tous temps (nous l'avons vu) tolérant. Aussi, est-ce ailleurs qu'il faut chercher ce revirement contre les Israélites (1).

Au lieu d'intervenir auprès du gouvernement roumain, les Israélites faisaient appel à l'étranger : c'est à cause de ces incessants appels et à cause de ces nombreuses interventions que les Roumains ont vu en eux un ennemi dangereux. A l'encontre de la nation roumaine qui cherchait à s'affranchir de toute tutelle étrangère, de tout vestige du passé rappelant la domination turque, ces Israélites étrangers, au contraire, qui avaient des mauvais chefs et des dirigeants incapables, adressaient à chaque instant des appels à leurs coreligionnaires étrangers, donnant par là l'occasion aux puissances étrangères d'intervenir dans les affaires intérieures de la principauté (2).

Les interventions exaspéraient tout à la fois le gouvernement et la nation roumaine, qui en remontant à leur source voyaient dans la personne des israélites un ennemi intérieur à l'expansion nationale de la principauté et à son indépendance.

Quoique ces appels à l'intervention étrangère

1. Pourtant il ne faut pas nier que la Question israélite a eu aussi comme base une cause économique et sociale.

2. D'ailleurs, nous verrons plus tard que les Israélites reconnaîtront leurs fautes et déclareront hautement qu'ils ne regardent cette question que comme une question d'ordre intérieur (V. le Mémoire adressé par les Israélites autochtones au Corps législatif roumain p. 25).

n'eussent pas trouvé d'écho parmi les Israélites autochtones, il n'est pas moins vrai que la nation roumaine leur prêtait les mêmes intentions qu'aux autres Israélites étrangers. Et la nation roumaine avait cru mettre un terme à ces appels en cherchant par ce traité à éviter l'occasion d'une nouvelle intervention autrichienne ; intervention qui aurait pu se justifier jusqu'à un certain point si on songe aux nombreux intérêts que l'Autriche avait dans la principauté où l'on comptait plus de 100.000 à 200.000 de ses sujets (1).

* * *

Le sens de la Convention apparaît clairement : les Israélites soit autochtones, soit Autrichiens ont le droit d'acheter des immeubles urbains. Quelques tribunaux pourtant, ont interprété la Convention comme déniaut aux Israélites le droit d'acheter, non seulement des immeubles ruraux, mais encore des maisons dans les villes ; d'autres, ont été d'avis qu'ils avaient uniquement le droit d'acheter des maisons.

D'après certains auteurs, les Israélites autrichiens avaient le droit d'acheter des immeubles ruraux. Un arrêt de la Cour de cassation rendu en 1881 (sous le n° 309) décide, que les Israélites nés en Rouma-

1. Michel Boeresco, *op. cit.*, p. 326.

nie ont le droit d'acheter des immeubles urbains dans les conditions établies par la Convention avec l'Autriche, mais qu'ils n'ont pas le droit d'acheter des immeubles ruraux. Le sens de la Convention est donc clair : les Israélites autochtones ainsi que les Autrichiens ont seulement le droit d'acheter des immeubles urbains.

LIVRE II

TRAITÉS

THÉORIES GÉNÉRALES

En général, on comprend par traité, des actes écrits qui lient entre elles deux ou plusieurs nations, soit en confirmant les obligations et les droits respectifs dérivant de la loi naturelle ou des usages, soit en y apportant des additions ou des restrictions, mais dans tous les cas en leur donnant un caractère de devoir strictement obligatoire.

Dans la pratique, on emploie indistinctement le terme de traité ou celui de convention (1). De fait, ces deux termes ne comportent aucune différence essentielle. Le plus souvent néanmoins, le dernier indique un engagement ayant une valeur et une portée moins grande et s'appliquant à un seul objet nettement déterminé.

Pour M. Renault (2), le traité est un accord interna-

1. Calvo, *Traité de dr. int.*, 4^e édition, 1888, t. III, p. 351.

2. M. Renault (L.), *Introduction à l'étude de droit international*, 1879.

tional intervenu entre deux ou plusieurs États, quelque puisse être son sujet, quel que soit le nom qu'on lui donne et de quelque manière qu'il soit constaté (traité, convention, protocole, déclaration commune, échange de déclarations unilatérales) (1).

On comprend la grande valeur d'actes de ce genre qui donnent aux règles qui y sont contenues, un caractère tout spécial de fixité et de précision.

On peut diviser les traités, au point de vue des dispositions qu'ils renferment, en deux catégories :

Certains traités ont pour but d'arranger la situation politique et territoriale de deux ou plusieurs États et de terminer les différends que se sont élevés entre eux, etc. On peut citer comme rentrant dans cette catégorie : les traités de paix, d'alliance ; les conventions qui fixent les limites des États, qui établissent sur l'un une servitude au profit de l'autre ; les règlements d'indemnité pour dommages causés par des personnes dont l'État doit répondre, etc. On comprend qu'en général de pareils traités ne soient conclus qu'entre deux États, parce qu'il s'agit d'intérêts particuliers.

Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles par exemple, à la suite d'une guerre générale ou quand il s'agit de modifier une situation qui n'intéresse pas seulement les États directement engagés

1. M. Renault à son cours.

dans la question, que l'on voit intervenir un assez grand nombre d'États (1).

C'est ce qui est arrivé en 1648, pour le traité de Westphalie, qui a mis fin à la guerre de Trente Ans dans laquelle la plupart des puissances de l'Europe avaient été intéressées ; en 1815, par l'Europe pour le traité de Vienne qui a réglé la situation créée par la longue lutte soutenue par la France contre presque toute l'Europe. C'est enfin ce qui est arrivé pour le traité de Berlin amené par une guerre dans laquelle la Russie et la Turquie étaient seules parties, mais dont les résultats intéressaient toute l'Europe à raison du déplacement d'influences qui pouvait résulter des changements territoriaux de l'Empire ottoman (2).

2° D'autres traités ne sont pas relatifs à une affaire déterminée, à une liquidation du passé, ils regardent l'avenir, ils posent des règles sur certains rapports internationaux.

Les traités de la première espèce se rapprochent davantage des contrats que font les particuliers ; les traités de la seconde espèce ressemblent, au contraire, plus à des lois, les États contractants jouant le rôle de législateurs : ici on comprend l'intervention d'un plus grand nombre d'États puisqu'il s'agit, non pas

1. Renault, *op. cit.*, p. 35.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 36.

de régler une affaire particulière, mais de s'entendre sur un principe abstrait. Voyons pour le moment ce qui nous intéresse : le traité de Berlin du 13 juillet 1878.

TRAITÉ DE BERLIN

(13 juillet 1878)

a) *Préliminaires*

Dès le 14 janvier 1878, le gouvernement anglais avait fait savoir au prince Gortschakoff, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Saint-Petersbourg, qu'à son avis, tout traité entre la Russie et la Turquie qui tendrait à modifier les traités européens de 1856 et de 1871, devrait être un traité européen et ne pourrait avoir de valeur s'il n'était revêtu de l'assentiment des grandes puissances européennes.

Le chancelier russe avait répondu qu'il ne voulait pas, isolément, toucher aux questions d'intérêt européen. Les dépêches échangées entre Londres et Saint-Petersbourg les 29 et 30 janvier, montrèrent qu'il existait un dissentiment plus profond entre la Russie et l'Angleterre. Le gouvernement anglais déclara, en effet, qu'il ne reconnaissait pas la validité des conventions conclues entre la Russie et la Turquie.

Le prince Gortschakoff fit observer, dans sa

réponse, que les questions d'intérêt européen seraient réglées d'un commun accord avec les puissances européennes. Une trêve fut conclue le 31 janvier entre les deux puissances sur la base des conditions de paix imposées par la Russie à la Turquie.

En février 1878, les plénipotentiaires russes et ottomans signèrent, à San-Stefano, les préliminaires de paix.

Immédiatement, l'Angleterre et l'Autriche accusèrent la Russie de n'avoir pas respecté les engagements pris (1). L'Allemagne proposa la réunion d'un congrès pour examiner les conditions de la paix définitive ; elle appuyait sa proposition en partant de cette idée, que le commun accord des grandes puissances était nécessaire dans la circonstance, car le traité de San-Stefano portait atteinte à plusieurs dispositions du traité de Paris de mars 1856 (2).

Comme suite à l'idée émise par l'Allemagne, les puissances envisagèrent la réunion d'un congrès, d'abord à Vienne, ensuite à Paris ; finalement on se décida pour Berlin.

1. Voir : *Revue de dr. intern.*, t. IX. — Arntz, *Sur la Serbie et le Monténégro*, p. 18. — Bibesco, *Situation internationale de la Roumanie (Recueil des Sc. morales et politiques, juin 1894)*. — Bonfils, *Manuel de droit intern. privé*, 5^e édit., p. 53. — Bluntschli, *Revue de dr. intern.*, t. XII, p. 284 et 410.

2. *Revue de dr. intern.*, 1879. — Bluntschli, p. 421.

b) *Les débats*

Le congrès s'ouvrit donc dans cette dernière ville, le 13 juin 1878. Pendant le congrès, le gouvernement roumain ne cessa de s'intéresser à la Question israélites. Il envoya dans la capitale allemande M. Majoresco pour connaître l'opinion des puissances sur cette question ; à savoir, quels résultats on était en droit d'espérer du congrès sur la « Question israélite ».

D'autre part, l'Alliance israélite intervint auprès des puissances pendant le congrès en faveur des Israélites. En outre, une délégation des Israélites roumains se rendit à Berlin pour déclarer aux représentants des puissances réunis en Congrès que « la Question israélite » était une question d'ordre intérieur (1).

Le Congrès de Berlin adressa aux peuples balkaniques des leçons de tolérance religieuse et d'égalité civile. Ainsi aux Bulgares, dans l'article 5, dans les articles 20 et 62 aux Turcs dans l'article 27 aux Monténégrins et dans l'article 35 aux Serbes. Et à la Roumanie par les articles 44 et 45.

L'article 44 du traité de Berlin du 13 juillet 1878 est conçu en ces termes :

1. Déclarations faites par M. Brociner dans son procès avec Petreano (14 février 1912. Ploesti).

« En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit.

» La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'État roumain, aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

» Les nationaux de toutes les puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité ».

La rédaction de cet article donna lieu à des discussions très vives, comme nous le voyons, notamment dans le X^e protocole de la séance du 1^{er} juillet 1878 au cours de laquelle des débats s'élevèrent sur le principe de l'article 44... Le prince Bismarck posant la question de savoir si les puissances devaient ou non reconnaître la Roumanie...

M. Waddington, le délégué français, lui déclara que, fidèles au principe dont ils s'étaient inspirés jusqu'alors, les plénipotentiaires français deman-

daient que le congrès posât les mêmes conditions à l'indépendance de la Roumanie qu'à l'indépendance de la Serbie. De même, M. Waddington dit qu'après avoir examiné les arguments qu'on pouvait apporter dans un sens ou dans l'autre, les plénipotentiaires français avaient jugés préférable de ne pas s'éloigner de la grande règle de l'égalité des droits et libertés des cultes. Et, M. Waddington terminait son discours en demandant au congrès que les mêmes conditions d'ordre politique et religieux développées pour la Serbie, fussent imposées également à la Roumanie.

Lord Beaconsfield lui aussi, au nom du gouvernement anglais donna une complète adhésion aux vues exprimées par le délégué de la France.

Le prince Gortschakoff, se référant aux expressions qui motivaient la proposition française pour donner la plus grande étendue à la liberté religieuse, se rallia en tout point à la proposition française.

De même, les délégués ottomans n'élevèrent aucune objection contre les principes soutenus par les plénipotentiaires français.

Dans ces conditions, le président du congrès constata que le congrès était unanime à n'accorder l'indépendance à la Roumanie que sous les conditions identiques à celles imposées à la Serbie (1).

1. Discours de M. Boeresco à la Chambre le 1^{er} octobre 1879.

Dans le XVII^e protocole de la séance du 10 juillet 1878, nous voyons que M. Desprez qui faisait partie de la commission de rédaction du texte présenté au congrès, reconnaît que la situation des Israélites en Roumanie était indéterminée au point de vue de la nationalité (1).

Le second plénipotentiaire de l'Italie, le comte de Launay, pressentant les difficultés auxquelles donnerait lieu cette fausse situation, proposa de les éviter en adoptant une formule décidant que : « Les Israélites en Roumanie, en tant qu'ils n'appartiennent pas à une nationalité étrangère, acquièrent de droit la nationalité roumaine. »

Le Congrès refusa d'entrer dans cette voie qui aurait conduit vers une solution, et le prince Bismarck démontrant les inconvénients qu'il y aurait à modifier les résolutions déjà adoptées, ajouta cette phrase mémorable : « Il est nécessaire que le congrès s'oppose à toute tentative de revenir sur le fond... » A la suite d'un échange de vues dans la commission de rédaction, M. Desprez déclara devant le Congrès que : la commission a maintenu sa rédaction primitive, qui lui paraît de nature à concilier tous les intérêts en cause et que M. de Launay s'est borné simplement à demander l'insertion de sa motion au protocole (2).

1. Discours par M. Boeresco le 12 septembre 1879. — Voir aussi Mémoire par Majoresco, 1879, p. 7.

2. V. Rey, *op. cit.*

POURQUOI
AVAIT-ON ADRESSÉ DES LEÇONS DE TOLÉRANCE
AUX PEUPLES BALKANIQUES ?

La domination turque sur les populations chrétiennes de l'ancien empire byzantin avait été l'œuvre d'une peuplade touranienne, étrangère à l'Europe et qui se croyait désignée par Dieu pour établir, le fer à la main, le règne de l'Islam sur le monde entier. Vainqueurs et vaincus différaient cependant moins encore par la nationalité que par la religion (1). En Orient, l'opposition de religion se fait sentir d'une manière plus vive, plus forte et plus marquée qu'en Occident. Depuis longtemps, le culte, non la descendance, y sert à distinguer les nationalités. C'est ainsi que les Grecs, les Bulgares, les Bosniaques, etc., convertis au mahométisme, sont profondément séparés de leurs anciens compatriotes, Grecs, Bulgares et Bosniaques demeurés chrétiens.

Les sentiments que chrétiens et musulmans nourrissent à l'égard de Juifs, qui se rapprochent cependant des derniers par leur monothéisme sévère, ajoutent encore à ces dissensions.

Le czar avait entrepris la guerre de 1877 avec la volonté hautement exprimée de délivrer les chrétiens

1. *Revue de droit international*, 1879. — Bluntschli, p. 421.

du joug turc, et le traité de San-Stefano mettait fin à la domination turque sur différentes provinces chrétiennes et garantissait aux populations chrétiennes soumises au gouvernement ottoman des meilleures conditions juridiques et une protection plus efficace de leurs droits.

Mais si l'on voulait fonder en Orient une paix durable, si l'on tenait à faire entrer les populations des provinces du Danube et des Balkans dans la famille des nations civilisées sur un pied d'égalité avec les autres États, il fallait, conformément au progrès de la civilisation européenne, rendre l'organisation juridique et la sûreté du droit indépendantes de toute différence de religion ; il fallait rompre avec le système oriental d'un droit fondé sur la foi, et remplacer par un droit indépendant de toute confession, un droit humain égal pour tous.

Le Congrès de Berlin le sentait vivement. C'est pourquoi il s'était occupé de la liberté religieuse à plusieurs reprises et, notamment, dans les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 8^e, 12^e et 17^e séances.

Et à présent, pénétrons dans le vif de la question : la Roumanie se trouvait-elle dans une situation analogue à celle de la Bulgarie ou de la Serbie ? Non. L'État roumain n'a pas été créé par le Congrès de Berlin, comme État ; il avait gagné son autonomie bien avant la Conférence de Paris de 1856, car cette autonomie remonte même à des siècles !... Depuis

les capitulations conclues entre les princes roumains et les Sultans !

Il est vrai que de nombreux abus s'étaient fait sentir depuis, et la Porte avait souvent méconnue ces capitulations (1).

Cette même opinion avait été émise, d'ailleurs, en 1855, par le ministre des Affaires étrangères de France, M. le Comte Walewski en réponse à celles de Nesselrode, où il était dit, entre autres choses, que le régime d'indépendance administrative des principautés n'était, ni en Moldavie ni en Valachie, une conquête récente, mais le résultat d'un accord librement conclu il y a des siècles.

Aux conférences de Vienne, dans la séance du 19 mars 1855, on constata, sur la proposition du baron Prokesch-Osten, que les capitulations anciennes étaient reconnues comme la base des rapports et des droits et immunités des principautés vis-à-vis de la Sublime Porte (2).

Il fut de même question des immunités et de l'indépendance des principautés dans le protocole du 11 février 1856 des conférences de Constantinople.

L'article premier disait, notamment, que « la Porte confirme de nouveau les privilèges et immunités dont les principautés ont joui sous sa souveraineté

1. Circulaire du 22 mai 1855, dans *le Moniteur* du 26 mai 1855.

2. *Mémorial français* de 1855, dans Ubicini : *Question des principautés devant l'Europe*, p. 235.

depuis les capitulations qui leur ont été accordées par le Sultan... et l'article 12 faisait allusion aux « privilèges reconnus *ab antiquo* » à la Valachie et à la Moldavie.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 rappelle à son tour les anciennes capitulations des principautés et dit, dans son article 22, que : « Les principautés de Moldavie et de Valachie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. »

Il est donc tout à fait clair que l'autonomie des principautés a été de nouveau reconnue par le traité de Paris.

De même, par l'Acte additionnel de 1864, les puissances reconnaissent l'autonomie et le droit de législation des principautés.

En 1866, il arriva même à la principauté de se donner une constitution sans que la moindre velléité d'intervention des puissances se fit sentir.

Comment expliquer alors, qu'après tant d'actes reconnaissant à la Roumanie son droit de législation intérieure, les puissances eussent cru devoir intervenir sur ce point dans les affaires de la principauté et lui donner des maximes de droit public qu'elle pratique du reste déjà avec beaucoup plus de fermeté que la plupart des États européens ?...

Aussi M. Crezzulesco (1) a-t-il parfaitement raison de s'écrier qu'une telle ingérence fut un abus, un crime de lèse-majesté de la part des puissances ; car il ne pouvait pas avoir de motif plausible, justifiant l'ingérence des puissances, dans une question de pur ordre intérieur !...

Certes oui ! nous aurions admis que l'article 44 fut seulement un vœu de la part des puissances !... pour traiter une question humanitaire !

Dans ce cas nous aurions approuvé des deux mains !...

Mais comment admettre l'intervention des Puissances sur un pareil sujet alors que, par des actes de date toute récente — comme ceux de 1858 et de 1864, on avait formellement reconnu aux principautés roumaines ce droit de législation intérieure ? Le délégué français, M. Waddington, s'était bien rendu compte de cette violation des droits antérieurement reconnus, comme il apparaît dans une phrase prononcée au congrès, où il dit, par exemple : ...de ne pas lui cacher les difficultés locales qui existent...

Au congrès de Berlin, les puissances signataires n'avaient qu'à choisir entre ces deux voies : où reconnaître l'indépendance de la Principauté si durement gagnée pour être venue au secours de la civili-

1. Crezzulesco (Em.), *les Israélites en Roumanie*. Paris 1879.

sation chrétienne où de ne pas lui reconnaître l'indépendance ; mais les puissances ne devaient pas s'immiscer dans une affaire intérieure qui ne les concernait pas.

Mais allons encore plus loin et supposons que la Roumanie eût gagné son autonomie par le traité du 13 juillet 1878 comme la Bulgarie. Est-ce aux puissances, de poser à tous ces États des restrictions sur des questions d'ordre intérieur ? C'est avec juste raison que M. Renault faisait remarquer, au lendemain du traité de Berlin, qu'un congrès n'est pas compétent pour trancher de pareilles questions : (1).

Dès qu'un État observe les règles du droit dans ses rapports avec les autres États, il doit pouvoir se gouverner et administrer comme il l'entend sans que d'autres États aient la prétention de lui imposer des lois sur des matières qui ne les regardent pas...

Si la Serbie, le Monténégro et la Roumanie réunissent les éléments essentiels qui font les États souverains, ils doivent être reconnus comme tels, quelle que soit leur manière de voir en ce qui touche la liberté religieuse, l'accessibilité des habitants aux fonctions publiques, etc...

Et, M. Renault prévoyait, dans l'avenir, des difficultés qui surgiraient de l'abus de ces prétentions

1. Renault. (L). *op. cit.*, p. 25.

des puissances : « Ces trois États vont certainement mettre leur législation en conformité avec les désirs du congrès, mais des embarras surgiront nécessairement. Qu'une mesure de police doive être prise par exemple à l'égard de telle ou telle manifestation religieuse, les individus qui en auront été l'objet, recourront à l'intervention des puissances qui vont donc exercer un contrôle permanent sur l'administration intérieure de ces pays. »

Pourquoi l'Europe s'est-elle montrée si rigoureuse envers la Roumanie ? A-t-elle donc oublié que dans la plupart des États qui la composent, l'émancipation des Juifs ne date que de la seconde moitié du *xix^e* siècle et que, jusqu'à ce qu'elle fût réalisée, la condition des Israélites était souvent plus précaire dans ces pays, qu'elle ne l'était, à cette époque en Roumanie.

Faut-il rappeler que, dans les États protestants, les catholiques étaient, jusqu'à une époque récente, frappés de certaines incapacités ? Si l'Europe a mis plusieurs siècles à s'affranchir de ces préjugés qui fondent les incapacités civiles et politiques sur la différence des religions, elle ne saurait exiger que la Roumanie franchit, d'un seul coup, toutes les étapes qu'elle avait été si longue à parcourir pour arriver à l'égalité absolue de toutes les confessions. Il ne faut pas oublier que la Roumanie, sans être née d'hier à la civilisation, a longtemps été opprimée par la

Turquie et qu'elle n'a pas encore une longue pratique des libertés politiques (1).

Certains auteurs ont affirmé que le Congrès de Berlin avait solennellement garanti la liberté religieuse dans les États balkaniques et l'avaient mis comme condition *sine qua non*, dont l'inexécution, aurait eu comme sanction le retrait de la reconnaissance de l'autonomie de la Roumanie (2).

C'est aller trop loin. Car dans l'article 44 on ne trouve aucune condition ; il n'y a aucun rapport entre la disposition de l'article 44 et celle de l'article 61. Dans le second article (art. 61) on trouve expressément stipulé que les puissances surveilleront l'application des réformes que la porte introduira en faveur des Arméniens.

Par contre, dans l'article 44 on ne trouve aucune trace d'une semblable défiance. Et un examen attentif des textes nous démontre que les puissances n'ont pas mis aucune condition résolutoire ou suspensive par l'article 44, à la reconnaissance de l'autonomie de la Roumanie (3).

Par conséquent, dit M. Piedelièvre, à ce sujet que :
« le traité de Berlin, en faisant du respect à l'égalité

1. Rey, *op. cit.*, p. 69.

2. Bluntschli, le Congrès de Berlin et sa portée au point de vue international (*Rev. de droit intern. et L. C.*, t. XI, p. 412).

3. E. Nyss, *Quelques définitions du droit international* (*Rev. de droit intern. et législation comparée*, 2^e série, t. V, 1903, p. 292).

de droit de tous les citoyens par la Roumanie, la Serbie et le Monténégro, la condition de leur reconnaissance, nous paraît leur avoir moins imposé que recommandé l'observation d'un principe admis par la généralité des peuples civilisés ; en tous cas, les puissances signataires nous semblent avoir subordonné à l'adoption de ce principe, leur intervention, au cas où il s'agirait de défendre l'indépendance des nouveaux États contre les entreprises et les dangers qui les menacent (1).

1. Piedelièvre, *Précis de droit intern. public*, 1894, p. 99.

NÉGOCIATIONS
ENTRE
LA ROUMANIE ET LES PUISSANCES
POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 44

Le 18-30 juin 1878 arriva à Bucarest, de Berlin, le télégramme décisif des délégués roumains au congrès, Bratiano et Cogalniceano, faisant savoir que tous les membres du congrès — y compris, à la fin même le comte Andrassy — leur avaient dit que la Bessarabie serait perdue et que l'indépendance du pays, comme celle de la Serbie, ne serait reconnue que si la différence de religion n'était plus, à l'avenir, un obstacle pour l'acquisition des droits politiques et de citoyen, c'est-à-dire sous la condition expresse que la Roumanie accorde à ses habitants juifs les droits politiques.

En Roumanie, on sentait la nécessité de remanier à fond l'article 7 de la constitution roumaine qui disait : « La qualité de Roumain s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par les lois civiles. Les étrangers du rite chrétien peuvent

seuls obtenir la naturalisation. Cet article devait être en tout cas remanié.

La France, l'Angleterre et l'Allemagne s'associèrent solidairement pour résoudre la question des Israélites en Roumanie, et on fit connaître au représentant roumain à Berlin, M. Liteano, le 8-20 déc. 1878, le résultat de cette entente (1). Le gouvernement roumain désirait, avant tout, la reconnaissance de l'indépendance du pays par les puissances, celles-ci devant se contenter de l'assurance donnée par la Roumanie, qu'elle mettrait à exécution les décisions du Congrès de Berlin.

L'ambassadeur anglais, écrivait M. Rosseti, m'a fait dire que la Roumanie devait appliquer la liberté religieuse avant qu'on la reconnût comme État indépendant (2).

Le gouvernement roumain fit tout pour changer l'opinion des grandes puissances, mais ce fut en vain.

Au commencement de 1879, le corps législatif vota quelques naturalisations. Les débuts de cette mise en exécution des résolutions du Congrès furent mal accueillis par le gouvernement anglais.

1. Julius Plotke, *op.*, *cit.*

2. De même, M. Waddington, ministre des Aff. étrangères à M. de Bacourt, gérant de l'agence et consulat général de France à Bucarest, 12 avril 1879. *Question de la reconnaissance de la Roumanie* (V. Livre jaune, 1879).

« He appeared to consider almost all the Jews in Roumania to be aliens, but he said that increased facilities would be given to them to become naturalized » (1).

Le gouvernement roumain voulut appliquer la naturalisation individuelle à l'émancipation des Israélites, mais le cabinet britannique déclara sans ambiguïté, qu'il ne voyait pas, dans cette mesure, une solution. Et il donna des instructions à son représentant à Bucarest :

« I have to state to you that Her majesty's Government do not consider that the passing of a law tho enable Jews to apply individually to the Roumania legislature for naturalisation would be a sufficient compliance with the Article of the Treaty of Berlin wich provides for the removal of all religions disabilities in Roumania (2) ».

La session extraordinaire des Chambres de revision s'ouvrit le 22 mai/3 juin 1879 par un discours du prince Charles, lequel s'exprimait ainsi en ce qui concerne l'article 7 : « Ces restrictions, sans avoir garanti d'une manière efficace nos intérêts économiques, n'ont eu d'autre effet que d'exposer le pays aux plus injustes soupçons d'intolérance religieuse. En faisant diparaître de ces dispositions

1. *Correspondance relative to the Recognition of the Independence of Roumania*, 1880, p. 1.

2. *Ibid.*, p. 4.

législatives ce qui pourrait leur imprimer le caractère d'une exclusion religieuse, en les mettant d'accord avec le grand principe que nul ne doit être privé de la jouissance et de l'exercice d'un droit à cause de sa croyance religieuse, nous donnerons satisfaction à la préoccupation principale qui a dicté l'article 44 de Berlin (1). »

Les représentants de la France, de l'Angleterre et d'Allemagne demandèrent qu'on accordât au moins des droits politiques aux Israélites ayant satisfait aux obligations de service militaire ou à ceux d'entre eux qui étaient domiciliés depuis quelques générations dans la principauté.

Le père du roi écrivit une lettre à son fils, en lui disant qu'« il est temps d'appliquer : sans ambage, l'égalité politique aux Israélites (2) ».

En présence des réclamations des puissances, le prince, dans un conseil de ministres, proposa, enfin, pour solutionner la Question israélite (3) :

1° L'abrogation de la disposition restrictive de l'article 7.

2° La faculté pour les Israélites nés de père israélite étranger en Roumanie et qui n'avaient jamais joui d'une protection étrangère, d'obtenir les droits

1. Memorial Diplomatique du 14 juin 1879. — Rey F., *op. cit.*, p. 26.

2. Mémoires du roi Charles (en all.), vol. IV, p. 174.

3. *Ibid*, vol. IV, p. 188. — Julius Plotke, *op. cit.*

civils et politiques à la condition de satisfaire à l'une des quatre conditions suivantes :

- a) l'accomplissement du devoir militaire.
- b) paiement d'impôt.
- c) l'obtention d'un diplôme supérieur d'une école roumaine.
- d) exercice d'une profession dans le pays.

Comme nous le voyons le prince voulait une naturalisation graduée des Israélites d'après certaines catégories.

Par contre, la commission, chargée d'élaborer un projet de loi sur la matière, proposait la naturalisation individuelle avec un stage de dix ans.

Les puissances firent savoir au gouvernement roumain que la proposition de la commission n'était pas conforme au but que se proposait l'article 44 du traité de Berlin. Pour ne pas donner à leur démarche le caractère d'un ultimatum, l'Allemagne, l'Angleterre et la France et l'Italie chargèrent l'Autriche de demander à Bucarest que l'article 44 du traité fut inséré dans la constitution à la place de l'article 7 (1).

Cette demande des puissances ayant causé une grande émotion en Roumanie, le gouvernement roumain adressa à ses agents à l'étranger une note circulaire en date du 27 juin (9 juillet) dans laquelle il se plaignait que l'Europe eût procédé, à son égard, d'une

1. *Livre Jaune*, 1879, p. 6 et s.

manière impérative en insérant dans la dernière note les conditions qu'elle mettait à la reconnaissance de la Roumanie, au lieu de les indiquer dans un protocole ; c'était pour les Roumains plutôt une injonction de régler sans aucun retard une question d'ordre purement intérieur, d'une grande importance politique, nationale et sociale. Le gouvernement roumain exposait, suivant son point de vue, la Question israélite et concluait qu'on ne pouvait, sans un grand danger pour le pays, accorder le droit aux Juifs d'acheter des immeubles ruraux, ni leur accorder des droits politiques (1).

En réponse, à la note du gouvernement austro-hongrois, il communiqua aux puissances le projet arrêté au conseil des ministres sous la présidence du prince, émancipant cinq catégories d'Israélites (2).

Le ministre Stourza, qui s'était rendu à Berlin, après avoir fait remarquer au gouvernement allemand qu'il lui était impossible d'insérer le texte de l'article 44 du traité dans la Constitution roumaine, parce que sa forme ne s'y prêtait pas et que les Chambres refusaient de l'accepter, soumit aux représentants des puissances les propositions suivantes :

« La religion n'est pas un empêchement à la jouis-

1. *Mémorial diplomatique*, du 26 juillet 1879. — Voir les *Débats à la Chambre des députés française* (*Journal officiel* du 1^{er} août 1879, p. 7892, 2^e colonne).

2. Rey (F), *op. cit.*

sance et à l'exercice des droits civils et politiques. Des lois spéciales détermineront l'application de ce principe. Le droit d'acheter des propriétés rurales est rattaché aux droits politiques.

» Les droits acquis en vertu des lois antérieures sont maintenus et respectés. La qualité de Roumain s'acquiert par la disposition de l'article 16 du Code civil, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par les lois en général » (1).

Ensuite, les Chambres roumaines devaient voter une loi énumérant les cinq catégories d'Israélites susceptibles d'acquérir les droits politiques.

C'est ainsi que les propositions soumises par M. Stourza au ministre des Affaires étrangères allemand prévoyait l'octroi de ces droits aux cinq catégories suivantes :

1° Ceux ayant satisfait aux lois militaires ou ayant servi sous les drapeaux ;

2° Ceux ayant obtenu des titres académiques en Roumanie ou ceux ayant passé les cinq premières classes de lycée moderne ou réel ;

3° Ceux ayant doté l'État d'œuvres d'éducation ou de bienfaisance ;

4° Ceux ayant publié un ouvrage en langue roumaine ;

1. Documents diplomatiques, *Question de la reconnaissance de la Roumanie*, p. 16 et 17. — Julius Plotke, *op. cit.*

5° Ceux ayant fondé des fabriques, à l'exception de distillerie d'eau-de-vie (1).

De son côté, M. de Radovitz demanda que la naturalisation fût accordée aux propriétaires dans les villes, qui possédaient un revenu d'au moins 100 ducats (conformément à l'article 60 de la proposition roumaine) et aux commerçants et industriels qui payaient un impôt de 80 piastres (conformément à l'article 61 de la même proposition). En dehors de ceux-ci, on devait naturaliser un certain nombre d'Israélites.

Et au surplus, il restait aux autres, les moyens du Code civil pour se faire naturaliser, c'est-à-dire d'après l'article 16, en faisant une supplique, etc...

L'ambassadeur français à Berlin, M. de Saint-Vallier, d'accord avec les représentants anglais et allemands, faisait savoir à M. Stourza que le dernier moyen de naturalisation, proposé (la naturalisation au bout de dix ans), avait quelque chose d'excessif et qu'un stage de trois ans comme en France, était suffisant pour la naturalisation. Et qu'il serait préférable d'accorder la naturalisation par un acte d'autorité plutôt que par des lois, car ce dernier présenterait plus de difficultés. De plus la naturalisation devrait être accordée par catégorie plutôt que par naturalisation individuelle.

M. Saint-Vallier terminait ainsi son rapport :

1. *Mémorial diplomatique*, 1879, p. 13.

« M. Stourza n'a pas contesté mes observations et s'est déclaré prêt à rechercher un moyen de faciliter aux Israélites, l'obtention de la naturalisation roumaine » (1).

M. Stourza, dans une conversation échangée avec M. de Radovitz, promit d'abaisser la durée du stage nécessaire pour l'obtention de la naturalisation de dix ans à un an. Le gouvernement anglais n'en manifesta pas moins son mécontentement. L'Exchange Office, en effet, déclara regarder comme un acte de pitié, de concession, la naturalisation individuelle offerte par le gouvernement roumain plutôt qu'une acceptation du traité de Berlin, et que, dans ces conditions, l'Angleterre ne se considérait pas comme satisfaite.

Pendant que l'on cherchait, de part et d'autre, une solution acceptable pour les puissances et pour la Roumanie, le cabinet Bratiano, fut obligé de se retirer. Le 14 juillet, la Chambre avait nommé un comité chargé de rédiger, d'accord avec le gouvernement, un projet de transaction ; mais ce comité ayant refusé toute entente, la tentative de conciliation échoua, et le ministère donna sa démission le 16 juillet (2). Sa situation était d'ailleurs très difficile, tant à cause des attaques de l'opposition qu'en raison de la difficulté qu'il éprouvait à réunir une majorité

1. V. *Livre jaune*, 1879, p. 23.

2. Rey, *op. cit.*, p. 26.

des deux tiers exigée par la Constitution pour sa révision.

Le ministère fut reconstitué le 23 juillet par l'adjonction des éléments modérés de l'opposition ; Bratiano resta à sa tête, mais confia le portefeuille des Affaires étrangères à M. Boeresco (1). Dans son programme le nouveau cabinet déclarait qu'il soutiendrait, à côté de la reconnaissance de l'égalité religieuse et de la liberté des cultes, une solution basée sur le principe de la naturalisation qui excluerait toute catégorie, ainsi que sur des restrictions spéciales pour l'acquisition de la propriété rurale (2) ».

Le gouvernement Roumain envisageait la revision de l'article 7 de la constitution, à deux points de vue : 1° au point de vue international, il se conformerait au traité de Berlin en insérant, dans la Constitution, le principe contenu dans l'article 44 du traité ; 2° et au point de vue interne, il devrait se baser sur le principe de la naturalisation individuelle, excluant toutes catégories, et admettrait à la naturalisation tout étranger, juif ou autre, conformément à la loi civile sans distinction de religion.

Quant au passé, le gouvernement ferait voter des listes contenant les noms des Juifs qui seraient suffi-

1. Rey, *op. cit.*, p. 27.

2. *Mémorial diplomatique*, du 22 août 1879.

samment assimilés à la nation et sans aucun stage. D'autre part, il maintiendrait les restrictions relatives à l'acquisition des propriétés rurales (1). Donc M. Boeresco substituait les listes nominales aux catégories proposées par M. Stourza, mais ce n'était qu'une question de forme car les listes devaient contenir les mêmes individus que les catégories (2). M. Boeresco, pour mieux appuyer son projet auprès des puissances, fit un voyage dans les capitales européennes ; mais ses propositions furent mal accueillies (3).

Dans l'espoir de modifier les intentions des puissances, le cabinet Bratiano, à son tour, soumit aux puissances, le 28 août, un mémoire sur l'article 7 de la constitution. Dans ce mémoire, le cabinet roumain affirmait que l'article 44 du traité de Berlin n'avait fait que poser un principe dont le congrès avait laissé la Roumanie libre de choisir le mode d'application, sans lui en imposer aucun. Il reconnaissait que la difficulté portait surtout sur la situation des Juifs établis en Roumanie au moment du traité de Berlin et le gouvernement roumain s'appuyait sur les législations des autres puissances pour refuser l'émancipa-

1. Circulaire de M. Boeresco aux agents roumains à l'étranger du 13/25 juillet 1879. — V. le *Livre jaune*. 1879, p. 18. *Mémorial Diplomatique* du 23 août 1879. — Rey, *op. cit.*, p. 28.

2. Rey, *op. cit.*, p. 28.

3. V. *Livre jaune*, 1879, p. 24 et suiv.

tion en masse à tous les Israélites. D'après le projet du gouvernement roumain, il y aurait eu trois catégories de Juifs ; ceux qui seraient devenus citoyens roumains en obtenant la naturalisation et qui auraient eu le même droit que les Roumains ; ceux qui, n'ayant pas bénéficié de la naturalisation, seraient sujets roumains et auraient le droit de servir dans l'armée, d'acheter des immeubles dans les villes, d'être avocat et d'exercer toute profession ; enfin les Israélites étrangers (1).

Pendant ce temps, l'opinion des hommes politiques étrangers (principalement allemands) commença à évoluer.

L'affaire des chemins de fer de la compagnie allemande Strussberg où des capitaux des magnats silésiens étaient engagés fut réglée et une entente intervint entre le gouvernement roumain et cette compagnie, entente toute à l'avantage de cette dernière.

Au commencement de septembre 1879, le représentant roumain à Berlin, Liteano, pouvait télégraphier à son gouvernement des paroles rassurantes : « que l'opinion à Berlin est devenue amicale pour la Roumanie et qu'un courant antisémite se manifeste dans les milieux officiels ; et que le moment opportun

1. Rey *op. cit.*, p. 29.

est arrivé pour donner une solution à la Question israélite (1). »

Le gouvernement roumain comprit qu'il fallait en profiter, c'est pourquoi on suspendit les entretiens avec les ambassadeurs à Berlin sur l'article 7 et on décida, au cours des pourparlers avec les puissances, d'ajourner l'exécution de vœux émis au Congrès de Berlin (2),

1. Mémoires du roi Charles, vol. IV, p. 247-248 (en all.).

2. Julius Plotke (*Die Rumænischen Juden unter Fürsten und König Karl*), dit: « Indessen zu gleicher Zeit drehte sich der Wind in Berlin; und damit hatte die dritte Phase der Verhandlungen begonnen. Die Bemühungen des Vaters des Fürsten eine Unstimmung des Deutschen Kabinetts herbeizuführen dass interesse slesischer Magnaten, welche Materiell bei der Rumænischen Eisenbahngesellschaft mit beträchtlichen Beträgen beteiligt waren, an der Regelung der Eisenbahnfrage die infolgedessen eintretende Verquickung dieser Eisenbahnfrage mit der Ausführung des Berliner Vertrags, der Wunsch in der ersteren Beziehung die Nachgiebigkeit Rumæniens rascher zu erlangen und die eben sich ins Werk setzende Bewegung gegen den Liberalismus, der erste Vorbote des Antisemitismus, dies alles führte dazu, dass nach und nach sich ein Umschwung in Berlin vorbereitete (Memoire du roi Charles, (All.) vol. IV, p. 234).

DÉBATS AU PARLEMENT ROUMAIN

POUR SOLUTIONNER LA QUESTION ISRAÉLITE

REVISION DE L'ARTICLE 7 DE LA CONSTITUTION

Le gouvernement, entré en lutte avec le pays, était disposé à donner une solution plus ou moins favorable, à la Question israélite. Mais l'émotion du peuple était à son comble et se manifestait par une violente agitation. Dans les milieux politiques de vives discussions s'élevèrent sur la force obligatoire de ce traité, et les avis étaient bien partagés. D'aucuns, comme MM. Boeresco, Majoresco, étaient d'avis de reconnaître la force obligatoire du traité ; par contre d'autres comme MM. Conta, Alexandri, etc., étaient d'avis contraire ; M. Vernesco, lui, prétendait que le traité était un acte international et par suite obligatoire, seulement sauf pour la « Question israélite » qui, à son point de vue n'était pas une question internationale et par conséquent relevait uniquement de la législation intérieure ; dans ces conditions le pays pouvait donc résoudre cette question à son gré.

M. Boeresco, dans un discours prononcé à la Chambre des députés, expliqua, par la suite, son opinion en ces termes : « Si le traité est international, comment donc l'article 44 ne serait-il pas international ? De quoi s'occupe cet article ? évidemment de la « Question israélite » !.. Sans doute que « la Question Israélite » doit être *nolens-volens* une question de droit international.

» Pourquoi voulez-vous que nous nous cachions la vérité et que nous nous égarions... et avec nous la nation ?... » (1)

D'autre part, la volonté du gouvernement de mettre en exécution les clauses du traité apparaît dans la discussion de la révision de l'article 7 devant la Constituante.

M. Boeresco, ministre des Affaires étrangères, dont l'opinion n'avait pas varié, dans le cours du temps, s'exprime ainsi devant la Chambre : « Messieurs les députés, quand on nous a communiqué le traité de Berlin, rappelez-vous bien Messieurs, que la nation a été consultée et que les anciennes Chambres se sont prononcées à l'unanimité, qu'elles reconnaissaient le Traité de Berlin, et qu'il y aurait lieu à une révision de l'article 7. Voilà un fait positif ! donc la volonté de la nation a été solennellement manifestée à reconnaître le traité de Berlin et à réviser l'article 7. Il

1. Discours de M. Boeresco le 12/24 septembre 1879.

faut donc à présent, que notre politique soit en accord avec cette volonté »...

M. Majoresco, représentant l'ancien parti du gouvernement, partageait presque les mêmes opinions :

« Au moment où le Congrès de Berlin s'était réuni, vous avez vu que deux de nos ministres sont partis à Berlin pour présenter les doléances du pays, au nom du gouvernement, de la Chambre et du Sénat et du pays, comme en 1857. Nous nous sommes mis en relations avec le congrès pour qu'il s'occupe et règle, notre sort international. Eh bien ! vu cette procédure, je ne crois pas, aujourd'hui, prudent, ni juste, de dire à l'Europe, après les choses passées, nous ne voulons plus rien savoir de vous malgré que vous demandiez, par le traité de Berlin, quelque chose déjà prévu dans la Convention de Paris : ce que nous avons accepté depuis longtemps, nous le refusons aujourd'hui ». Ce serait imprudent et pas loyal de notre part. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter le point de vue de ceux qui sont contre la révision de la constitution, et nous croyons bon et à juste titre, de procéder à la révision de l'article 7 » (1).

Pendant ce temps, le gouvernement s'efforçait de traiter avec les Israélites à l'intérieur du pays, pour résoudre cette question. La grande majorité des gens cultivés, qui ne formait malheureusement

1. Discours de M. Majoresco du 11/23 septembre 1879.

qu'une infime minorité de la population israélite, s'efforça d'éviter des difficultés au gouvernement à l'extérieur, et entra en discussion avec lui, en vue d'un arrangement. Dans une lettre adressée au journal *Timpul*, ce petit groupement israélite s'exprimait ainsi :

« Nous déclarons hautement que nous n'attendons rien de l'étranger, mais au contraire, nous attendons avec respect et dévouement la décision qui sera prise par la nation roumaine dans sa souveraineté. Nous n'avons pas voulu, et nous ne voulons entrer dans la cité roumaine, qu'avec le consentement et la volonté du peuple roumain. »

Malheureusement, je le répète, cette minorité ne pouvait rien faire ; et surtout la campagne menée par la journal israélite *Fraternitea* en faveur d'une intervention étrangère et les appels à l'étranger achevèrent de déconsidérer les Israélites aux yeux des Roumains. (1)

Dans le discours du trône du 15/27 novembre 1879, le prince s'efforça également de calmer l'opinion, aussi bien à l'intérieur du pays, qu'à l'extérieur, en déclarant qu'il chercherait « à faire disparaître de notre constitution, le principe de l'inégalité politique à cause de religion... »

1. Procès Brociner-Petreano le 27 janvier 1912 (*Universul* du 29 janvier 1912).

Les représentants de la nation, déjà, dans le message de la Chambre et du Sénat du 9/21 et du 10/22 décembre 1878, en réponse au discours du trône disaient : « Les lois de notre pays n'ont jamais admis l'inégalité politique entre les Roumains pour cause de religion. Les dispositions de l'article 7 de la constitution qui interdisaient aux étrangers de rite non chrétien, d'obtenir des droits politiques, n'ont jamais été qu'une mesure d'ordre social et économique... Nous croyons que la disposition de l'article 7 de la constitution devrait disparaître » (1).

Dès le commencement de juillet 1879, plusieurs projets de lois tendant à l'abrogation des dispositions en question furent proposés dans les deux Chambres. Dans la séance de l'Assemblée constituante du 4/16 septembre 1879, M. B. Conta, le rapporteur des comités de délégués donna lecture des résultats des débats suivis, tant dans les sections de la Chambre que dans les comités de délégués. Deux projets relatifs à la révision de l'article 7 de la constitution furent soumis à l'étude des sections de la Chambre, à savoir :

a) Le projet élaboré par la majorité de la commission d'initiative parlementaire, présenté par le rapporteur, M. G. Marzesco.

b) La proposition de M. P. P. Carp, faite dans le sein de cette même commission, tendant à supprimer

1. *Moniteur officiel* du 22-23 décembre 1879,

purement et simplement le dernier alinéa de l'article 7 de la constitution.

La proposition Carp et la motion de non-revision ont été repoussées dans toutes les sections, et on a pris seulement en considération le projet de la majorité de la commission parlementaire... Parmi les amendements proposés dans les sections, le plus important est celui présenté par M. Costinesco dans la commission d'initiative parlementaire, et qui est rédigée en ces termes :

« Par exception aux susdites dispositions, et pour une et seule fois, le Corps législatif admet à la jouissance des droits de citoyen roumain, les personnes contenues dans la liste qui sera notée une seule fois dans cet article. On notera sur elle nominalement :

a) Les Israélites qui ont servi dans l'armée depuis l'application de la loi de recrutement de 1864 jusqu'à présent ;

b) Les Israélites qui possèdent un diplôme universitaire du pays, ou qui auraient obtenu au moins un diplôme de bachelier dans les écoles roumaines ;

c) Ceux qui ont fait une donation d'une valeur au moins 20.000 francs à une institution nationale, culturelle, ou de bienfaisance ;

d) Ceux qui ont introduit dans le pays une industrie ou une fabrique importante (sauf les fabriques d'eau-de-vie) ;

e) Ceux qui ont écrit dans la langue roumaine une œuvre littéraire ou scientifique.

Cet amendement, dit le rapporteur, auquel avait adhéré le gouvernement, a été proposé dans toutes les sections, mais a été repoussé partout. En présence de ce refus unanime, le Comité des délégués avait alors proposé de remplacer l'article 7 de la constitution par un autre projet. M. Conta fut admis par la majorité du comité en question, comme rapporteur de ce projet que voici :

*Projet des dispositions constitutionnelles pour
remplacer l'article 7*

ART. 7. — L'étranger de toute croyance religieuse peut obtenir les qualités de citoyen roumain en remplissant les conditions et formalités suivantes :

Il adressera au prince sa supplique de naturalisation, indiquant ses capitaux, son statut, la profession ou le métier qu'il exerce, et sa volonté d'établir son domicile sur le territoire de la Roumanie. Si, après une pareille demande, le pétitionnaire habite dix ans le pays, et par sa conduite et ses faits, démontre qu'il est utile au pays, les corps législatifs lui accorderont la naturalisation.

Pourront être dispensés de ce stage, ceux qui auraient rendu des services importants au pays; ceux qui auraient introduit dans le pays des industries importantes, des inven-

tions utiles ou des talents distingués ; ceux qui auraient fondé dans le pays de grands établissements de commerce ou d'industrie.

De même, pourront être dispensés du stage de dix ans, les étrangers nés et élevés en Roumanie, qui n'ont jamais joui d'une protection étrangère.

La naturalisation ne peut être accordée qu'individuellement, par une loi votée par le Corps législatif, sanctionnée et promulguée par le prince.

La qualité de Roumain se conserve et se perd conformément aux dispositions comprises dans le Code civil.

Une loi spéciale déterminera le moyen par lequel les étrangers pourront établir leur domicile sur le territoire de la Roumanie. Seuls les Roumains et les naturalisés peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. Les étrangers ne peuvent acquérir de pareils immeubles que par la succession *ab intestat* (1).

La minorité du Comité des délégués présenta un contre-projet ainsi conçu :

ART. 7. — L'étranger de toute croyance religieuse peut obtenir la qualité de citoyen roumain en remplissant les conditions et formalités suivantes :

a) Il adressera au prince sa supplique de naturalisation, indiquant ses capitaux, son statut, la profession ou métier qu'il exerce, ainsi que sa volonté d'établir son domicile sur

1. Déclarations faites dans la séance du 4/27 septembre 1879.

le territoire de la Roumanie. Si après une pareille demande le pétitionnaire habite dix ans dans le pays, et si par sa conduite et ses faits, il démontre qu'il est utile au pays, le Corps législatif pourra lui accorder la naturalisation ;

b) Pourront être dispensés de ce stage de dix ans :

1° Celui qui aurait rendu des services importants au pays ; celui qui aurait importé des inventions utiles ou des talents distingués, qui aurait fondé dans le pays de grands établissements de commerce ou d'industrie ;

2° L'étranger né et élevé en Roumanie, et qui n'a jamais joui d'une protection étrangère ;

c) La naturalisation ne peut être accordée qu'individuellement par une loi votée par le Corps législatif, sanctionnée et promulguée par le prince ;

d) La qualité de Roumain se conserve et se perd conformément aux dispositions comprises dans le Code civil ;

e) Exceptionnellement aux susdites dispositions et pour une seule et unique fois, les corps législatifs admettent à la jouissance des droits de citoyen roumain, les Israélites indigènes, qui n'ont jamais joui d'une protection étrangère, mais qui se sont assimilés par leurs conduites, mœurs, langue et aspirations à la nation roumaine, et qui sont notés dans la liste qui sera votée une fois pour toutes avec cette loi ;

f) Jusqu'à l'expiration des termes des conventions commerciales, conclues avec les différents États européens, l'acquisition de la propriété foncière rurale reste soumise aux lois actuellement en vigueur.

Cette contre-proposition porte les signatures de MM. D. Giani, colonel D. Lecca, Latésco, etc.

En dehors de ces deux projets, il fut proposé, comme nous l'avons vu, une motion disant qu'il n'y avait pas lieu de reviser l'article 7 de la Constitution; c'est « la motion des 22 », que voici :

Considérant que la Roumanie, avant l'acquisition et proclamation de son indépendance, a joui du droit absolu de légiférer, qui lui a été reconnu plusieurs fois par les mêmes puissances protectrices ou garantes; considérant que ce droit d'autonomie avait acquis une consécration encore plus solennelle, du fait d'une acquisition de l'indépendance par le peuple roumain avec des grands sacrifices de sang et de toutes sortes; considérant que chaque nation est juge de sa dignité, et des droits qui lui assurent le respect; que son devoir consiste à les défendre par tous risques et moyens; qu'une nation est maîtresse de ses actions en tant qu'elle ne blesse pas les droits propres d'une autre, et en tant qu'elle n'est pas liée par une obligation parfaite externe (convention); et même si elle abusait de sa liberté, elle commettrait une faute; mais les autres doivent la supporter, n'ayant aucun droit de lui imposer des ordres...

Considérant hors de toute controverse que chaque État a le droit de fixer librement les conditions dans lesquelles il accorde, retire la qualité de citoyen; considérant que les puissances européennes réunies au Congrès de Berlin se sont basées sur une erreur, en ce qui concerne les sentiments de tolérance religieuse de la Roumanie; considérant que

cette punition est contraire à l'équité, car elle suppose des sentiments de barbarie, d'intolérance et de persécution contre les Israélites ;

Considérant que la Roumanie, loin de mériter ces reproches et ces qualifications infamantes a donné des preuves plus visibles de son libéralisme et des dispositions d'émancipation pour tous les habitants du pays et de l'extérieur ; car, seule dans ces dernières années, la Roumanie a affranchi les tziganes, émancipé les paysans corvéables, donné des droits politiques aux Arméniens et a contribué par son sang, à l'émancipation même des peuples d'autres races comme les Grecs et les Bulgares...

.
Déclare qu'il ne peut pas y avoir lieu pour le moment à une révision, de l'article 7 de la Constitution.

Cette motion fut signée par 24 députés, parmi lesquels MM. C. Ghica, E. Ghica, J.-C. Négrutzi, P. Casimir Ciupercesco, Blarenberg, etc...

Dans cette séance du 4-16 septembre 1876, le président du Conseil déclara ouvertement qu'il n'adhérait pas à cette motion. De même, M. P.-P. Carp retira son projet.

Après le retrait de ces propositions, M. Boeresco, ministre des Affaires étrangères, déposa à son tour, le 13-25 du même mois de septembre, un nouveau projet de loi sur lequel M. D. Giani, nommé rapporteur, déposa son rapport le 7 octobre suivant.

Voici le projet de loi élaboré par le gouvernement, pour la revision de l'article 7 de la Constitution :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 7 de la Constitution est révisé et remplacé par le suivant :

ART. 7. — La différence de croyances et confessions, ne constitue pas, en Roumanie, un empêchement à l'obtention des droits civils et politiques et à leur exercice.

1° L'étranger, sans distinction de religion, soumis ou non, soumis à une protection étrangère, peut obtenir la naturalisation sous les conditions suivantes :

a) Il adressera au gouvernement sa demande de naturalisation, dans laquelle il mentionnera le capital qu'il possède, la profession qu'il exerce et sa volonté d'établir son domicile en Roumanie ;

b) Il habitera à la suite de cette demande dix ans dans le pays et démontrera qu'il lui a été utile par ses faits ;

2° Seront dispensés de ce stage :

a) Ceux qui auraient apportés dans le pays des industries, des inventions utiles ou des talents distingués, ou qui auraient fondé des grands établissements de commerce ou d'industrie ;

b) Ceux qui, étant nés et élevés en Roumanie, de parents établis dans le pays, n'ont jamais joui, ni les uns ni les autres d'une protection étrangère ;

c) Ceux qui ont servi sous les drapeaux pendant la guerre pour l'indépendance et qui pourront être naturalisés en mode collective, à la suite de la proposition du gouvernement, par une seule loi, et sans autre formalité ;

3° La naturalisation ne peut être accordée qu'individuellement et par la loi ;

4° Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles les étrangers pourront établir leur domicile en Roumanie ;

5° Les Roumains et les naturalisés roumains, pourront seuls acquérir des immeubles ruraux en Roumanie.

Les droits acquis jusqu'à présent sont respectés.

Les conventions internationales, aujourd'hui existantes, restent en vigueur avec toutes les clauses et termes qui y sont compris.

Tous ces projets de loi et même celui du gouvernement, donnèrent lieu à des discussions intéressantes ; deux jurisconsultes surtout rivalisèrent de talent et de science : ce furent, M. Boeresco et M. Majoresco, actuellement ministre des Affaires étrangères. Citons quelques passages de la discussion :

« On se demande si l'article 7 doit être révisé. Oui, répond M. Majoresco... moi, personnellement, j'ai toujours été contre l'article 7 parce que je l'ai vu comme un danger pour nous, et la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui le démontre ; je suis d'avis de le réviser, mais comment ? Je me trouve devant un projet de la majorité, qui au point de vue du pays, je le reconnais, est conforme avec les nécessités du temps, car on efface cette prohibition,

et on admet des facilités à la naturalisation et on garantit autant la propriété rurale que notre nationalité par la naturalisation individuelle ».

M. Majoresco réfute, dans les termes suivants, les idées de ceux qui prétendaient que le traité de Berlin n'avait aucune liaison avec le Congrès de Paris : « remarquez le traité de Berlin, et vous verrez dans son préambule qu'il se réclame d'être la continuation du traité de Paris. Voici, en effet, ce que nous lisons :

« Au nom du Dieu tout-puissant :

S.M. l'Empereur d'Allemagne, S. M. l'Empereur d'Autriche-Hongrie, etc, désirant régler dans une pensée d'ordre européen, conformément aux stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des dernières années dont le traité préliminaire de San Stefano a marqué le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un congrès serait le meilleur moyen de faciliter leur entente. A cet effet... »

M. Majoresco ajoute : « la question de savoir si nous recevrons les Israélites individuellement par la naturalisation, ou par catégorie est une question qui nous est réservée d'après le droit public ; la Convention de Paris de 1858 nous a laissé le droit d'autonomie quand nous étions plus faibles, et nous a dit : *« vous étendrez les droits politiques aux Israélites par des dispositions législatives, selon que vous les*

croirez nécessaires » ; comment donc aujourd'hui, quand nous sommes plus puissants, quand vous ne nous donnez même pas la garantie de neutralité, comment donc aujourd'hui quand nous effaçons cet article restrictif, pourriez-vous entrer dans les détails de notre législation intérieure ? »

Dans la séance du 11/23 septembre 1879, M. Majoresco s'expliqua pourquoi il était partisan de la naturalisation individuelle : «... La Roumanie ne peut pas accepter que les étrangers s'introduisent dans son sein, imposés par les étrangers, sans qu'ils se donnent au moins la peine de documenter leur volonté de se faire naturaliser.

La naturalisation individuelle implique en soi la demande des Israélites, la manifestation de leur volonté d'être des citoyens roumains : grâce à elle, on écartera, dès le début, la mauvaise pensée qu'ils sont venus parmi nous, aidés par une pression étrangère ou par l'alliance israélite. Ils devront démontrer qu'ils désirent être Roumains, en nous disant : « Je me suis débarrassé d'une pression étrangère ; je désire travailler avec vous au bien du pays. »

Si vous n'agissez pas de cette façon, si vous acceptez une liste imposée par des étrangers sans que les Israélites la demandent, si vous acceptez les catégories sans qu'ils manifestent leurs volontés d'être reçus, vous aurez introduit parmi vous un élément ennemi, qui vous dira toujours : « Ce n'est pas grâce

à vous que nous avons reçu ces droits, mais grâce aux étrangers. »

M. P. P. Carp, auteur d'un des projets écartés, déclare que, lui aussi, est d'avis d'émanciper les Israélites ; il désire cette émancipation, il la souhaite, mais de quelle façon ?

« Eh bien, le moment est arrivé d'en finir avec cet état de choses, de montrer aux Israélites que nous ne voulons plus être avec eux en état de guerre ; nous voulons leur dire aujourd'hui qu'ils sont aussi des citoyens.

Mais, Messieurs, aucune transition ne peut se faire subitement : ce n'est pas nous qui avons demandé cet état de choses, ce n'est pas nous qui en sommes totalement responsables ; c'est pourquoi on ne peut pas nous demander de changer dans un jour, cet état de choses. Quant à moi, le premier moyen de transition est celui de garantir notre terre, et d'un autre côté, de prouver aux Israélites que nous voulons faire un sérieux effort pour leur émancipation en les recevant dès à présent en petit nombre, mais satisfaisant pour eux, dans notre cité.

C'est pourquoi j'ai fait ma proposition qui correspond à cet effort sérieux. Pourtant, ma proposition n'a pas été acceptée, et aujourd'hui nous avons affaire avec le projet de loi du gouvernement, et je n'ai rien à ajouter. Quand nous arriverons aux paragraphes, j'aurai l'honneur de vous présenter

les modifications et amendements que je crois de nature à améliorer la loi, dans le sens des idées dont j'ai parlé plus haut (1) ».

M. Boeresco, ministre des Affaires étrangères, avait les mêmes idées sur la Question Israélite. Il lui appartenait de combiner un projet qui, tout en tenant compte des exigences du pays, devait se concilier avec les exigences de la diplomatie européenne (2).

Par ailleurs, dans un discours où il rappelle son « *Mémoire* » aux puissances, M. Boeresco expliquait pourquoi le pays ne pouvait appliquer le principe de l'article 44 qu'avec le temps et graduellement et non d'un seul coup.

C'est que : « l'élément israélite est tellement nombreux chez nous et est resté trop longtemps isolé pour qu'une nation aussi petite que la nôtre, puisse soudainement introduire dans sa vie politique, et adopter un élément hétérogène de cette importance. et non encore assimilé ». Pourtant, disait le ministre : « nous sommes très convaincus qu'il est d'un grand intérêt pour la nation que nous assimilions dans sa masse, tous les éléments divers qui n'ont pas une nationalité déterminée.

L'élément israélite est le plus nombreux de tous

1. Discours de M. P.-P Carp, du 29 septembre/1^{er} octobre 1879:

2. Discours de M. Boeresco du 12 octobre 1879.

ces éléments, et je n'ignore pas que nos intérêts économiques et nationaux exigent qu'on fusionne cet élément ; mais cette fusion doit se faire avec le temps, lentement, graduellement. Elle ne peut pas se faire spontanément et tout à coup ; elle a besoin de temps, pour que, petit à petit, les Israélites puissent s'assimiler avec la nation, dans l'éducation, dans les écoles, et plus ils s'assimileront, plus ils se naturaliseront, jusqu'à ce qu'ils soient complètement assimilés.

« Le système de naturalisation ne doit pas être vu par les puissances comme un moyen d'éloigner l'application du principe, mais comme un moyen pratique de l'appliquer sûrement et constamment.

Si nous procédons avec précipitation, en admettant le système d'émancipation, on apporterait une si grande perturbation dans nos relations, qu'il en résulterait un péril : nous serions forcés, au bout de peu de temps, de revenir sur la mesure.

C'est ce qui s'est produit en Angleterre, en 1754 ; la même chose est arrivée en France en 1808, etc. »

Puis M. Boeresco démontrant que le texte gouvernemental du nouvel article 7 n'allait en rien contre le traité de Berlin, et ne lésait aucunement les intérêts roumains, disait :

« Le traité de Berlin ne contient rien en ce qui concerne les moyens d'application du principe d'égalité civile et politique, dans son article 44, de telle sorte

que la nation est en droit d'adopter, comme moyen d'application, le système de naturalisation, car ce système répond mieux aux nécessités et difficultés intérieures ; ce système est plus conforme pour la fusion d'un élément aussi peu assimilable que celui des Israélites...

« ...Ce système a cela de bon qu'il n'introduit pas tout à coup dans la famille des citoyens roumains des éléments considérables, insuffisamment préparés, qui paralyseraient le mouvement vital et économique du pays, et anéantiraient même la source de la production et la richesse de la nation. Au contraire, en donnant le temps à ces éléments de se préparer et de s'assimiler, la fusion se fera graduellement et sans secousse. »

Il y a eu dans la Constituante, des orateurs tel M. Vernesco qui regrettaient d'avoir introduit l'article 7 dans la Constitution et par la suite annihilé les effets de la loi communale de 1864 et les articles 16 et 19 du Code civil.

Enfin, dans un discours à l'Assemblée constituante du 1^{er} octobre 1879, le Ministre des Affaires étrangères s'expliquait sur la dénomination faite aux Israélites par la loi : ... A vrai dire, messieurs, les femmes, les enfants, les mineurs, les interdits, sont Roumains de nation, mais ils ne sont pas citoyens. Ainsi les Israélites non soumis à une protection étrangère, peuvent être dénommés autochtones, comme ils ont été

nommés en 1864, ou indigènes comme M. Marzesco les nomme, ou sujets roumains comme nous les nommons ; mais ils sont des sujets roumains, parce qu'ils n'ont pas la totalité des droits ; ils sont donc, en d'autres termes, des personnes avec une nationalité non déterminée ».

A propos du désir exprimé par l'Alliance israélite, d'attribuer la qualité d'étranger aux Israélites, M. Boeresco dans un discours à l'Assemblée constituante du 7/19 octobre 1879, disait : « Les étrangers sont ceux qui sont sous une protection étrangère, qui ont une nationalité étrangère. Mais les Israélites qui n'ont pas une protection étrangère ni une nationalité étrangère, qu'est-ce qu'ils sont ? et j'ai répondu dans le *Mémoire* à la page 19 : « allons plus loin aux objections, les Israélites qui n'obtiendront pas immédiatement la naturalisation seront-ils des étrangers ? Non, ils resteront ce qu'ils ont été toujours, sujets roumains...

Nous avons trouvé des Israélites étrangers et des Israélites autochtones, c'est-à-dire soumis au prince, ce qui veut dire soumis aux lois du pays, et ayant les mêmes charges que les nationaux. C'est un fait matériel indéniable...

Lisez le Règlement organique, lisez la collection des lois de Moldavie, et vous verrez réellement, que les Israélites non soumis à une protection étrangère sont nommés Israélites autochtones. Pourtant toutes

les anciennes lois, des plus vieux temps, prouvent que nous n'avons jamais eu des Israélites citoyens...

Jamais ils n'ont exercé les droits politiques, et ceci a été le plus puissant argument avec lequel j'ai combattu les catégories ; car les catégories supposent un droit préexistant, et nous ne pouvons supposer ce droit qui n'a jamais existé. »

Le ministre s'expliquant plus loin disait que le nom donné aux Israélites est indifférent ; ainsi la loi du 1^{er} avril 1864 nomme les Israélites : autochtones ; M. Marzesco dans un projet de loi disait : « Il n'a pas existé, il n'existe pas dans le pays, des Israélites roumains ; mais par contre, des Israélites indigènes... »

M. Jonesco, en parlant sur le projet de l'opposition, avait cité Cantémir, qui nommait les Juifs, sudites (sujets du Prince), c'est-à-dire soumis aux lois de la Principauté.

Avant que la discussion sur le projet de revision de l'article 7 de la constitution fut close, le rapporteur donna lecture d'une proposition de M. V. Alexandri conçue en ces termes : « En présence des légitimes mécontentements et de la grande agitation produite dans le pays par l'article 44 du Congrès de Berlin, qui blesse la Roumanie dans son droit absolu de légiférer, je propose de ne pas procéder à la revision de cet acte, avant que la Roumanie ne soit laissée à sa libre initiative et à son libre arbitre,

en ce qui concerne toute modification à sa Constitution, conformément à son droit absolu de légiférer, à ses intérêts économiques, nationaux, et à sa dignité d'État indépendant, qui, depuis des siècles s'est gouverné à sa guise. »

Cette proposition fut repoussée.

Le projet du gouvernement pour la revision de l'article 7 fut voté le 16/28 octobre 1879 par les deux Chambres ; on fit voter par les deux Chambres législatives la naturalisation de 883 Israélites qui avaient participé à la guerre (1). C'était un droit plus que mérité, et encore trop humblement récompensé.

1. Le Sénat vota 886 naturalisations le 17/29 octobre 1879 ; alors que la Chambre des députés accorda seulement 883 naturalisations le 19/31 octobre 1879.

POURPARLERS DE LA ROUMANIE
AVEC LES PUISSANCES A LA SUITE DE LA RÉVISION
DE L'ARTICLE 5

LA RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE
ROUMAINE

Après le vote de la loi du 16/28 octobre, le Cabinet roumain remit aux gouvernements étrangers une Note dans laquelle il exposait les difficultés qu'il avait éprouvées pour arriver à une solution qui serait, espérait-il, satisfaisante pour les puissances. Car il avait fait adopter l'insertion, dans la Constitution, du principe posé par l'article 44 du traité de Berlin, et il avait donné un commencement d'application à ce principe en admettant la naturalisation sans stage des Israélites qui avaient servi sous les drapeaux pendant la guerre. De même, la majorité constitutionnelle, des deux tiers, si difficile à obtenir, n'était plus désormais nécessaire, et les naturalisations seraient votées à la majorité simple (1).

1. Note du ministère des Affaires étrangères de Roumanie du 12/24 octobre 1879. — *Livre jaune*, 1879, p. 321. — *Mémorial diplomatique* du 8 novembre 1879. — Rey, *op. cit.*, p. 30.

Le vote de cette loi suscita une vive émotion à l'étranger ; sous cette impression, le 29 octobre 1879, le ministre Calimaki-Catargiu télégraphia de Paris, qu'on devait naturaliser un nombre important d'Israélites pour calmer l'impression défavorable produite à l'étranger par le vote des Chambres.

Dans une dépêche du 10/22 novembre 1879, envoyée par le gouvernement roumain à son représentant à Paris et communiquée au Quai d'Orsay, le gouvernement de Bucarest s'exprimait ainsi : « Il est hors de doute que cette exécution de la loi du 13/25 octobre 1879, se continuera loyalement et sincèrement, et que les pouvoirs publics s'emploieront à l'avenir comme ils viennent de s'employer présentement, à assurer le respect et à poursuivre l'application de la loi récemment votée. Le temps amènera ainsi le développement graduel de la réforme introduite dans la législation (1). »

Les puissances jugèrent que l'article 7 modifié, ne remplissait pas les conditions imposées à la Roumanie par le traité de Berlin. A la suite des pourparlers entre les différentes puissances on reconnut qu'il était impossible d'exiger du gouvernement roumain une nouvelle revision, mais on se détermina à demander à celui-ci de faire une déclaration précise de nature à garantir l'exécution de l'article 44

1. *Livre jaune*, 1879, p. 39.

du Congrès de Berlin. Des explications furent donc échangées avec le gouvernement roumain qui se décida à faire une déclaration officielle sur la « question israélite (1) ».

Cette déclaration parut suffisante au gouvernement italien qui reconnut l'indépendance de la Roumanie, ainsi qu'il résulte d'une communication faite à la Chambre des députés italienne dans la séance du 9 décembre 1879 par le ministre Cairoli, en réponse à une question posée par le député Maurigi sur les rapports de la Roumanie avec l'Italie. Cet exemple ne fut pas suivi de près par les autres puissances. Dans la séance de la Chambre des députés de France du 15 décembre 1879, M. Waddington, répondant à une question posée par M. Louis Legrand, disait : « que le moment ne lui paraissait pas encore venu de reconnaître l'indépendance de la Roumanie » (2).

Pourtant, l'attitude de l'Italie engagea la France, l'Angleterre et l'Allemagne à suivre la même voie et à s'efforcer de trouver une solution. Le gouvernement roumain leur offrit ; il fit solliciter par l'Autriche, l'envoi d'agents diplomatiques régulièrement accrédités des trois puissances à Bucarest. Les chancelleries intéressées se mirent d'accord pour procéder dans les mêmes termes et simultanément

1. Rey, *op. cit.*, p. 31.

2. *Journal officiel* du 16 décembre 1879, Débats parlementaires, p. 11155.

à la reconnaissance de la Roumanie, en accompagnant cet acte de certaines réserves propres à garantir une application plus complète du traité de Berlin. Le gouvernement français fut chargé de rédiger une Note qui devait être communiquée à Bucarest par les agents des trois puissances (1). En se basant sur les assurances données par M. Boeresco, la France, l'Angleterre et l'Allemagne reconnurent la Roumanie comme État indépendant.

Donc, par une Note adressée au gouvernement roumain le 20 février 1880, les gouvernements français, anglais et allemand se bornèrent à reconnaître l'indépendance de la Roumanie en disant qu'ils ne pouvaient pas demander une reconnaissance forcée de naturalisation de sa part, mais qu'ils comptaient sur les assurances données à ce sujet par le gouvernement roumain : « Le gouvernement ne saurait considérer comme une réponse entièrement conforme aux vues qui ont dirigé les puissances signataires du traité de Berlin, les dispositions constitutionnelles nouvelles dont il lui a été donné connaissance et en particulier celle d'où résulte pour les personnes de rite non chrétien domiciliées en Roumanie n'appartenant d'ailleurs à aucune nationalité étrangère, la nécessité de se soumettre aux

1. *Question de la reconnaissance de la Roumanie*, p. 5 et suiv. (*Livre jaune*, 1880).

formalités d'une naturalisation individuelle. Toutefois confiant dans la volonté du gouvernement princier de se rapprocher de plus en plus, dans l'application de ces dispositions, de la pensée libérale dont s'étaient inspirées les puissances et prenant acte des assurances formelles qui lui ont été transmises à cet effet, le gouvernement, afin de donner à la nation roumaine un témoignage de ses sentiments d'amitié, a décidé de reconnaître, sans plus de retard, la principauté de Roumanie, comme État indépendant » (1).

M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, dans une circulaire adressée aux représentants de la France à l'étranger, où il leur annonçait la reconnaissance de l'indépendance roumaine par la France, disait : « nous avons pensé qu'il y avait lieu de tenir compte à la fois de la bonne volonté manifestée par le gouvernement princier, et des difficultés réelles que lui créent les conditions d'existence toutes spéciales d'une race soumise depuis des siècles à l'infiltration lente des éléments hétérogènes contre lesquels elle se croit obligée de réagir sous peine d'être absorbée par eux ».

M. de Freycinet prenait acte, « des assurances explicites données par le gouvernement roumain de sa résolution de marcher en avant dans la voie

1. *Livre jaune*, 1880, p. 15.

ouverte désormais devant lui et de se rapprocher le plus possible du but indiqué ».

Telles furent les conditions mises à la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie, par les grandes puissances (1).

1. V. *le Temps* du 21 avril 1880.

DE L'INTERVENTION

Les États possèdent en vertu de la loi même de leur organisation et de leur souveraineté, une sphère d'action propre, exclusive et particulière à chacun d'eux.

Sous ce rapport ils ne dépendent de personne, et sont tenus de pourvoir, seuls, au maintien des droits, et à l'observation des devoirs qui servent de base primordiale et nécessaire à toute société libre. La souveraineté absolue implique forcément une complète indépendance (1). D'où il résulte que l'État comme personne morale, a le devoir de travailler à son développement ; et il a même un autre devoir, celui de reconnaître et respecter les droits souverains et l'indépendance absolue des autres États.

Les États étant indépendants, ont le droit illimité de déterminer et d'organiser leur constitution intérieure. Il y a une règle générale pour les nations, de

1. Calvo, *Dr. Int.*, 4^e édit., p. 264.

laquelle il résulte qu'aucun État ne peut changer, établir ou abolir ce qui constitue le droit public interne d'un autre État, quel que soit le mode d'organisation ou d'institutions politiques qu'il se donne.

Cette loi générale est applicable seulement au territoire propre et légitime de chaque État.

Supposons qu'une nation puisse librement arranger, changer ou abolir à son gré la sécurité, les droits souverains d'une autre nation, et vienne prétendre ensuite que ces changements n'engagent en rien sa responsabilité ; ce serait aller loin et faire régner le droit du plus fort. Ici, la limite du droit individuel s'arrête devant le droit collectif ou général d'indépendance réciproque de chaque État ; et tout Etat qui abuserait de sa force s'exposerait justement à être regardé comme un perturbateur de la paix publique.

Chaque État doit s'abstenir de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États, sans quoi l'indépendance et la souveraineté des nations ne seraient plus que des chimères. Dès qu'un État observe les règles du droit dans ses rapports avec les autres États, il doit pouvoir se gouverner et s'administrer comme il l'entend, sans que d'autres États aient la prétention de lui imposer des lois sur des matières qui ne les concernent pas (1).

1. Renault, *op. cit.*, p. 22.

Le principe de l'indépendance souveraine des États s'oppose à ce qu'un État s'immisce : 1° soit dans les affaires intérieures d'un autre État pour lui imposer toutes formes de gouvernement ou institutions politiques ; 2° soit dans les affaires extérieures, pour lui imposer ou lui interdire telle ou telle alliance, régler des conflits, etc.

Intervenir dans les affaires d'autrui sans y avoir été invité ne constitue le droit d'aucun État. Parler d'un droit d'intervention pour le revendiquer ou le repousser, c'est abuser du mot droit. C'est le devoir de non-intervention qui s'impose à tous les États.

C'est en vertu de ce droit que chaque nation est libre d'adopter la constitution politique et la forme de gouvernement qui lui conviennent, mais toujours à condition de respecter scrupuleusement l'indépendance et la souveraineté des autres peuples.

Si l'indépendance des États et leurs droits de souveraineté sont absolus, sur quels principes peut-on se baser pour expliquer les nombreuses interventions étrangères qui se sont produites au cours de ces derniers siècles dans les affaires intérieures des États indépendants ?

On comprend par intervention, l'entremise d'un État dans les affaires intérieures ou extérieures d'autres États (1) ; c'est l'action exercée pour faire

1. Renault, *op. cit.*, p. 23.

prévaloir une volonté étrangère sur la volonté propre d'un État.

Calvo distingue quatre sortes d'interventions :

a) L'intervention officieuse, qui s'exerce par des représentations orales ou écrites, par des notes verbales remises par l'ambassadeur de la puissance intervenante à l'autre ; on peut, par conséquent, l'appeler aussi intervention diplomatique ;

b) L'intervention officielle, qui s'exerce par des notes remises à la publicité ;

c) L'intervention pacifique ou à titre arbitral, qui donne presque toujours lieu à des conférences internationales ;

d) L'intervention armée, qui se produit par une simple menace, appuyée d'un déploiement de forces militaires de nature à empêcher une nation d'agir librement, etc.

Certains auteurs considèrent seulement l'intervention armée comme une intervention en droit international.

Pourtant la forme ne change pas le fond, car une intervention purement diplomatique est incontestablement une intervention dans l'indépendance et la souveraineté d'un autre État, et bien souvent elle est le prélude d'une intervention armée.

M. Renault, dans son livre : *Introduction à l'étude du droit international*, n'admet aucune intervention se basant même sur le respect des lois de l'humana-

nité : « Pour nous, dit-il, je pense que ce n'est pas désirable, parce que la pente serait glissante ; toutes les interventions pourraient être motivées. »

Suivant Bluntschli : « Il n'est pas impossible que le droit international devienne moins timide à l'avenir, et qu'on se croie autorisé à intervenir lorsqu'un État ne respecte pas suffisamment les lois d'humanité ; il en serait alors à peu près comme dans les États fédératifs, où le pouvoir central garantit aux citoyens certains droits, et intervient lorsqu'un État ou un canton ne les respecte pas (1). »

MM. Funck-Brentano et Sorel pensent que l'intervention n'est pas un droit, car la souveraineté des États est un des principes essentiels du droit des gens. Mais elle peut être commandée par la nécessité ou être le résultat d'un calcul d'ambition. C'est donc une question de fait et non de droit, qui appartient à la critique de l'histoire, et non au droit des gens.

Pour F. de Martens, l'intervention dans les affaires concernant des nations civilisées n'est pas permise. Elle est toujours illégitime, car elle est contraire à l'indépendance des États (2).

Rivier croit que l'intervention d'un État dans les affaires intérieures d'un autre État est illégi-

1. L. Renault, *op. cit.*, p. 22.

2. F. de Martens, *Traité de droit intern.*, I, 1, § 76.

time. Cependant elle est légitime dans deux cas :

a) Quand le droit d'intervenir lui a été conféré par une convention et l'État qui donne lieu à l'intervention en est partie;

b) En vertu du droit de conservation, lorsque les droits de l'État intervenant sont lésés ou mis en péril (1).

Grotius, Puffendorf, Pasquale-Fiore (2), Rolin-Jacquemyns admettent la légitimité d'une intervention ayant pour but de contraindre un État à observer les lois de l'humanité. Vattel repousse l'opinion de Grotius en arguant que :

« Le sentiment ouvre la porte à toutes les fureurs de l'enthousiasme et du fanatisme, et fournit aux ambitieux des prétextes sans nombre (3). »

Donc pour Vattel une semblable intervention est illégitime : elle suppose que le droit de punir appartient à chaque État vis-à-vis des autres États ; elle est la négation de l'indépendance. Nul État n'a le droit de s'ériger en juge des autres. Les crimes commis par un peuple dans les limites de son territoire, quelque horreur qu'ils puissent inspirer, ne

1. Rivier, *Principes de droit des gens*, t. I, p. 390 et suiv.

2. Pasquale-Fiore, *Nouveau droit int. public*, 1^{re} part. liv. I, ch. VI.

3. Vattel, *Droit des gens*.

lèsent pas les droits d'autrui (1). « L'esclavage des nègres est une violation absolument manifeste des droits de l'humanité. Aurait-il donc été licite à la France ou à l'Angleterre d'enjoindre, il y a quelques années, aux États-Unis, à l'Espagne, au Brésil, de proscrire cette institution? Si les actes inhumains étaient perpétrés sur les sujets d'autres États, ce serait un des cas de la protection due par tout État à ses nationaux (2). »

En 1902, invoquant les droits de l'humanité, les États-Unis adressaient une note aux puissances signataires du traité de Berlin, pour qu'elles interviennent auprès de la Roumanie, au sujet de la législation rigoureuse dont celle-ci frappait les Juifs.

La question de savoir si un État peut intervenir dans les affaires intérieures d'un autre État lorsque celui-ci est accusé de violer les droits de l'humanité dans la personne de ses sujets ou des individus soumis à sa souveraineté, est très délicate.

Divers auteurs, qui admettent le principe de non intervention dans la plupart des cas, font exception pour cette hypothèse, et permettent aux États d'intervenir.

Arntz dit : « Lorsqu'un gouvernement, tout en

1. Bonfils, *Manuel de droit. intern. public* (Droit des gens, p. 179).

2. F. Rey, *la Question israélite en Roumanie* (*Revue gén. de dr. intern. public*, t. X, p. 460).

agissant dans la limite de ses droits de souveraineté, viole les droits de l'humanité, soit par des mesures contraires à l'intérêt des autres États, soit par des excès d'injustice et de cruauté qui blessent profondément nos mœurs et notre civilisation, le droit d'intervenir est légitime (1). »

On oppose à l'idée de l'omnipotence de l'État, le droit de l'individu qui lui sert de limite. Les États ont le devoir de favoriser la libre expansion de l'activité individuelle ; si un d'entre eux manque à cette mission, les autres ont le droit d'intervenir, pour assurer aux membres de la société humaine l'exercice des libertés violées en leur personne.

Ce droit leur appartient lorsque leurs nationaux souffrent des actes de la souveraineté étrangère. Mais il leur appartient aussi, en dehors de tout intérêt, quand ce droit trouve un fondement suffisant dans l'humanité violée et la justice méconnue. Les États ont le droit, tout comme les individus, d'intervenir dans une maison pour arrêter un incendie, ou empêcher un crime. Pourtant, objectent certains auteurs, dans le cas d'incendie, chaque individu avait reconnu, directement ou indirectement, la puissance d'intervention de l'État, et même si c'est un individu qui intervient dans un incendie, c'est

1. *Revue de Droit intern. et législation comparée*, t. VIII (1876), p. 675.

que le propriétaire incendié le trouve désirable. Et ces auteurs qui repoussent le principe d'intervention craignent que l'État en intervenant, obéisse à un sentiment intéressé, et demandent que l'intervention soit au moins collective.

Le droit d'intervention comprend en lui un pouvoir souverain. Or, entre les États il n'existe rien de semblable ; leur égalité et leur indépendance réciproque ont pour conséquence qu'aucun d'eux ne peut s'arroger un droit sur ses voisins (1). Si un État souffre un dommage du fait de l'État voisin, il n'a qu'à lui faire des représentations ou à lui déclarer la guerre ; et s'il n'éprouve aucun préjudice, il ne peut intervenir qu'au nom de l'humanité et de la civilisation. Dans le premier cas, c'est la loi positive de son pays, qu'il invoque ; dans le second, c'est des principes vagues car nous savons bien que la morale a varié avec le temps et les pays et que personne ne peut parler au nom de l'humanité, car chacun l'a violée à son heure (2).

A cause de ces difficultés soulevées, de nombreux jurisconsultes refusent d'admettre le principe d'intervention.

Si la théorie de non intervention paraît l'emporter

1. Carmazza-Amari, *Nouvel exposé du principe de non-intervention*.

2. Rey, *op. cit.*, p. 45.

sur le droit d'intervention, il faut être juste et reconnaître que la théorie de l'intervention a trouvé un grand appui dans la thèse émise par M. Pillet sur l'interdépendance des États. M. Pillet se prononce nettement en faveur de l'intervention des États, pour rappeler à l'État en cause, le respect des droits de l'humanité (1).

Nous pouvons affirmer que ces principes devraient être d'autant plus appliqués qu'un traité de garantie prévoit implicitement l'intervention des puissances protectrices pour faire respecter l'état de choses qu'elles ont établi.

C'est ce qui devrait se passer pour les États balkaniques et en particulier pour la Roumanie, où différents actes internationaux, dont le dernier est le traité de Berlin, ont créé une situation spéciale. Cette thèse, exposée en 1898 par M. Pillet, aurait été très utile si elle avait été formulée avant 1879, par les grandes puissances, et nous pouvons affirmer qu'elle aurait eu tout son effet. Mais, la Roumanie avait appliqué la liberté de confession et l'égalité civile devant la loi, par la revision de la Constitution ; et la reconnaissance de l'état de choses de Roumanie, le 20 février 1880 par l'Angleterre, la France et l'Alle-

1. *Recherches sur les droits fondamentaux des États et la solution des conflits qu'ils font naître*, article dans *la Revue de dr. int. pr. et législation comparée*, t. V (1898), p. 66 et 84, note 1.

magne, a mis à néant toute idée d'intervention.

Dans le traité de Paris du 30 mars 1856, signé par la Turquie, la France, l'Angleterre, la Prusse, la Russie et la Sardaigne, en vue de soustraire les principautés de Moldavie et de Valachie à l'influence de la Russie, les puissances accordèrent à celles-ci une autonomie administrative sous la garantie collective des puissances et la suzeraineté de la Turquie. Toute intervention ou droit d'ingérence d'une puissance dans les affaires intérieures étaient exclus. Si la tranquillité intérieure des principautés était menacée ou compromise, la Sublime Porte ne pouvait intervenir pour le rétablissement de l'ordre, qu'avec l'assentiment de toutes les autres puissances garantes (1).

La Convention prévue par l'article 25 du traité pour l'organisation définitive des principautés, fut signée à Paris le 19 août 1858 ; l'article 27 du traité de Paris y était mentionné. De plus, on reconnaissait l'égalité de tous les Moldaves et Valaques devant l'impôt et les emplois publics ; l'égalité des droits politiques et civils était reconnue aux individus de rite chrétien et pouvait être étendue par des dispositions législatives à ceux des autres cultes (2).

1. Art. 21 et 27. V. Noradounghian, *Recueil d'actes internationaux de l'Empire ottoman*. Paris, 1902. t. III, p. 77 et 78.

2. Noradounghian, *op. cit.*, t. III, p. 109.

Par l'acte additionnel du 28 juin 1864, signé à Constantinople, les puissances reconnaissaient dans le préambule, le droit des Principautés-Unies à modifier leur administration intérieure sans aucune ingérence étrangère (1).

Avant 1867, la question israélite n'existait pas. A partir de cette date, les mesures prises contre les Israélites par le gouvernement roumain et certains excès commis contre eux, émurent les puissances garantes et donnèrent lieu à des représentations fréquentes de la part des consuls généraux accrédités à Bucarest.

Les puissances garantes motivèrent ces interventions par la violation des lois de l'humanité par la Roumanie.

De plus, l'Angleterre prétendait qu'en réglant l'organisation des principautés par la Convention de 1858, les puissances garantes avaient le droit d'exiger de la Roumanie l'application stricte de cette Convention et surtout de l'article 46. La garantie collective que les puissances avaient assumée par le traité de Paris, devait s'appliquer tant aux rapports des principautés avec la Turquie, qu'à sa situation intérieure. Par une Note de 1870, l'Angleterre ne

1. « Quoique, les Principautés-Unies puissent désormais modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure avec le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention... » (V. Noradounghian, *op. cit.*, t, III, p. 219).

voulait pas tenir compte des modifications apportées par l'acte additionnel de 1864, parce que, disait-elle, cet acte déclarait dans son préambule que la Convention du 19 août 1858 demeurait la loi fondamentale des Principautés-Unies (1).

La Roumanie déclarait, par contre, que la garantie des puissances se rapportait exclusivement à l'autonomie des principautés et non aux questions d'ordre intérieur comme celle des Israélites. L'Europe, disait-elle, pouvait d'autant moins songer à exiger l'application de l'article 46, que l'acte additionnel de 1864 avait permis aux principautés de modifier les lois relatives à leur administration intérieure sans l'intervention des puissances garantes. C'est en vertu de cette autorisation que la Roumanie s'était donné une Constitution en 1866 qui remplaçait la Convention de 1858 en ce qui concerne l'administration intérieure. De plus, en admettant même que l'intervention des puissances fût légitime, elle devait être collective, en vertu du traité de Paris de 1856 (2).

Cette opinion fut partagée par plusieurs puissances

1. « La Convention conclue à Paris, le 19 août 1858, entre la Cour suzeraine et les puissances garantes est et demeure la loi fondamentale des Principautés-Unies. » (V. Noradounghian, *loc. cit.* V. la Note anglaise du 15 février 1870, envoyée par le comte Clarendon, ministre des Affaires étrangères d'Angleterre au gouvernement roumain).

2. Note envoyée de M. le ministre de l'Intérieur de Roumanie (Cogalniceano) à son collègue, M. le ministre des Affaires étrangères, etc. (1869).

garantes, notamment par la Russie et l'Allemagne, de sorte que l'opposition de ces puissances fit échouer les différentes tentatives d'intervention collective faites par l'Angleterre (1).

L'interprétation du traité de Paris et de la Convention de 1858 par la Roumanie nous paraît tout à fait logique. En effet, les puissances garantes ont voulu seulement garantir l'autonomie des principautés et elles ne pensaient guère, à cette date, à des difficultés d'ordre intérieur, comme celle de la question israélite. Désirant soustraire les principautés roumaines à la souveraineté directe de la Turquie, l'Europe leur avait donné une Constitution pour régler leurs rapports avec elle. Les puissances garantes avaient inséré un article relatif à l'égalité politique des habitants de rite chrétien sans exiger que ces droits fussent accordés de même aux Israélites. Pourtant, il semble que les puissances garantes avaient songé à étendre ces droits dans les conférences de Constantinople, par un article plus libéral que l'article 46 ; mais on ne jugea pas bon de l'insérer.

A la suite de vexations subies par les Israélites depuis 1867 à 1872, en Roumanie, les puissances estimèrent qu'il fallait imposer à la principauté une modification libérale de la question israélite.

1. Rey, *op. cit.*, p. 53.

Ce fut l'objet de l'article 44 du traité de Berlin, qui stipulait l'égalité des droits de tous les habitants sans distinction de confession.

La reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie ayant été subordonnée à l'exécution de cette condition, la Constitution roumaine dut être modifiée et ces puissances reconnurent l'indépendance du nouvel Etat. Certaines puissances subordonnaient la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie, à l'application par cette dernière du vœu de l'article 44. Ce furent, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie.

M. Boeresco, ministre des Affaires étrangères, aurait voulu que ces puissances reconnussent l'indépendance de la Roumanie avant toute application de l'article 44 du traité de Berlin. M. Boeresco disait à la Chambre des députés roumaine le 1^{er} octobre 1879 : « Le traité de Berlin ne contient rien sur le moyen d'application du principe de l'égalité civile et politique, de telle sorte que la nation est en droit d'adopter le genre d'application qui lui plaît, par exemple, le système de naturalisation. »

Il invoque comme preuve que les puissances n'ont pas demandé davantage, le protocole 17 de la séance du 10 juillet 1878 : « ... Le second plénipotentiaire de l'Italie, le comte de Launay, sentant les difficultés de l'application de l'article 44, propose de la résoudre radicalement en adoptant une formule

qui déclarerait que les Israélites, en tant qu'ils n'appartiennent pas à une nationalité étrangère, acquièrent de droit, la nationalité roumaine. Il fallait décider sur le moyen de l'application du principe énoncé dans l'article 44... Le Congrès s'est refusé à entrer dans cette voie, et le prince de Bismarck montrant les inconvénients qu'il y aurait à modifier les résolutions prises, a ajouté cette phrase : « Il est nécessaire » que le Congrès s'oppose à tout essai de revenir sur » le fond. »

Il ressort à notre avis que les puissances ne voulaient pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la principauté roumaine et n'ont pas songé aux moyens d'application de l'émancipation des Israélites.

Le Corps législatif roumain, profitant d'un moment de calme diplomatique, vota la naturalisation individuelle en 1879 et nous avons vu que les puissances garantes reconnurent l'indépendance de la Roumanie.

Nous pouvons seulement nous demander si l'article 44 donnait à l'Europe un droit de contrôle sur la politique intérieure de la Roumanie, afin que la condition de cet article soit toujours remplie, contrôle analogue à celui qui lui est expressément conféré par l'article 61 du même traité.

Une opinion affirmative fut adoptée par certaines puissances. Ainsi, à la Chambre des Communes d'Angleterre, le baron Henry de Worms ayant demandé

au gouvernement, dans la séance du 23 juin 1884, de faire respecter l'article 44 du traité de Berlin qui était violé par la loi roumaine sur le colportage. Lord Fitzmaurice répondit que la loi n'était spécialement dirigée contre les Israélites et, par suite, qu'elle n'était pas en opposition avec le traité de Berlin.

La Note américaine de 1902 qui fait appel aux puissances, pour assurer l'exécution de ce traité, semblent aussi admettre ce droit d'intervention.

Cette interprétation est déniée par le gouvernement roumain. Le gouvernement déclare que le Congrès de Berlin avait mis une seule condition à l'indépendance du nouvel État : l'égalité des confessions religieuses. La Roumanie s'y est donc conformée.

En effet, l'article 44 imposait à la Roumanie trois obligations : 1° la suppression de toute distinction de confession et l'acquisition des droits civils et politiques ; 2° l'admission au libre exercice de tous les cultes ; 3° l'égalité de tous les étrangers sans distinction de confession devant la loi.

Ces deux dernières obligations étaient déjà inscrites dans la Constitution de 1866 ; quant à la première obligation, la Roumanie s'y est conformée en modifiant l'article 7 de la Constitution qui refusait le droit de cité aux non chrétiens en remplaçant par une disposition d'après laquelle la religion n'était

plus un obstacle à l'acquisition des droits politiques (1).

Les puissances signataires du traité de Berlin tenaient du congrès un mandat limité, celui d'obtenir la modification de l'article 7 et de ne pas reconnaître l'indépendance de la Roumanie aussi longtemps que cette clause ne serait pas remplie. Par la modification de l'article 7, leur mandat avait expiré et par la suite, les puissances se trouvaient en présence d'un État souverain et n'ayant aucune obligation envers elles. Désormais, la Roumanie pouvait exercer ses droits librement à l'extérieur comme à l'intérieur sans aucun obstacle et aucune autre puissance ne pouvait lui demander des comptes sur sa politique intérieure. Si les garanties offertes par la Roumanie, dans la modification de l'article 7 ne semblaient pas suffisantes aux puissances signataires du traité de Berlin, elles n'avaient qu'à suspendre la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie jusqu'à ce qu'elle se fut conformée à leur exigence ; en tous cas, elles ne pouvaient pas demander à présent des garanties supplémentaires (2).

De même, il n'y a aucune analogie entre l'arti-

1. Mémoire sur la revision de l'article 7 de la Constitution roumaine du 28 août 1879, soumis aux puissances, dans *le Memorial diplomatique* du 6 septembre 1879.

2. V. Piédelièvre, *op. cit.*, t. I, p. 99. — Nyss, *la Doctrine de la reconnaissance des États dans la Revue de dr. intern. et de lég. comparée*, 2^e série, t. V, 1903, p. 292 et suiv.

de 44 et l'article 61. Dans ce dernier, il est expressément stipulé que les puissances signataires surveilleront l'application des réformes que la Porte devait introduire en faveur des Arméniens. Par contre, dans l'article 44 nous ne trouvons aucune trace d'une pareille défiance, car les puissances se sont simplement contentées de poser une condition suspensive à la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie.

Vers le mois de Septembre 1902, le cabinet de Washington envoyait, aux puissances signataires du traité de Berlin, une note dans laquelle il disait que la situation des Juifs de Roumanie constituait, d'après lui, une violation flagrante de ce traité.

Le gouvernement ne demandait pas directement l'exécution de l'article 44, mais il adressait au nom de l'humanité un appel aux puissances signataires pour rechercher avec elles un moyen d'en assurer le respect.

Les représentants des États-Unis à l'étranger étaient chargés de communiquer cette Note aux gouvernements intéressés, et le secrétaire d'État, M. Hay, exprimait l'espoir que ceux-ci s'engageraient à étudier la Note avec bienveillance (1).

1. Voici le texte de la note américaine :

« M. Hay, secrétaire d'État au département des Affaires étrangères, à M..., ambassadeur des États-Unis à...

Excellence, au cours d'une instruction récemment envoyée à notre ministre accrédité auprès du gouvernement roumain, au

La Note américaine fut accueillie avec bienveillance par le gouvernement anglais. Celui-ci y répon-

sujet de négociations engagées avec ce gouvernement pour conclure une convention de naturalisation entre les États-Unis et la Roumanie, ce département a communiqué à notre ministre, pour lui servir de règle de conduite dans cette affaire, certaines observations relatives au caractère qu'a revêtu l'émigration hors de Roumanie, aux causes qui l'ont déterminée et à ses conséquences dans la mesure où elles ont un contre-coup fâcheux pour les États-Unis.

Le président des États-Unis a estimé opportun d'appeler l'attention des gouvernements intéressés sur ces observations relativement aux engagements contractés par les puissances signataires du traité de Berlin du 13 juillet 1878 et de les soumettre à leurs examens, dans l'espoir que, si les États-Unis étaient assez heureux pour obtenir l'approbation de plusieurs puissances, ils pourraient prendre, d'accord avec celles-ci, les mesures qui paraîtraient convenables pour amener le gouvernement roumain à examiner à nouveau l'objet des reproches qu'on lui a fait.

Le gouvernement des États-Unis accueille aujourd'hui, comme il l'a toujours fait depuis sa fondation, l'immigration volontaire de de tous les étrangers qui arrivent sur son territoire, à la condition qu'ils acceptent de se fondre dans le corps politique de ce pays. Nos lois fournissent à ces étrangers les moyens d'être incorporés dans la masse des citoyens sans aucune distinction ; elles stipulent leur égalité absolue avec les nationaux et leur garantissent à l'intérieur les mêmes droits civils et à l'extérieur la même protection qu'à ceux-ci. Il y a peu de conditions à remplir pour les étrangers qui arrivent sur notre territoire de leur plein gré, pourvu que leur état physique et leurs facultés intellectuelles les rendent capables de se comporter comme des hommes libres. Les étrangers sans ressources, les criminels, les individus atteints de maladies contagieuses ou incurables, ne sont pas admis à bénéficier de l'immigration, mais seulement, lorsque cette catégorie de personnes peut être pour la société une source de danger ou une charge. Le caractère essentiel que doit avoir l'immigration étrangère, c'est d'être volontaire : ainsi que nous nous opposons à toute immigration favorisée ou contrainte par une action étrangère.

Le but de notre généreuse conduite, qui est à la fois à notre

dit par une circulaire adressée aux autres puissances signataires, dans laquelle il attirait leur

avantage et à celui des étrangers immigrants, est de ne pas laisser à un autre État un terrain où il pourrait se débarrasser des éléments de sa population qu'il considère comme nuisibles.

L'étranger, arrivant sur notre territoire, de son plein gré, et décidé à remplir, au début, les conditions préliminaires, et plus tard, les conditions définitives nécessaires pour obtenir le droit de cité, acquiert, dès son arrivée, aussi bien dans les rapports privés que dans les rapports internationaux, une complète liberté d'agir dont sa patrie adoptive, a le devoir de lui garantir la pleine jouissance.

Les considérations exposées ci-dessus, bien qu'elles soient formulées à l'occasion de l'examen de l'objet et du but d'une convention sur la naturalisation, ont une portée plus étendue. L'État a le devoir d'examiner, avec le plus grand soin, le caractère de l'immigration provenant d'un pays étranger, et, si quelque élément, lui en paraît critiquable, il doit rechercher les causes qui lui ont donné cette apparence. Ces causes ont-elles leur origine dans l'acte d'un autre État souverain commis au détriment de ses voisins, c'est un droit pour l'État qui a souffert d'une injustice de le faire connaître et d'adresser une protestation à son auteur, car, dans les rapports des États, comme dans ceux des particuliers, la loi sociale établit que le droit de chacun est limité par le droit du voisin.

La condition d'une classe nombreuse des habitants de la Roumanie a été, depuis plusieurs années, un sujet d'inquiétude grave pour les États-Unis. Je fais allusion aux Israélites de ce pays, au nombre d'environ 400.000. Au temps où les principautés danubiennes se trouvaient opprimées, gémissant sous un joug écrasant auquel la guerre et l'action commune des puissances européennes parvinrent seules à les soustraire, la persécution des Juifs indigènes sous la domination ottomane donna lieu, en 1872, à une énergique protestation des États-Unis.

Le traité de Berlin fut considéré comme apportant un remède à l'injustice de leur condition à raison des termes exprès de son article 44 prescrivant qu'en Roumanie, la distinction des croyances et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusions ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois

attention sur la situation des Israélites en Roumanie ; faisant allusion à la note des États-Unis,

publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes industries et professions, dans quelque localité que ce soit, stipulant leur liberté dans l'exercice de tous les cultes aussi bien pour les sujets roumains que pour les étrangers, et garantissant de même que tous les étrangers en Roumanie seraient traités, sans distinction de croyances sur un pied de complète égalité.

Avec le temps, ces prescriptions équitables furent rendues en grande partie illusoires pour les Israélites nés en Roumanie par la législation et les règlements internes du pays. Partant de ce principe arbitraire et discutable que les Juifs de Roumanie, domiciliés dans ce pays depuis des siècles, sont « des étrangers non soumis à la protection étrangère », le gouvernement Roumain, a jusqu'à ce jour, restreint par degrés, la faculté pour les Juifs de subvenir à leurs besoins même par les petits moyens d'existence qui suffisent à une race sobre, jusqu'à ce qu'on leur ait retiré presque tous les moyens de gagner leur vie et que la situation misérable des Juifs ait déterminé un exode des familles israélites si considérable qu'il constitue pour le pays une cause générale de malaise.

Les incapacités politiques des Israélites en Roumanie, leur exclusion des emplois publics et des professions libérales, la limitation de leurs droits civils et l'imposition sur eux de taxes extraordinaires, constituent des injustices blessant la conscience des peuples civilisés modernes ; mais toutes ces mesures ne sont pas aussi directement visées pour le but que je me propose, que les actes publics qui atteignent le droit inhérent à l'homme de gagner son pain au moyen de l'agriculture et du commerce. Les Israélites sont privés du droit de posséder la terre et même de la cultiver comme des ouvriers ordinaires. Il leur est interdit de résider dans les districts ruraux.

Plusieurs branches du petit commerce et des professions manuelles leur sont fermées dans les villes déjà surpeuplées où ils sont forcés d'habiter et de s'occuper, dans des conditions d'inégalité écrasante, dans la lutte désespérée qu'ils soutiennent pour l'existence. Comme des ouvriers ordinaires ou travailleurs à gages, ils ne peuvent trouver d'emploi que dans la proportion d'un « étranger non protégé » contre deux « Roumains » pour chaque patron.

le gouvernement anglais demandait l'opinion des puissances sur la question, et cherchait à savoir s'il

Enfin, par l'effet de ces restrictions successivement accumulées, les Israélites de Roumanie sont actuellement réduits à un état de profonde misère. Privés à peu près de tous les moyens de subsistance qui sont à la disposition des classes pauvres dans les autres pays, et écrasés sous le poids de leur misère, résultat normal de leur traitement distinctif, ils sont devenus incapables de se relever eux-mêmes de l'état de dégradation forcée où ils sont tombés.

Même si les moyens d'instruction, les emplois civils et le commerce leur était ouvert comme aux « citoyens roumains », leur misère les empêcherait de se relever seuls par un effort personnel. Les êtres humains qui se trouvent dans une telle situation n'ont d'autre alternative que de souffrir avec résignation ou de fuir vers quelque autre pays plus hospitalier. L'exode, dans ces conditions, n'est pas et ne peut pas être l'émigration saine et intelligente d'un être libre qui a confiance dans son activité. C'est, dans la plupart des cas, la simple transplantation d'un produit artificiel malade pour être cultivé dans un autre terrain.

En admettant que cet état morbide soit susceptible de s'améliorer sérieusement dans un milieu plus favorable et plus sain, une telle émigration n'en serait pas moins, pendant un certain temps, une charge pour la société sur l'aide de laquelle ces fugitifs se reposaient.

Il faut développer la confiance en soi-même, l'expérience et les facultés qui résultent du pouvoir de subvenir à ses propres besoins et, en même temps, trouver des emplois dans les partis où la concurrence est déjà âpre et où les occasions sont rares.

Les enseignements de l'histoire et l'expérience de notre propre pays, nous apprennent que les Israélites possèdent, à un degré élevé, les qualités intellectuelles et morales de bons citoyens. Aucune catégorie d'immigrants ne reçoit de nous un meilleur accueil quand ils arrivent sur notre territoire, le corps et l'esprit en état de lutter pour l'existence et inspirés par la haute pensée de consacrer le meilleur de leur cœur et de leur intelligence au service du pays qu'ils adoptent de leur libre volonté. Mais, lorsqu'ils arrivent comme proscrits, doublement misérables par l'oppression physique et morale qu'ils ont subie dans leur pays d'origine, lorsqu'ils viennent demander à une société plus hospitalière

n'y aurait pas lieu de prendre des mesures collec-

l'accueil que garantit sa générosité et sa longanimité, leur changement de patrie manque des conditions essentielles qui rendent l'immigration étrangère acceptable ou avantageuse. Cela est si bien admis sur le continent que, même dans les pays où l'antisémitisme n'a pas de racines, ces Juifs fugitifs ont de la peine à trouver un refuge.

L'Amérique seule est leur but.

Les États-Unis offrent un asile à tous les opprimés de tous les pays. Mais leur sympathie pour ceux-ci ne restreint pas la liberté et le droit qu'ils conservent d'examiner les actes de persécution à la lumière des effets qu'ils produisent pour ce pays et de porter sur ces actes le jugement qu'il convient.

Rassemblons les faits difficilement parvenus à la connaissance de notre nouveau gouvernement pendant ces dernières années : un grand nombre d'habitants de la Roumanie ont été contraints, par des distinctions artificiellement hostiles, de quitter leur pays natal ; l'asile que leur a offert notre pays, était presque le seul refuge qui leur fut ouvert ; ils arrivaient chez nous par suite des conditions dans lesquelles s'était accompli leur exil, dans une situation qui les rendait incapables de prendre part à la nouvelle vie de ce pays d'une manière profitable pour eux-mêmes et avantageuse pour la société : ils sont ainsi pour nous, dès leur arrivée et pour longtemps, un objet de charité. Dans ces conditions, il est incontestable que notre gouvernement a le droit de protester contre les actes du gouvernement roumain.

Intentionnellement ou non, celui-ci a réduit à s'adresser à la charité des États-Unis, cette race misérable, opprimée et méprisée dans son pays d'origine. Il est impossible que notre gouvernement participe tacitement à une telle injustice internationale. Nous sommes obligé de protester contre le traitement auquel les Israélites sont soumis en Roumanie, non seulement en raison du préjudice causé à notre pays par les conséquences de cette situation, ce qui donne à notre protestation un fondement inattaquable, mais encore au nom de l'humanité.

Les États-Unis ne peuvent se prévaloir des stipulations du traité de Berlin, parce qu'ils n'ont pas figuré au nombre de ses signataires et qu'ils n'ont pas la faculté d'y adhérer, mais ils se réclament instamment des principes contenus dans ce traité, parce que ce sont des principes de droit international et d'éternelle

tives (1). Cette Note n'eut pas le même accueil dans tous les États. L'opinion publique, en Autriche et en Allemagne, se montra tout à fait hostile à l'adoption de pareilles mesures (2). C'est surtout à cause de l'immigration juive aux États-Unis que cette Note fut envoyée. Cette note américaine ne fut pas communiquée officiellement au gouvernement roumain (3) ; pourtant, on se montra fort ému en Roumanie des intentions des États-Unis et de l'Angleterre. Le ministre roumain, à Londres, fut chargé de faire un exposé sur la Question israélite au gouvernement britannique, d'après le point de vue roumain, et de lui déclarer qu'il lui était impossible d'empêcher l'émigration des Israélites.

Il est à remarquer que cette Note du mois de Septembre 1902, ne constitue pas une intervention. Pour qu'il y ait une intervention, il faut qu'il y

justice; invoquant la large tolérance dont s'inspire cet acte solennel et disposés à prêter leur appui moral à ses signataires pour en exiger l'exécution, les États-Unis se sont trouvés par l'attitude de la Roumanie, effectivement associés à ceux-ci comme partie intéressée.

Vous voudrez bien, à la première occasion, porter cette instruction à la connaissance du ministre des Affaires étrangères du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et s'il le demande, vous êtes autorisé à lui en laisser copie (V. *req., op. cit.*, p. 40).

1. V. *le Temps* du 22 sept. 1902. — *Journal des Débats* du 23 sept. 1902.

2. V. *l'Européen* du 27 septembre 1902. — *L'Indépendance roumaine* des 13, 14 et 30 sept. 1902.

3. V. *L'Indépendance roumaine* du 19 sept. 1902.

ait une immixtion dans les affaires d'un État, soit par voie diplomatique, soit par les armes.

Les États-Unis, n'ayant signé ni le traité de Paris de 1856, ni celui de Berlin, n'avaient pas la faculté d'intervenir dans les affaires intérieures de la Roumanie. D'ailleurs, la Note reconnaît que les États-Unis ne peuvent pas se prévaloir du traité de Berlin, parce qu'ils n'y avaient pas pris part ; simplement ils se contentaient d'attirer l'attention des signataires de ce traité, pour provoquer de leur part une intervention.

Ce rappel fait aux puissances signataires de leur devoir, s'appuie sur deux arguments : l'un d'humanité, l'autre d'intérêt.

Pour le premier argument, il nous paraît bien curieux d'être invoqué par une puissance qui n'a pas l'habitude de l'appliquer à sa politique.

Dans la Note, les États-Unis se réclament instamment des principes contenus dans le traité de Berlin, parce que ce sont des principes de droit international et d'éternelle justice ; ils invoquent la tolérance dont s'inspire cet acte solennel et se déclarent disposés à donner leur appui moral à l'exécution des clauses du traité. On peut répondre à cet argument que si les droits de l'humanité ne peuvent donner, à l'intervention, un fondement légitime, ils ne suffisent pas à autoriser un État non signataire d'un traité à

se prévaloir d'un acte qu'il ne peut invoquer directement (1).

Quant au second argument tiré de l'intérêt des États-Unis à raison du dommage que lui causait l'immigration des Israélites, il ne se justifie pas davantage. Si les États-Unis étaient lésés par les actes du gouvernement roumain, ils devaient lui adresser des observations, pour faire cesser l'état de choses préjudiciable. En cas de refus, ils pouvaient rompre les relations diplomatiques et demander des sanctions pour la réparation du dommage.

Mais les États-Unis devaient d'abord établir que la politique de la Roumanie lui était préjudiciable. Or, il leur était très difficile de démontrer la responsabilité de ce gouvernement par l'affluence des émigrants israélites roumains aux États-Unis car, en fait, le gouvernement roumain ne dirigeait pas, aux États-Unis, ses émigrants.

La seule chose qu'il restait à faire aux États-Unis dans l'exercice de leur souveraineté était de prendre des mesures de défense contre le danger qu'ils dénonçaient. Il est bien certain, d'ailleurs, que le droit de conservation de chaque État lui donne le pouvoir d'empêcher les étrangers de devenir un danger pour la population indigène. Les États-Unis

1. Rey, *op. cit.*, p. 47.

devaient appliquer les mesures restrictives contre les immigrants étrangers. Si nous laissons de côté les dispositions très rigoureuses édictées contre les Chinois (1), depuis 1882, nous voyons plusieurs lois votées aux États-Unis pour restreindre l'immigration européenne. La dernière de ces lois est celle du 3 mars 1891 qui interdit leur territoire aux individus de certaines catégories, ainsi : les condamnés, les idiots, les aliénés, les pauvres, les personnes susceptibles de tomber à la charge publique, etc... (2)

Nous croyons, à juste titre, que l'application de cette dernière loi aurait suffi d'arrêter l'immigration des Israélites, qui arrivaient d'Europe sans ressources et prêts à tomber dans le paupérisme. Il nous paraît plutôt que la note de M. Hay serait une manœuvre électorale, afin de s'assurer, par cette communication, les voix des électeurs Israélites qui allaient jusque-là au parti démocrate (3).

A notre avis, nous trouvons cette note injustifiée et mal venue, en contradiction manifeste avec la

1. Cailleux, *la Question chinoise aux États-Unis et dans les possessions des puissances européennes*. Paris, 1898.

2. *Annuaire de législation étrangère de la Société de législation comparée*, 1892, p. 889. V. *Journal du dr. int. privé*, t. XXX, 1903, p. 573 et suiv.

3. *L'Indépendance roumaine* du 23 sept. 1902. V. *le Temps* du 30 septembre 1902 et du 28 février 1903.

doctrine de Monroe, qui dirige la politique extérieure des États-Unis depuis le commencement du XIX^e siècle (1).

1. Rey, *op. cit.*, p. 49.

LA ROUMANIE ET LES ISRAÉLITES

DEPUIS 1866

Malgré les nombreuses promesses faites par le gouvernement roumain aux puissances, relativement aux Juifs, il est hors de doute que les tendances hostiles contre les étrangers, lesquelles indirectement englobaient les Israélites, ne firent que progresser, ainsi qu'en témoignent les nombreuses dispositions législatives toutes conçues dans un sens restrictif que nous allons énumérer succinctement : la loi du 6 décembre 1864, sur la constitution du corps des avocats, réservait cette profession aux Roumains ou naturalisés ; la loi du 25 octobre 1869 subordonnait l'exercice de la profession de pharmacien à la même condition ; par la loi du 3 fév. 1868 on exigeait la jouissance des droits civils de tous ceux voulant concourir aux adjudications de travaux publics ; la loi du 15 décembre 1869 permettait aux Roumains, seuls, de concourir au poste de médecin d'État ; de même celle du 11 septembre 1873, pour l'obtention du titre de médecin primaire des départe-

tements ; celle du 6 février 1872 exigeait la qualité de Roumain des entrepositaires et débitants de tabac ; la loi du 1^{er} avril 1873 demandait aux débitants de boissons, spiritueux dans les communes rurales, d'être électeur, par conséquent Roumain, etc.

A partir de 1878, on enserra les Juifs dans un réseau de dispositions de plus en plus restrictives. L'article 7 § 5 de la constitution réserve aux Roumains, seuls la capacité d'acquérir des immeubles ruraux. De plus, les Juifs ne peuvent plus désormais s'établir dans les communes rurales, malgré les anciennes ordonnances toujours en vigueur, dont les dispositions ont été plusieurs fois renouvelées. Ainsi : par la loi du 25 décembre 1868 sur la police rurale article 10, loi communale du 12 mai 1887 article 4 § 2 ; règlement du 31 octobre 1881 article 6.

Dans l'enseignement, les Israélites ne sont point admis sur un pied d'égalité avec les Roumains. L'enseignement primaire et gratuit pour les Roumains ; par contre, les étrangers (Israélites) payent une taxe (1), de même l'instruction secondaire gratuite pour les Roumains est payante pour les Israélites (2) ; de même par les lois sur l'enseignement

1. Loi sur l'enseignement primaire ou normale du 23 mai 1893.

2. Loi du 24 mars 1898, avec les modifications de 1900, 1901, 1904 et 1905.

professionnel (1), ménage(2), écoles de commerce(3), adultes (4), d'arts et métiers, beaux-arts (5), jardins d'enfants(6), les Israélites sont pour la plupart exclus de ces écoles où ils n'y sont admis que dans une proportion infime en payant une taxe et encore s'il reste des places disponibles après avoir satisfait aux demandes des Roumains.

Une loi du 7 avril 1881 permet d'expulser par une simple décision du conseil des ministres, l'étranger qui troublerait la sûreté et tranquillité de l'État (on usa de cette loi dans bien des circonstances contre les Juifs).

La carrière militaire est fermée aux Israélites, pourtant ceux-ci sont soumis à la conscription militaire (lois sur le recrutement des 8 mars 1876 et 21 novembre 1882) ; la loi, sur l'avancement dans l'armée du 12 avril 1874, interdit aux Israélites l'accession au grade d'officier.

De nombreuses lois et règlements ferment les portes de l'armée à tout emploi professionnel exercé par des étrangers : règlement de l'internat médico-militaire du 15 août 1898 ; règlement sur les fils de militaires du gymnase de Craiova du 13 août 1905 ;

1. Loi du 19 août 1901.

2. Loi du 1^{er} août 1903 et 14 août 1903.

3. Loi du 23 mai 1904 et 30 décembre 1908.

4. Loi du 3 juin 1904.

5. Loi du 25 avril 1908.

6. Loi du 12 juin 1909.

loi sur l'avancement dans l'armée du 5 mars 1906 (art. 5), etc...

Certaines prohibitions sont édictées aux emplois publics et professions libérales. Ainsi la loi du 24 juin 1886 interdit aux Israélites la profession d'agent de change et de courtier ; pour être électeur à la Chambre de commerce, il faut être Roumain (loi du 10 mai 1886) ; la loi du 28 février 1887 défend aux étrangers tout emploi dans le service de la régie ; la loi du 22 juin 1893 ferme aux étrangers l'accès dans les services sanitaires.

En matière commerciale on interdit aux Israélites d'être droguiste de première classe, par la loi du 8 novembre 1823 et par celle du 15 mars 1884, on leur interdit tout commerce ambulant.

La loi du 24 mai 1887 pour l'encouragement de l'industrie exige que dans les établissements industriels bénéficiaires de la loi, les ouvriers soient, pour les 2/3 d'origine roumaine (les Juifs sont considérés comme étrangers).

La loi du 29 mars 1900, sur la construction et l'exploitation des chemins de fer d'initiative privée, exige que le concessionnaire occupe au moins 60 o/o d'employés roumains.

Dans le but de protéger le travail national, le Parlement vote la loi du 17 mars 1902 qui exige, pour qu'un étranger puisse exercer un métier en Roumanie, la réciprocité pour les Roumains dans la

patrie de cet étranger. Si on appliquait cette loi à la lettre, on devrait exclure les Juifs de l'exercice de toutes professions. car, ne se rattachant à aucune nationalité, ils ne peuvent invoquer la réciprocité.

Il est incontestable que depuis deux ans un mouvement philosémite se manifeste dans le pays et certaines des lois que nous venons d'énumérer sont appliquées aujourd'hui moins strictement qu'autrefois.

La loi sur les retraites ouvrières de 1912 accorde le bénéfice de ses dispositions aux ouvriers Juifs.

LIVRE III

POPULATION

THÉORIES GÉNÉRALES

La nationalité doit être envisagée, non comme elle pourrait être, mais comme elle existe, c'est-à-dire se confondant avec l'État. L'État est une association politique, une personne morale du droit des gens, pleinement indépendante à l'égard des autres États, faisant respecter son autorité par un gouvernement régulier, sur un territoire délimité et par tous ceux qui l'habitent.

La nationalité est le lien juridique qui unit un individu à l'État. Ce lien juridique est le résultat d'une sorte de contrat tacite entre l'État et ses sujets, contrat par lequel l'État et le national, ont acquis l'un vis-à-vis de l'autre des droits réciproques. L'État impose à ses nationaux l'obligation de se soumettre à ses lois, de remplir certains devoirs; l'État, de son côté, doit protéger les nationaux vis-à-vis des autres États; il leur assure la jouissance

d'un ensemble de droits à eux réservés, à l'exclusion des étrangers : les droits civils et politiques.

Comme tous les contrats, celui qui lie l'individu à l'État doit être le résultat du libre consentement. Nul ne doit être soumis à une sujétion qu'il ne veut plus supporter.

S'il est naturel d'attribuer à l'homme la patrie où le sort l'a fait naître, ou la nationalité de ses parents, en supposant que son silence vaut un consentement tacite, cette fiction ne doit être admise qu'autant qu'il peut revenir sur son consentement. Tout individu doit pouvoir répudier le pays qu'il ne veut plus servir, pour en adopter un autre où il espère trouver de plus grands avantages. L'intérêt de l'État est, d'ailleurs, engagé à ne pas interdire à ses nationaux le droit d'expatriation (1).

L'individu qui subirait malgré lui les charges du pays qu'il voudrait quitter, ferait un très mauvais citoyen. C'est par la naturalisation que l'homme peut abandonner sa nationalité d'origine pour en acquérir une autre. La naturalisation se présente donc sous un double aspect : elle est, à la fois, un moyen d'acquisition d'une nationalité nouvelle, et un mode de dénationalisation.

L'acquisition d'une nationalité nouvelle, doit entraîner la perte de la nationalité d'origine. C'est

1. Alex. Delécaille, *De la naturalisation*, thèse, doct. Paris, 1893.

le principe consacré par l'article 17 du Code civil et par la plupart des législations étrangères. La Russie, les États-Unis, et le Venezuela sont les seuls États qui admettent encore aujourd'hui la doctrine de l'allégeance perpétuelle. L'Angleterre, qui pratiquait ce système avant 1870, a modifié sa législation dans un sens libéral par l'acte du 12 mai 1870 et permet la dénationalisation des sujets britanniques par la naturalisation à l'étranger.

Le principe de la pérennité du lien de sujétion, engendre le cumul des nationalités; un individu est à la fois, réclamé comme sujet de deux États : il a deux patries.

C'est une situation tout à fait anormale. Nul ne peut servir avec un égal dévouement deux pays. La nature des services que chaque État peut réclamer de ses nationaux exige d'eux une soumission complète et unique. Aussi, pour éviter ce conflit, les États ne devraient-ils conférer la naturalisation qu'à l'étranger qui serait dégagé de tout lien envers sa patrie d'origine.

Mais, s'il est permis à un individu de rompre les liens qui l'attachent à son pays, il faut que la perte de la nationalité première soit liée à l'acquisition d'une nationalité nouvelle.

Il faut, pour que la première allégeance disparaisse, que la naturalisation confère au bénéficiaire

la plénitude des droits qui appartiennent aux nationaux de la nouvelle patrie.

C'est ainsi que l'admission à domicile, en Belgique, la dénization en Angleterre, le droit de bourgeoisie dans certains pays, ne doivent pas entraîner un changement de nationalité. La pratique contraire aboutirait à augmenter le nombre des individus sans patrie.

Tout individu a le droit d'abdiquer sa nationalité d'origine pour en choisir une autre ; tout individu doit avoir une patrie, et ne doit en avoir qu'une. Tels sont les principes généraux qui dominent la naturalisation.

On comprend généralement par l'expression population tous les individus vivant sur le territoire. La population d'un pays comprend deux catégories d'individus : 1° les nationaux ; 2° les étrangers, lesquels peuvent être soit des sujets d'un État étranger, où *heimathlosen*, c'est-à-dire des individus ne relevant d'aucune puissance étrangère.

LA NATIONALITÉ

On entend par nationalité le lien juridique qui attache l'individu faisant partie d'un État à cet État (1). Est national donc, tout individu lié à l'État

1. Cogordan, *la Nationalité au point de vue des rapports internationaux*. Paris, Larose, 1879, p. 2.

par ce *vinculum juris*, qu'on appelle nationalité.

La théorie de la nationalité a pour objet d'indiquer l'État dont chaque individu dépend (1).

La détermination de la nationalité des personnes a une importance capitale dans le droit international. La plupart des législations établissent des différences, souvent très marquées, entre la condition des nationaux et celle des étrangers. D'autre part, le lien qui rattache une personne à un État, subsistant malgré les migrations de cette personne, il importera souvent de fixer la nationalité de cette dernière pour savoir si elle peut se prévaloir de la protection de tels ou tels agents diplomatiques, à raison d'attaques dont elle aurait été l'objet en pays étranger; ou si elle doit, à tel pays, certaines obligations, par exemple le service militaire. Enfin et surtout, sans dire avec la théorie italienne que la nationalité détermine toujours la loi applicable, il faut reconnaître cependant que la loi nationale est celle dont l'application est la plus fréquente en cas de conflit de législation. C'est elle, notamment, qui est appelée à régir les matières si nombreuses et si importantes comprises dans le statut personnel (2).

1. Weiss, *la Nationalité (Traité de droit international privé*, t. I, 2^e édit., 1907). -- Rouard de Card, *la Nationalité française d'après la législation*, 1894.

2. Despagnet et Bœck, *Droit international privé*, 5^e édit., p. 367.

La question de la nationalité se présente toujours sous la forme d'une question préjudicielle dont la solution est nécessaire, afin d'arriver à la détermination de la loi applicable.

En fait, la question de la nationalité relève du droit public de chaque État, car d'elle dépendent les concessions des droits politiques qu'elle reconnaît aux individus et certaines garanties constitutionnelles.

Autrefois, quand de nombreux droits privés étaient refusés aux étrangers, la nationalité pouvait, dans certains cas, dépendre du droit civil. Mais aujourd'hui, les étrangers ont, dans presque chaque État, les droits civils, et la question de la nationalité se réfère essentiellement à l'attribution des droits politiques et de certains droits publics.

C'est donc au droit public de chaque État qu'il faut rattacher la nationalité des individus.

La nationalité faisant partie du droit public, les rapports qu'elle provoque entre les États, feront partie du droit international public, car les États doivent régler la nationalité de chaque individu de manière à ne pas porter atteinte aux lois des autres pays juridiquement égaux à eux-mêmes (1).

Quant au droit international privé, il n'a de rapport avec la nationalité qu'à titre de question préju-

1. Despagnet et Boeck, p. 372 et 368.

dicielle pour permettre de fixer les droits dont les étrangers peuvent jouir, ainsi que la loi qui les régit quand il y a lieu d'appliquer la loi nationale des parties (1). C'est à l'État, seul, de déterminer à quel moment un individu devient national, quelles sont les conditions et les modes d'acquisition de cette qualité, et quels sont les droits qui y sont attachés ; c'est à l'État, seul, de veiller à ce que ces éléments qui entrent dans sa composition soient des germes sains et utiles à son développement.

La nationalité peut être acquise : 1° par le fait de la naissance ; 2° ou par un fait postérieur lequel peut être : *a*) soit la naturalisation : *b*) soit l'annexion d'un territoire étranger ; *c*) soit un bienfait de la loi (2).

DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

On peut diviser en trois groupes les législations des différents pays pour déterminer la nationalité d'origine :

1° La nationalité déterminée par la filiation ou le système du *jus sanguinis* ;

2° La nationalité déterminée par le lieu de naissance ou le système du *jus soli* ;

1. Bluntschi, *Dr. Int.* codifié, art. 364 et s.

2. Geouffre de Lapradelle, *de la nationalité d'origine*. Paris, Giard, 1893. — Weiss, *Traité de dr. int.*, t. I, 2° édit., 1907, chap. II. *De la nationalité d'origine*, p. 33-330. — Despagnet et Bœk, *op cit.*, 5° édit., p. 379.

3° Un système intermédiaire tenant compte tantôt du *jus soli*, tantôt du *jus sanguinis*.

1° Dans le système du *jus sanguinis*, on confère au nouveau-né la nationalité de ses parents en vertu d'une présomption d'éducation nationale que l'enfant est censé puiser dans sa famille (1).

Ce système a été adopté surtout par les Romains qui, à l'exemple de tous les peuples de race aryenne, ne voyaient dans l'État qu'une extension de la famille et le faisaient surtout reposer sur la communauté de tradition et de culte existant entre ses membres.

Le *jus sanguinis* a une grande supériorité sur les autres moyens d'acquérir la nationalité, en ce qu'il fait dépendre la nationalité d'origine d'une circonstance qui permet bien mieux de supposer l'attachement à une patrie que la naissance accidentelle sur le territoire ou toute autre circonstance (2). C'est par une tradition familiale, par une éducation commune et par une identité d'intérêts avec ses proches parents que se forme le sentiment d'amour pour la patrie, puisqu'elle n'est que la famille agrandie.

2° La nationalité est conférée par *jus soli* à l'individu, par le lieu de naissance, en lui donnant la nationalité du pays où il voit le jour (1). Ce système fut consacré sous la féodalité qui rattachait tout à

1. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 210 et suiv.

2. Despagnet et Bœk, *op. cit.*, p. 379.

la terre, et soumettait à la loi locale quiconque se trouvait sur le territoire régi par elle. La nationalité conférée par le *jus soli* a de nombreux détracteurs, qui prétendent que, dans ce système, on s'expose souvent à donner une nationalité différente aux parents et aux enfants, ce qui entraîne une foule d'inconvénients et de difficultés. En outre, le pays n'a plus d'action sur ceux qui sont ses nationaux, *jure soli*, quand ils se fixent à l'étranger, et s'ils n'émigrent pas, ils n'offrent pas de garanties suffisantes de fidélité.

Pourtant, il est souhaitable de tenir compte du lieu de naissance, circonstance qui, jointe à une manifestation sérieuse du désir d'adopter la nationalité du pays où l'on est né, doit faciliter l'acquisition de cette dernière. En permettant aux étrangers d'acquérir la plénitude des droits dans le pays, on évite à celui-ci d'être envahi par les étrangers, lesquels se perpétuant de génération en génération risqueraient de compromettre l'unité nationale.

3° Enfin, le système tendant à déterminer la nationalité, soit en se basant uniquement sur le *jus soli*, soit en tenant compte seulement du *jus sanguinis*, soit enfin en combinant le *jus soli* et le *jus sanguinis*. Ce dernier tend à l'emporter aujourd'hui, c'est celui admis en France (art. 9 du C. civ., loi du 7 fév. 1851 et loi du 26 juin 1881).

Le système du *jus sanguinis*, qui fut le système de

la République romaine, est encore adopté par beaucoup d'États ; ainsi en Allemagne (loi du 1^{er} juin 1870, art. 2), en Suisse (loi du 29 juin 1903, sauf art. 5 et 14), en Autriche-Hongrie (Code civil d'Autriche de 1811, art. 18 ; loi hongroise du 24 décembre 1879, art. 2), en Norvège (loi du 21 avril 1888), en Roumanie (loi constitutionnelle 1879, art. 7), etc.

Le système du *jus soli* est en vigueur dans la plupart des États de l'Amérique latine, à l'exception du Mexique, du Costa Rica, du San-Salvador et du Brésil (*Ann. législ. étrangère*) ; pourtant, ces États accordent une certaine influence au *jus sanguinis*.

Enfin, on trouve le système intermédiaire français de la filiation (*jus sanguinis*) combiné avec la facilité de la naturalisation pour ceux qui sont nés sur le territoire (art. 9 et 10 du C. civ.), dans le Luxembourg (loi du 27 janvier 1878), à Monaco (ordonnance du 1^{er} juin 1900), en Russie (ukase du 6 mars 1864, art. 12), en Suède (loi du 1^{er} octobre 1894 ; *Ann. législ. étr.*, 1895, p. 765), en Grèce (Code civil, art. 14, 17 et 19).

ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ PAR UN FAIT POSTÉRIEUR

L'acquisition de la nationalité par un fait postérieur à la naissance se fait : a) soit, par un bienfait de

1. Despagnet et Boek, *op. cit.*, p. 379.

la loi ; b) soit, par la naturalisation ; c) soit, à la suite d'une annexion.

a) *Par le bienfait de la loi*

L'acquisition de la qualité de citoyen par le bienfait de la loi est celle qui résulte comme un droit acquis de l'accomplissement de certaines conditions prescrites par le législateur (1).

En France, le bienfait de la loi s'appliquait, d'après la législation antérieure à 1889, à plusieurs catégories de personnes : 1° les étrangers nés en France de parents qui n'y étaient pas nés (art. 9 C. civ. ancien texte) ; 2° les enfants issus de parents qui avaient perdu la qualité de Français (ancien art. 10) ; 3° les enfants d'un étranger naturalisé Français (loi du 7 février 1851, art. 2 ; loi du 14 février 1882 et 28 juin 1883), ou recouvrant la nationalité française (art. 18) ; 4° les femmes étrangères qui épousaient des Français (art. 12) ; 5° les descendants des protestants émigrés à la suite de la révocation de l'édit de Nantes.

Aujourd'hui, depuis les lois de 1889 et de 1893, le bienfait de la loi ne s'applique, au vrai sens du mot, qu'aux femmes étrangères épousant des Français. Dans tous les autres cas, la déclaration que doivent faire les requérants, pouvant être écartée par le

1. Despagnet et Bœk, *op. cit.*, p. 410 et suiv.

Gouvernement, il résulte que c'est une naturalisation de faveur qui ne diffère de la naturalisation de droit qu'en ce qu'elle est dispensée des conditions exigées pour cette dernière. Dans le Code civil roumain, ce cas n'est cependant pas prévu, mais il serait désirable pour donner une unité à la famille, d'étendre, par le bienfait de la loi, la nationalité du mari à celle de son épouse. MM. Valette, Aubry, Demante, Alexandresco, Petresco-Comnène (1) sont d'avis de n'accorder la nationalité du mari à la femme qu'autant qu'elle la demandera. M. Suliotis, lui, pense qu'il faudrait accorder *de plano* la nationalité du mari à la femme. Les articles 12 et 19 du Code civil roumain ne parlent nullement d'effets du mariage, provenant du moment où il est contracté. Mais, d'après l'article 19 du Code civil, *in fine*, la femme roumaine mariée à un étranger reprend sa nationalité primitive quand elle devient veuve, sans avoir besoin d'accomplir aucune formalité (2).

L'enfant né de parents étrangers est étranger, et l'enfant trouvé sur le sol roumain sans père et mère connus est Roumain.

D'après l'ancien article 7 du Code civil roumain, l'enfant né de parents étrangers chrétiens sur le territoire roumain devient Roumain, par la seule déclaration faite dans l'année de sa majorité.

1. Petresco-Comnène, *op. cit.*, p. 96.

2. Suliotis Ch., *Journ. de dr. int. privé*, p. 430 et suiv.

Depuis le traité de Berlin, et d'après la constitution du 22 octobre 1879, tout étranger, quelle que soit sa confession, doit demander sa naturalisation au Corps législatif.

b) *Naturalisation*

On comprend par naturalisation la concession de la qualité de national faite par l'autorité compétente à l'étranger qui la demande (1). Pour Calvo, la naturalisation est l'acte par lequel un étranger est admis au nombre des naturels d'un État et, par suite, obtient les mêmes droits et les mêmes privilèges que s'il était né sur son territoire (2).

La naturalisation est un acte qui s'accomplit avec l'intervention de l'autorité publique ou législative dont l'étranger est appelé à devenir le sujet ou citoyen.

La naturalisation est admise par presque toutes les législations. Toutefois, il existe des différences dans les formes sous lesquelles elle est accordée et dans les conséquences juridiques qu'elle produit.

On peut caractériser en trois mots les effets de la naturalisation :

1. Despagnet et Boek, *op. cit.*, p. 435.

2. Calvo, *Dr. int.*, t. II, p. 73.

- 1° Elle n'a pas d'effet rétroactif;
- 2° Le naturalisé est égal en tous points au citoyen originaire;
- 3° Elle est individuelle.

Ces trois points varient dans chaque pays.

La loi du 26 juin 1879 a fait disparaître de la législation française la naturalisation individuelle; ce mode de naturalisation ne se rencontre plus aujourd'hui qu'en Portugal, en Russie, en Turquie, en Roumanie et au Brésil (loi du 12 décembre 1902).

La plupart des autres législations étendent le bénéfice de la naturalisation aux enfants mineurs et à la femme de celui qui l'obtient, pour éviter les inconvénients pratiques résultant de la différence de nationalité entre les membres de la même famille.

Cependant, le caractère collectif de la naturalisation est souvent atténué : par exemple, en Italie, la naturalisation ne s'étend à la femme et aux enfants mineurs que s'ils résident sur le territoire italien et les enfants, à leur majorité, peuvent opter pour la nationalité étrangère que leur père a quittée (art. 5 et 10 du C. civ. italien); la femme peut aussi opter pour l'ancienne nationalité de son mari (art. 14 du C. civ. italien). De même, l'Act anglais du 12 mai 1870 (art. 10-1°) exige que les enfants du naturalisé résident avec leur père sur le sol britannique, pendant leur minorité, pour que la naturalisation produise ses effets à leur égard.

Pourtant, dans certaines législations, c'est le mari qui emprunte et acquiert la nationalité de sa femme. Quelques États d'Amérique du Sud ont voulu, par cette règle, favoriser l'immigration et l'établissement définitif des Européens sur leur territoire. En France, la loi des 26-28 juin 1889 (art. 4, 5 et 8) facilite la naturalisation de l'étranger qui a épousé une Française.

M. Petresco-Commène est d'avis qu'il serait préférable de ne pas subordonner la nationalité de la femme mariée à celle du mari. Pourquoi ? Il nous cite le cas d'un mari fantaisiste, qui, pour satisfaire ses caprices, pour devenir polygame par hypothèse, se fait naturaliser dans un pays musulman où cette pratique est encore en honneur. Peut-on astreindre la femme d'un tel personnage à suivre la condition de son mari, à quitter sa patrie, sa famille, ses intérêts et assister stoïquement aux ébats permis à son époux par sa nouvelle qualité ?

MM. Aubry et Rau disent que : « La naturalisation, c'est le résultat d'un contrat formé entre l'individu qui l'obtient et la nation qui l'adopte, en considération de sa personne et de l'accomplissement des conditions auxquelles il s'est soumis. C'est pourquoi les effets de la naturalisation sont essentiellement personnels et incommunicables, ils sont restreints à la personne à laquelle elle a été conférée. »

Cette idée donne naissance à bien des difficultés

pour les enfants conçus ou à naître ; d'après la doctrine il est généralement admis qu'ils suivront la nouvelle condition de leur père. Mais que décider pour les enfants mineurs et la femme mariée ? Despagnet dit que la naturalisation doit être individuelle et, par la suite, des mesures spéciales doivent intervenir en faveur des enfants mineurs ou de la femme mariée. Tel est l'esprit de la loi française du 7 février 1851 (art. 2) et celui de la législation adoptée en Roumanie, en Russie, etc...

D'après une jurisprudence roumaine constante : « la naturalisation étant un droit personnel, elle n'étend pas ses effets sur les enfants nés avant la naturalisation de leur père ».

Cette jurisprudence, dit M. Petresco-Comnène, donne lieu à bien des inconvénients. Sans envisager l'hypothèse tragique de deux frères de nationalité involontairement différentes, combattant chacun d'un côté opposé, nous citerons le cas, qui n'est, il est vrai, pas trop fréquent, d'une succession ouverte au profit de deux frères, dont l'aîné, né avant la naturalisation de son père, est demeuré étranger, par l'application du principe sus-énoncé.

La mère a la faculté de reconnaître son enfant par un acte authentique et à défaut d'un tel acte, l'enfant peut intenter contre sa mère une action en recherche de la maternité (art. 308 du C. civ. r.). Mais dans ce cas, l'enfant suit la nationalité de sa mère, seulement

du moment de sa naissance, et non de sa conception parce que avant la naissance, il ne fait qu'une seule, et même personne avec sa mère, et que l'enfant seulement conçu n'a aucune existence reconnue par la loi et ne peut donc, non plus, acquérir aucun droit avant sa naissance. En effet, la loi est allée un peu trop loin (art. 654 et 808 du C. civ. r.).

L'enfant né de parents étrangers, est étranger ; l'enfant trouvé, sur le sol roumain, sans père et mère connus, est Roumain.

3° *L'annexion*

L'annexion consiste dans l'incorporation de tout ou partie du territoire d'un pays au territoire d'un autre pays (1).

L'annexion produit deux effets : 1° elle amène un changement de souveraineté dans le territoire annexé ; 2° elle donne aux habitants de ce territoire, la nationalité de l'État qui opère l'annexion. Nous nous occuperons seulement de la seconde conséquence.

Dans les temps anciens, le peuple annexé était souvent réduit à l'esclavage ; avec le temps il fut

1. V. Rouard de Card, *Les annexions et plébiscites dans l'histoire contemporaine*, 1880. — Brunet, *Des conséquences juridiques de l'annexion de la Savoie et Nice*, 1890.

déclaré sujet de l'État vainqueur sans être assimilé aux citoyens de ce dernier. Telle était la situation des pérégrins et de déditices, dont on connaît l'infériorité de condition vis-à-vis des citoyens roumains (1).

Dans les temps modernes, par contre, les annexés sont déclarés non seulement sujets, mais encore citoyens du pays auquel ils sont soumis, sans qu'on fasse une différence entre eux et les nationaux de l'État auquel ils sont incorporés.

Exceptionnellement, si l'annexion a trait à une région lointaine, s'il y a entre l'annexant et l'annexé une grande différence de race, de mœurs ou de religion, il arrive qu'on ne concède l'égalité des droits de citoyen qu'avec de grandes précautions et encore au fur et à mesure, au cours des ans. C'est ainsi qu'agit la France, à l'égard des Arabes, des Malgaches, des Annamites.

S'il n'y a pas un traité qui consacre l'annexion, la simple occupation militaire est insuffisante pour produire le changement de nationalité ; il faudra que l'État annexant manifeste la volonté de s'incorporer définitivement le territoire qu'il occupe. C'est ainsi que l'Algérie n'a été déclarée officiellement partie intégrante de la France, que dans l'article 109 de la Constitution du 4 novembre 1848 ; en réalité, l'an-

1. Despagnet et Boek, *op. cit.*, p. 457.

nexion avait été faite par l'ordonnance du 10 août 1834 qui établit et organise la justice française en Algérie (1). De même, la Dobrogea appartient à la Roumanie à dater du traité de Berlin (13 juillet 1878) ; pourtant l'annexion n'eut lieu que le 23 novembre suivant.

Voyons l'historique de l'annexion de la Dobrogea et la situation créée dans cette région aux Israélites et étrangers par cette annexion.

DOBROGEA

Pendant l'occupation de la Dobrogea par Mircea le Grand et Étienne le Grand, les populations roumaines, autochtones et immigrés roumains jouissaient des mêmes droits que dans leur propre pays d'origine, c'est-à-dire les Principautés ; les immigrés étrangers, eux, étaient placés sous le régime du droit international.

Mahomet II, après la prise de Constantinople, en 1453, avait permis aux Israélites de s'établir dans son empire ; par la suite, il leur donna, non seulement tous les droits, mais encore il nomma comme grand rabbin, Moïse Kapsali, en lui reconnaissant le droit de prendre part aux séances et aux votes du

1. Ordonnance du 22 juillet 1834.

Divan. Ce rabbin exerçait des droits très importants sur tous les Juifs dont il était le représentant politique auprès de la Sublime Porte. Ces droits qui datent de 1453, furent consacrés de nouveau par un Hatti-Chérif al Tanzimat proclamé à Gulhamé le 3/16 novembre 1839.

« ...Ces concessions impériales seront étendues à nos sujets de toutes religions ou sectes et ils jouiront de ces droits et exceptions. Donc une sécurité parfaite est accordée par nous aux habitants, dans leur vie, dans leur honneur, comme notre saint texte de lois le demande ».

Par le Firman circulaire adressé aux gouverneurs le 6 décembre 1839 la Sublime Porte leur donne des instructions dans ce sens. De même, le Firman de juin 1853 réitéra les instructions en vue de la protection des sujets non musulmans (1).

La communauté israélite ottomane et son règlement ont été reconnus et approuvés par l'iradé impérial du 1^{er} avril 1864.

M. F. Steen Jehay dans son livre *De la situation légale des sujets ottomans non musulmans* dit à la page 7 : « L'étendue des privilèges dont jouit un sujet ottoman, non musulman, dépend des privilèges octroyés à la Communauté ou *Mil-let* (communauté religieuse).

1. Recueil d'actes internationaux de l'Empire ottoman par G. Effendi Norandounghian, vol. II, p. 288.

La loi sur la nationalité ottomane du 19 janvier 1869, contient les dispositions suivantes :

Article premier. — Ottoman par naissance, est tout individu né de parents ottomans ou de père ottoman.

Art. 2. — Est ottoman, l'individu né de parents étrangers sur le territoire ottoman qui a réclaté dans les trois mois qui suivent sa majorité, d'être sujet ottoman.

Art. 9. — Tout individu habitant le territoire ottoman est réputé ottoman jusqu'à la preuve contraire de sujet étranger (1).

A la suite du traité de San-Stéfano, la Turquie, par l'article 19, s'obligeait à payer à la Russie, une indemnité de guerre de 1.410 millions de roubles ; en attendant, on stipula : « que prenant acte de la gêne financière de la Turquie et à la suite du désir du Sultan, l'empereur de Russie consent à remplacer le paiement de la plus grande partie des sommes énumérées dans les précédents paragraphes, par les cessions de territoire suivantes :

a) Le Sandjak Tulcea, Macin, Babadag, Harsova, et Medjedia, ainsi que les îles de la Delte (2) et de la Serpente. Ne souhaitant pas de s'annexer ce territoire et les îles de la Delte et de la Serpente, la Russie réserva son droit de les échanger contre la partie de

1. Ernest Lehr, *La nationalité dans les principaux Etats du Globe*. Paris, 1909.

2. Les îles formées par les trois bras du Danube : Saint-Georges, Kilia et Sulina.

la Bessarabie détachée par le traité de 1856 et limitée au sud par le Thalweg du bras Chilia, et à la bouche, par Aari Stamboul.

Nous savons que ce traité fut modifié par celui de Berlin du 13 juillet 1878, dont les articles 50 et 51 règlent les rapports de la Roumanie avec la Turquie. L'article 51 dit notamment : « La Roumanie sera substituée, sur le territoire cédé, aux droits et aux obligations de la Sublime Porte, en ce qui concerne les entreprises de travaux publics et les autres de même nature ».

Le Parlement roumain, pour appliquer ces stipulations internationales, vota, le 9/22 mars 1880 la loi sur l'organisation de la Dobrogea. L'exposé des motifs de cette loi contient le passage suivant : ... Le gouvernement s'est efforcé par des règlements et des instructions, autant qu'il lui fut possible, de satisfaire toutes les nécessités ressenties, mais il n'a pu prendre sur lui, de résoudre les grandes questions de principes tels : les droits et obligations des habitants de la Dobrogea, la régularisation de la propriété, les rapports des différents cultes avec l'État, l'organisation du pouvoir judiciaire et de la force armée ».

Le but final de ce projet de loi, c'est l'assimilation complète de la Dobrogea avec la Roumanie.

« ... Sur le terrain politique, l'assimilation prévue par le projet de loi actuel, sera totalement à l'avan-

tage des habitants de Dobrogea, parce qu'elle assurera, à chacun, les mêmes droits et devoirs sans distinction de nationalité et religion. »

...2° Ces lois feront enfin que la population sans distinction de nationalité, de religion de ce pays, bénira la date du 23 novembre 1878, quand le drapeau roumain, pour la première fois, flotta dans Dobrogea, comme un signe de liberté, d'ordre et de civilisation. »

Citons encore certains articles de cette importante loi du 9/22 mars :

ART. 3. — Tous les habitants de Dobrogea qui, à la date du 11/24 avril 1877, étaient des citoyens ottomans, deviennent et sont citoyens roumains.

ART. 13. — Seulement les habitants qui se trouvaient en Dobrogea, à cette date du 11/24 avril 1877, sujets ottomans, les Roumains et les citoyens roumains et qui remplissaient les conditions prévues à l'article 7 de la Constitution de la Roumanie, peuvent acheter des immeubles ruraux.

La loi du 19 mars 1909 qui devait accorder des droits politiques aux habitants des départements Tulcea et Constantza contenait, dans son exposé des motifs, le même texte que celui cité précédemment à propos de la loi du 9 mars 1880, avec l'adjonction de ces mots : « Nous sommes heureux de constater que, depuis ce temps, de nombreux

et importants progrès se sont réalisés... Aujourd'hui, l'état de transition doit cesser, car le moment est arrivé de donner les droits politiques à ceux de la rive droite du Danube. »

Citons également les principaux articles de cette loi du 19 mars :

ARTICLE PREMIER. — On accorde aux habitants du département de Constantza et Tulcea, d'après les distinctions ci-après, l'entière jouissance des droits politiques reconnus aux Roumains par la Constitution.

ART. 3. — Auront l'entière jouissance des droits politiques, donc le droit d'électeur : a) les habitants ottomans qui avaient leur domicile réel dans les département de Constantza et Tulcea le 11 avril 1877, et leurs descendants, même ceux nés après, s'ils prouvent que, ni les uns ni les autres, n'ont émigré ou s'ils n'ont pas joui d'une protection étrangère...

ART. 4. — Pour la constitution des premières listes électorales, il est formé pour une seule et unique fois, deux commissions : l'une pour le département Constantza, l'autre pour le département Tulcea, composées chacune du préfet du département, d'un membre de la Cour d'appel de Galatz et du président du tribunal local.

Ceux qui seront mécontents des décisions de ces commissions auront le droit de faire appel à la Cour de Cassa-

tion, pendant un mois, à partir de l'affichage des listes. La Cour statuera d'urgence sur ces appels... » (1)

Cette loi fut suivie des règlements de mise en application en date du 15 avril 1910.

La mise en application de la loi du 15 avril ayant donné lieu à des mécontentements, une loi interprétative et complétative fut votée. Les articles 3 et 4 de cette dernière loi contiennent au sujet des droits politiques accordés aux habitants des départements Constantza et Tulcea, les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de la loi du 15 avril 1910 est complété et clarifié dans ce sens :

Auront l'entière jouissance des droits politiques, done aussi le droit d'électeur :

a) Les habitants, sujets ottomans, qui avaient leur domicile réel dans les départements Constantza et Tulcea à la date du 11 avril 1877, et leurs descendants et ceux nés ensuite, s'ils prouvent qu'ils n'ont jamais joui d'une protection étrangère et qu'ils n'ont pas émigré, ou s'ils ont émigré qu'ils sont rentrés dans leurs foyers, au moins deux ans avant la promulgation de la loi sur l'autorisation des droits politiques.

L'inscription sur les listes électorales, dans les premiers dix ans arrangées en conformité avec la loi d'organisation de la Dobrogea du 9 mars 1880, ainsi que les inscriptions sur

1. Elmann, *Drepturile Evreilor Dobrogei O voce din Dobrogea*, Bucarest, 1911.

les listes des commissions, des (Plasa) cantons de 1880-1881, constituent, jusqu'à la preuve contraire, une présomption en faveur de ceux qui demandent la permission de jouir entièrement des droits politiques, qu'eux et leurs descendants étaient des sujets ottomans ayant leur domicile en Dobrogea à la date du 11 avril 1877.

Pour les descendants mineurs des habitants prévus dans cet alinéa, les demandes pour la reconnaissance de la qualité de citoyen roumain, conformément à la présente loi, seront faites par les tuteurs et à défaut de ceux-ci par le maire de la commune où ils sont domiciliés.

Au cas où cette demande n'aurait pas été faite à temps, à cause du tuteur ou du maire, le mineur devenu majeur aura, pendant un an après sa majorité, le droit de réclamer devant le tribunal de son domicile, le bénéfice de la loi ;

b) Les Roumains de tout État, sans tenir compte du lieu de naissance, propriétaires d'immeubles et domiciliés dans les départements Constantza et Tulcea ainsi que ceux qui sont établis et domiciliés, le jour de la promulgation de la présente loi, à la condition qu'ils aient déclaré renoncer à toute protection étrangère, sont citoyens roumains.

Par l'article 2, on nomme de nouveau deux commissions : une pour le département Tulcea..... et la seconde pour le département Constantza..... Ces commissions jugeront d'urgence les demandes des habitants de Dobrogea qui trouveraient qu'ils sont lésés sur la base de la présente loi, et auront droit de réclamer la qualité de citoyen roumain si, même, une demande précédente leur a été refusée, en se basant sur le vieux texte de loi...

Tous les recours en cassation seront considérés comme des appels et la Haute Cour de Cassation les jugera à fond. Les recours actuellement pendants seront jugés conformément à la présente loi. Toutes les autres dispositions de l'article 4 de la loi du 11 avril 1910 restent en vigueur.

ANNEXE

LES PROTÉGÉS ÉTRANGERS

L'Autriche et la Russie cherchèrent, par le système de « protégés », à attirer à elles le plus grand nombre possible d'individus pour agrandir leur influence dans les principautés.

Les consuls autrichiens usèrent de ce système dans des proportions aussi étendues que scandaleuses. La qualité de « protégé » aussi bien russe qu'autrichien entraîne avec elle de tels avantages que bien des gens ne demandaient qu'à l'obtenir, et il est même étonnant que dans ces conditions l'Autriche ainsi que la Russie n'aient pas finis par s'implanter définitivement dans les principautés (1).

Par ce procédé l'Autriche arriva, sous le règne du prince Stourza, à posséder rien qu'en Moldavie plus de 200.000 sujets. Ce prince fit tous ses efforts pour ramener à leur nationalité d'origine les Roumains

1. Michel Boeresco, *Sur la situation des principautés avant 1878 vis-à-vis de la Porte et des autres États* (Rev. dr. intern., p. 391, 1897).

qui s'étaient laissés prendre aux paroles amicales des consuls autrichiens (1).

L'article 49 du traité de Berlin semblait vouloir prolonger cet état de choses car il stipule « que les étrangers ressortissant des différentes puissances devaient jouir des droits acquis tant que ces droits n'auraient pas été modifiés, d'un commun accord, entre la Roumanie et les parties intéressées.

Ces droits acquis, personne n'avait pu les définir et tandis que les uns réclamaient l'application pleine et entière des capitulations conclues entre les puissances et la Turquie, la Roumanie s'était toujours et de tout temps, opposée à cette exigence incompatible avec ses droits, stipulés dans ses propres capitulations avec la Porte (2).

L'Italie renonça la première à avoir des protégés étrangers, par la convention du 5/17 août 1880 ; pareille renonciation fut faite par les autres puissances, mais bien plus tard, malgré la situation d'État souverain dont jouissait le royaume depuis le Congrès de Berlin de 1878. C'est ainsi que la solution définitive de cette question fut préparée par l'accord intervenu le 2/14 mai 1887 entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie ; il était convenu entre les deux gouvernements qu'à partir du 1^{er} janvier 1888,

1. Xénopol, *Istoria Romanilor*, t. VI, p. 443.

2. T. G. Djuvara, *Journal de dr. intern. privé*, p. 1123, 1892.

l'Autriche-Hongrie cesserait d'accorder, en Roumanie sa protection aux personnes qui ne jouissaient pas effectivement de la nationalité autrichienne et hongroise (1).

Depuis, la France et l'Allemagne se sont ralliées à cet arrangement. Quant à la Grande-Bretagne, il n'y avait pas lieu à une renonciation de sa part, car elle n'avait jamais soulevé de difficultés à ce sujet (2).

A partir de cette date, les Israélites qui s'étaient réclamés pour la plupart d'une protection étrangère pour jouir des faveurs des conventions consulaires, se trouvèrent sans défense contre les lois qui les opprimaient et tombèrent dans le droit commun. Aujourd'hui, les anciens protégés, qui n'ont pas obtenu une sujétion étrangère en règle, se trouvent dans une situation anormale, directement soumis à la protection du pays et astreints à certaines obligations comme le service militaire (art. 2, p. 2 de la loi de recrutement du 5 mars 1876 qui dit : « Quiconque, à l'époque de la conscription, ne pourra pas prouver qu'il appartient à une nationalité étrangère, sera

1. T. G. Djuvara, *Journal de dr. int. privé*, p. 1125.

2. Rey, *la Question israélite*. Pedone, p. 33. — G.-F. Martens, *Nouveau recueil général des traités*, 2^e série, t. VIII, p. 607. Arrangement du 2 mai 1887 entre l'Autriche et la Roumanie. — T.-G. Djuvara, *Traité, Conventions, Arrangements internationaux de la Roumanie actuellement en vigueur*. Bucarest et Paris, 1888, p. 807 ; note de l'Allemagne du 3 août 1887 ; note de la France du 11 août 1887.

soumis aux obligations de la présente loi ». En outre, pour jouir des droits politiques inhérents à la qualité de citoyen, ces anciens protégés doivent obtenir des Chambres législatives la naturalisation, conformément à l'article 7 de la Constitution.

Le Territoire

Le territoire a aujourd'hui une grande importance pour une nation ; c'est la pierre angulaire de chaque peuple. Avoir un territoire national et plein de revenus, c'est être une riche nation.

Toute perte de territoire équivaut à une amputation et diminution de l'organisme de l'État. Une population est facile à multiplier, à remplacer au besoin ; un territoire ne s'obtient, ne se remplace pas avec la même facilité (1).

En raison de cette grande importance du territoire, le devoir de chaque État est de veiller à sa sûreté et d'intervenir, par sa souveraineté, toutes les fois que son existence est en jeu.

Et toutes les fois que l'État verra un péril dans la reconnaissance des droits de propriété immobilière aux étrangers, il est de son devoir de les leur refuser.

La doctrine n'est pas d'accord sur la nature du droit de l'État sur son territoire ; certains auteurs y

1. Blumtschli, *Théorie générale de l'État*, p. 63.

voient un droit de propriété, certains autres un droit de souveraineté ; cependant, tous sont d'accord à admettre cette autorité exclusive de l'État (1).

« Le premier élément de la propriété d'un peuple, déclare Pradier Fœdéré, est la libre disposition de son territoire ». Bluntschli dit : « Il appartient à la législation de chaque État de déterminer si, et à quelles conditions, les étrangers peuvent acquérir des propriétés foncières dans le pays » (2).

En Roumanie, tout particulièrement, la question de la propriété immobilière est un sujet de discussion et de controverse des plus délicats et des plus intéressants, car elle est, pour le pays, d'une importance capitale au point de vue national et économique.

La question de la propriété immobilière a été, de tout temps, le sujet le plus ardu des juridictions roumaines. Nous avons vu que les Israélites avaient le droit de posséder des immeubles dans les villes, alors qu'il leur était interdit de posséder des biens-fonds ruraux.

La grande Pravila de Mathieu Bassarabe où Codex Bassarabe promulgué en 1652, défend aux Israélites d'acheter des terres à perpétuité, mais leur permet de prendre des terres en fermage et d'acheter des boutiques dans les villes. Le Code Alex. Ypsilanti,

1. Petresco-Comnène, *op. cit.*, p. 100.

2. *Droit international codifié*, n° 385.

de 1776, n'abroge aucunement les dispositions canoniques de la Pravila de Mathieu Bassarabe en ce qui concerne les étrangers. Quant aux relations de famille, témoins, jugements, ils restent inscrits dans le nouveau Code (1).

En Moldavie, dans le Code édicté par Andronache Donici sous le règne du prince Ch. Calimaki, qui eut force de loi à partir de 1814-1817, nous voyons qu'on défend aux Israélites et Arméniens d'acheter des terres rurales; on permet pourtant aux Arméniens d'acheter des vignobles, et aux Israélites d'acheter des magasins et boutiques dans les villes (2).

Le Code Calimaki, promulgué en 1817, toujours en Moldavie, est plus complet. Au paragraphe 45, il est dit : les étrangers partagent généralement avec les indigènes les droits civils, sauf ceux pour lesquels ils doivent être au même rang que les indigènes, avoir la même foi (croyance religieuse) comme pour l'achat des terres à perpétuité, l'acquisition des titres de noblesse, etc... (3).

Le paragraphe 1130 décide que les Arméniens et

1. La Cour de cass. par un arrêt de 1865, opina dans la même pensée.— V. *Bull. C. de cass.*, 1865, 623.— Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 446.

2. Chap. XXV du *protimis*, p. 53 § 5 se réfère à une chrysobulle du 28 décembre 1785 et au chap. XI § 17.

3. *Code judiciaire pour les tribunaux de Moldavie* (Collection *Pastia* III, p. 1233). — Circ. ministérielle, n° 616, 1860, 21 janvier. — Sent, Trib. Bucarest (*Courrier judiciaire*, n° 45, 1895).

les Israélites ne pourront jamais acheter des terres à perpétuité ; mais le paragraphe 1431 ajoute que les Arméniens ont cependant le droit d'acheter des maisons et des boutiques dans les villes. Quant aux Juifs, on n'en parle pas car, par une vieille coutume, ils avaient les mêmes droits qu'on avait concédés à présent aux Arméniens par le paragraphe 1431.

Le Code Caradja, promulgué en Valachie en 1817, reflète presque les mêmes idées, en ce qui concerne les droits des Arméniens et Israélites au point de vue de la propriété immobilière.

Le deuxième chapitre (p. 111, art. 1) dit expressément que : « l'acquisition de la propriété des terres, ne sera permise qu'aux étrangers de rites chrétiens, et n'accorde plus d'exceptions aux Arméniens, d'acheter des vignobles, ni aux Israélites d'acquérir des maisons et boutiques dans les villes ». Ce Code ne règle point la situation des immeubles urbains achetés par les Israélites avant sa promulgation ; il est certain que cette prohibition est restée lettre morte, car par la suite, les Israélites continuèrent d'acheter comme avant, des boutiques et maisons sans se soucier de cette prohibition.

Le règlement organique (1832), après avoir mentionné les dangers que fait courir au pays la présence sur son territoire de nombreux Israélites, les exempte de certains impôts (art. 50-54). Pourquoi ? Dans le but, d'après M. Michel Boeresco, d'encou-

rager l'immigration des Israélites russes en Roumanie, immigration que la Russie voyait avec plaisir (1).

A l'article 50 chapitre III, titre P, on interdit aux Israélites de prendre des terres en fermage (contrairement aux dispositions du Code Calimaki et en concordance avec la prohibition décrétée par le prince Morouzi en 1804).

Par une circulaire ministérielle du 29 mai 1859, on autorisait les Arméniens (se basant sur l'art. 49 § 5 de la Convention de Paris de 1858) à acheter des propriétés rurales en tant que chrétiens ayant l'exercice des droits civils (2). Cette mesure n'était pas étendue aux Israélites.

De même, malgré la loi communale du 31 mars-12 avril 1864, l'article 1^{er} de la loi du 19 août 1864 décidait que, seuls, les étrangers chrétiens pouvaient acheter des propriétés immobilières rurales, par conséquent, le droit d'acquérir des propriétés rurales continuait d'être refusé aux Israélites (3).

La Constitution du 1/13 juillet 1866, dans le deuxième alinéa de l'article 7, disait « seulement les étrangers chrétiens pourront acquérir la naturalisation ». De ce fait, les Israélites ne pouvaient ni

1. Michel Boeresco, *op. cit.*, p. 40.

2. Collect. Pastia, III, p. 1194 ; conforme à l'art. 1430.

3. Grégoire de Zonachi, *Cours de droit civil* ; Dreptul, n° 25, 1880 ; Décision de la Cour de cass., 1883.

acquérir d'immeubles ruraux, ni même avoir la possibilité de se faire naturaliser.

Nous avons vu que dans la Convention commerciale du 22 juin 1875 entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, il était dit, à l'article premier : « Qu'il n'est pas dérogé aux lois et aux ordonnances en vigueur dans les deux États et applicables à tous les étrangers en général : 1^o en Roumanie, aux lois et prescriptions relatives au droit d'acquérir et de posséder des immeubles ruraux, etc... » Or, le plus grand nombre de sujets autrichiens en Roumanie étaient de confession mosaïque.

En se maintenant dans le domaine d'une justice rigoureuse, il fallait donc, d'une part, permettre aux Autrichiens-Hongrois chrétiens domiciliés en Roumanie, d'y acheter des propriétés immobilières et, d'autre part, ne pas accorder évidemment ce droit aux Israélites, sujets austro-hongrois.

Telle fut l'interprétation de plusieurs arrêts des Cours d'appel de Focshani et Bucarest (1). Néanmoins, la Cour de Cassation se rangea à l'opinion contraire, en accordant indifféremment le droit de propriété aux Autrichiens chrétiens et israélites et cassa les arrêts en question pour des motifs comme celui-ci, entre autres, qu'il résultait des débats

1. C. Bucarest, sect. II, 1878, n^o 64. — Dreptul, n^o 3, 1878. — C. Focshani, sect. II, 1881, n^o 55.—Dans *Dreptul*, 1881-1882, n^o 28. —V. Boeresco M., *op. cit.*, 182.

même des Chambres, que cette convention créait de même des droits pour les Israélites austro-hongrois (1).

Cette opinion n'a pour nous aucun intérêt à présent, depuis la loi constitutionnelle de 1879, qui, dans son article 7 § 5, décide que : « Seulement, les Roumains ou ceux qui sont naturalisés Roumains pourront acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. Les droits acquis (jusqu'à ce jour) sont respectés.

Les conventions internationales existantes demeurent en vigueur avec toutes les clauses et termes qu'elles contiennent ».

Or, l'article 644 du Code civil roumain, correspondant à l'article 711 du Code civil français, dispose que : « la propriété des biens s'acquiert et se transmet par successions, par legs, par conventions et par tradition » ; et l'article 645 du Code civil roumain correspondant à l'article 712 du Code civil français, ajoute que : « la propriété s'acquiert encore par accession ou incorporation, par prescription, par la loi et par occupation ». L'identité du terme acquérir, employé dans ces textes, semble imposer leur combinaison interprétative. Mieux encore, les deux textes du Code civil semblent servir de com-

1. Décision Cour de cass. dans *le Bulletin* de 1868, p. 435. — BasileSCO N., *op. cit.*, p. 78 et suiv.

plément d'explication au paragraphe 5 qui, à son tour, paraît s'y être rapporté directement. De là, des difficultés sans fin quand il s'agit de déterminer la pensée de ceux qui avaient fait la Constitution en ce qui concerne les droits des héritiers étrangers sur des propriétés foncières rurales.

Une vive discussion s'est élevée entre les juriconsultes sur la question de savoir si les étrangers ont le droit d'acquérir des immeubles ruraux par succession ou donation.

MM. Tocilesco, Alexandresco, Petresco-Comnène, soutiennent que les étrangers ne peuvent pas acquérir des biens fonds ruraux, même par succession ou donation.

M. Missir, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest, prétend, lui, que les étrangers ont, en Roumanie, le droit de succéder aux immeubles ruraux (1).

Une deuxième opinion, non moins intéressante, est celle de M. Al. Degré, conseiller à la Cour de cassation, lequel établit une distinction entre les successions à titre universel (comprenant les successions *ab intestat*, le legs universel) et les successions ou legs à titre particulier. La Constitution, dit-il, n'interdit que l'acquisition des immeubles ruraux, c'est-à-dire l'acquisition des choses individualisées ; elle

1. Missir P., *Du Droit de succession des Étrangers aux Immeubles ruraux en Roumanie*.

n'empêche pas le droit de succession que donne une vocation à l'universalité des biens de l'héritage (*successio in universum jus defuncti*).

Cette qualité d'héritier, une fois reconnue, celui-ci a droit à la succession entière sans plus se préoccuper des objets qui la composent, de sorte que pour les legs d'immeubles ruraux, puisque l'étranger légataire ne peut pas les acquérir en nature, cela ne veut pas dire qu'il seront attribués à l'État, comme une succession en déshérence, mais que le légataire devra recevoir leur équivalent en argent selon les principes du droit romain accepté par l'article 906 du Code civil. Cette opinion est adoptée par la jurisprudence roumaine.

Si l'application théorique de cette opinion est très facile, il n'en va pas de même dans la pratique. Car appliquer la disposition constitutionnelle au pied de la lettre, serait l'appliquer dans toute sa rigueur draconienne et considérer les héritiers étrangers comme non existants; or, une pareille solution engendrerait bien des discussions.

Voyons, pour le moment, les difficultés qui pourraient naître à la suite de l'ambiguïté de l'article 7 § 5 de la Constitution :

a) Que décider dans l'hypothèse d'une succession *ab intestat*, ouverte au profit de l'enfant naturalisé roumain né avant la naturalisation de son père? La fortune immobilière du *de cujus* ne pouvant apparte-

nir (art. 7) à un étranger, doit-elle, suivant l'article 680 et 724 du Code civil roumain, passer à l'État roumain comme *res nullius* ou *bonum vacans*? mais alors, cela équivaldrait à une pure confiscation; or, la confiscation est formellement prohibée par la loi (art. 17 de la Constitution).

Devant une pareille solution, la doctrine demande que les biens-fonds ruraux soient mis en vente et que la valeur en soit remise à l'héritier;

b) Que décider dans le cas d'un étranger héritant un usufruit d'un bien-fonds rural?

c) Que décider d'une succession de deux frères dont l'aîné, né avant la naturalisation du père, n'a pas obtenu la naturalisation roumaine?

d) L'article 7 § 5 alinéa 2 dit : que les droits acquis seront respectés. Le but que s'est proposé le législateur par ces dispositions, était de solutionner l'état des nombreux étrangers propriétaires d'immeubles ruraux, lesquels conformément aux lois antérieures à 1879, et en vertu d'actes réguliers, devaient rester propriétaires, malgré les prohibitions de l'article 7 § 5.

Mais une fois ces propriétaires morts, qu'allaient devenir leurs immeubles ruraux et dans quelle situation se trouveraient leurs héritiers étrangers par rapport à ces immeubles?

C'est le cas d'un Français qui ouvrit les débats de

cette question brûlante si discutée par les jurisconsultes roumains.

A la suite d'un testament du marquis de Bedmar, M. Lemotheux, de nationalité française, avait hérité de l'usufruit d'un domaine sis en Roumanie, tandis que les enfants mineurs de M. Lemotheux étaient légataires de la nue-propriété. M. Lemotheux demanda au tribunal de Suceava (Falticeni) la mise en possession pour lui et ses enfants.

La tribunal, par un jugement du 7/19 novembre 1891, accorda l'usufruit, mais refusa l'investiture, quant à la nue-propriété comme contraire à la Constitution. Sur appel des mineurs, la Cour d'appel de Jassy, par un arrêt du 5 décembre 1891, confirma le jugement.

M. Lemotheux se pourvut en cassation pour ses enfants. L'arrêt de la Cour suprême, rendu le 20 février/4 mars 1899, qui a cassé le susdit jugement décide en substance que : « Attendu que l'article 7 § 5 de la Constitution n'enlève pas aux étrangers le droit de succession et que, par suite, il est évident qu'ils doivent conserver cette qualité en principe avec tous les effets qui ressortent d'après la loi civile sans qu'il existe à ce point de vue une distinction légale entre les successions déferées par la loi et celles déferées par le testament.

... Que, en conséquence, lorsque l'instance jugeant au fond affirme que par l'article 7 de la Constitution,

les droits successoraux de même que les droits de disposer par testament ont été restreints de manière à imposer l'examen de la nationalité du légataire, avant de l'envoyer en possession, elle se livre à une mauvaise interprétation des articles 653 et 891 du Code civil (524 et 1006 C. f. modifié), qu'elle viole » (1).

Pour tous ces motifs, la Cour de cassation, a renvoyé la juridiction à la Cour d'appel de Galatz. Dernièrement la Cour d'appel de Galatz a rendu un jugement qui donne à l'héritier étranger le juste équivalent en argent de cette succession provenant de vente publique.

Dans un autre cas, antérieur à celui-ci, la jurisprudence se prononça de la même façon.

Un sieur Luscano, sujet roumain, décédé à Buzéo, laisse un fils et une fille ; celle-ci, mariée à un sujet grec, le sieur Anagnostopol était devenue, par conséquent, sujette grecque. Le fils Luscano trouva bon de s'attribuer, en vertu de l'article 7 de la Constitution, tous les biens fonds ruraux dépendant de la succession et n'accepta sa sœur comme héritière que pour la moitié des immeubles urbains et pour la moitié des meubles. La dame Anagnostopol demanda au tribunal de Buzéo le partage judiciaire de toute la succession, mais un jugement du 12/24 avril 1896, admit les conclusions du défendeur et repoussa

1. Flaislen, *Revue de dr. int.*, 1897, p. 493.

l'action en partage, en ce qui concerne les immeubles ruraux.

Sur appel de la demanderesse, la Cour d'appel de Bucarest, par un arrêt du 5/17 février 1897, réforma le jugement et accueillit la demande ordonnant le partage de toute la fortune laissée par le défunt, sauf pour la dame Anagnostopol, à recevoir en argent sa part d'immeubles ruraux (1).

Cette jurisprudence fut confirmée par la Cour de cassation, laquelle profita de cette occasion pour montrer qu'elle partageait en tous points l'opinion de la Cour d'appel de Bucarest (arrêt du 15/27 mai 1897).

Cette interprétation fut d'ailleurs appliquée maintes fois ; le même principe se dégage nettement d'un arrêt de la Cour de cassation concernant les donations (2).

Il serait souhaitable qu'une loi expresse vienne régler cette matière, en s'appuyant sur l'opinion émise par la Cour de cassation (3).

1. Voir un arrêt de la Cour de cassation toutes les Chambres réunies du 30 avril 1898 ; *Dreptul*, n° 37, 1898 ; un autre arrêt du 4 septembre 1898 dans *Dreptul*, n° 63, 1898.

2. Décision de la Cour de cassat. roum., n° 8 de 1904. V. dans *Curierul Judiciar* du 12 décembre 1904.

3. Le projet de loi déposé par M. Vueturesco (1897) qui demande que les étrangers qui seraient appelés à recueillir des immeubles ruraux par succession testamentaire où *ab intestat* et les étrangers auxquels de tels immeubles seraient légués, aient le droit à la valeur de ces immeubles et de tous droits attachés, de même qu'aux revenus jusqu'à la réalisation effective (*Dr. int. privé*, 1897, Flaischlen, p. 505).

Un cas très caractéristique s'est produit dans ce domaine. Un sieur E. Zappa avait laissé comme legs des biens-fonds ruraux à la Commission des Olympiques de Grèce. Un conflit très sérieux devait éclater entre cette Commission et la loi constitutionnelle roumaine. D'un côté, l'article 7 de la Constitution interdit à tout étranger de posséder des immeubles ruraux; d'autre part, cette Commission n'était pas reconnue comme personne morale. Pour résoudre cette difficulté, la Grèce entama des négociations diplomatiques avec la Roumanie. Après de pénibles discussions, on arriva à une entente. Le gouvernement roumain, fit voter une loi spéciale pour autoriser la Commission des Olympiques de Grèce à recueillir le legs laissé par le sieur Zappa. *Le Moniteur officiel* roumain, du 30 décembre 1901, a promulgué la loi d'après laquelle la Commission dite de legs ou des Olympiques de Grèce, n'est reconnue personne morale que dans ce seul cas, et est autorisée à accepter le legs fait en sa faveur par le testament de feu M. E. Zappa en date du 30 novembre 1860 dans le cas où les autorités judiciaires roumaines lui donneraient droit à ce legs. Cette Commission devait exercer ces droits dans les limites prescrites par les lois de l'État roumain, en respectant tout particulièrement les dispositions de l'article 7 du statut, c'est-à-dire que dans le cas éventuel où elle obtiendrait les biens qui lui sont légués par le testament de Zappa,

elle devra transformer en numéraire la valeur des immeubles ruraux sis en Roumanie ; et cela dans un délai qui ne devra pas dépasser trois ans depuis l'envoi en possession (*Moniteur officiel* du 31 décembre 1901) (1).

En Roumanie, faute de réglementation légale, cette tâche délicate que la logique des principes et l'article 34 de la constitution attribuent au pouvoir législatif, incombe aux tribunaux judiciaires.

Cette anomalie présente de graves inconvénients ; le juge ne doit qu'appliquer la loi, il n'est pas appelé pour la faire, sinon on aboutit à confondre les deux facteurs principaux de la vie juridique d'un peuple ; et on crée une situation pleine de dangers.

Dans l'empire des Tzars, l'ukase du 3/15 mai 1887 interdit aux étrangers habitant les pays limitrophes de la Russie occidentale, de posséder des immeubles ruraux. Mais elle permet la succession entre descendants directs et entre conjoints établis dans le pays avant l'ukase et ordonne à tout autre héritier étranger de vendre ces immeubles acquis par succession.

Le délai de vente est fixé à trois ans ; si, à l'expiration de ce délai, les héritiers n'ont pas cédé leurs

1. Renault L., *Du droit pour une personne morale étrangère de recueillir par succession des immeubles en France*. — Weiss, *le Différend à la succession Zappa*. (*Arch. diplom.*, 2^e série, t. XLVIII, p. 127).

droits sur les fonds ruraux, le procureur général demande d'office la vente forcée par enchères publiques devant le tribunal du district ; le tribunal doit remettre aux héritiers le prix de vente, en faisant déduction des frais (1).

1. Ukase du 3-15 mai 1886, art. 1, 2 et 3, alinéas 1 et 3 de l'Ukase.

FAUT-IL DONNER DES DROITS POLITIQUES AUX ISRAÉLITES ?

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION

La recherche de la solution de cette question a fait couler bien des flots d'encre, a donné lieu, de tous côtés, à bien des efforts, et pourtant de nos jours le problème n'est guère plus avancé qu'il y a quarante ans. Des discussions nombreuses se sont élevées dans la presse et ont eu leur écho jusque dans le Parlement roumain et à l'étranger. Le moment est-il venu de donner des droits politiques aux Israélites ? Sur ce point, les opinions sont très partagées, et si aujourd'hui partisans et adversaires de la question sont en nombre à peu près égal, jusqu'en ces derniers temps, la majorité, au contraire, était pour la négative.

Voyons tout d'abord les opinions de ceux qui redoutent encore l'assimilation des Israélites aux Roumains, quant aux droits. Dans cet ordre d'idées, nous avons deux écoles : l'école de sentiment et l'école de raisonnement.

La première est représentée, aujourd'hui, par

M. C. Couza et MM. Jorga, Verax (1), etc.; la seconde par MM. Spiru C. Haret, N. Basilescu, etc., et nombre d'hommes d'État roumains.

L'école de sentiment fait appel à des raisons quelque peu d'ordre religieux, ce qui évoque immédiatement un soupçon d'intolérance: c'est ainsi qu'elle fait ressortir que les Israélites étant d'une autre religion et d'une autre nation que les Roumains, ne peuvent juger chaque fait national comme le jugeraient ces derniers.

L'autre école, de pur raisonnement, prétend que les Juifs sont un élément immigrateur, que, jusqu'au XVIII^e siècle, ils n'ont jamais été nombreux en Roumanie et que c'est seulement dans le siècle dernier qu'ils ont immigré dans les pays roumains: que le plus grand nombre d'entre eux, habiteraient la Moldavie. Or, d'après les statistiques :

La population totale du royaume était de 5.912.520 âmes en décembre 1899; sur ce nombre on comptait 269.015 Juifs.

La population totale des 13 districts de la Moldavie était de 1.832.106 âmes dont 195.887 Juifs.

Les Juifs formaient donc 10,70/0 de la population totale de la Moldavie.

L'accroissement de la population chrétienne de la Moldavie pendant les derniers quarante ans (1859-1899) a été de 429.310 âmes, ce qui équivaut à un

1. Verax, *op. cit.*, p. 38.

accroissement d'un peu moins de 35,57 o/o soit 0,89 00 par an.

Si ce sont les chiffres de 1833 que nous prenons comme point de comparaison, nous constatons que les chrétiens ont augmenté de 883.000 à 1.636.000, ce qui équivaut à un accroissement de 85,3 o/o en soixante-huit ans, soit environ 1,33 o/o paran.

Pendant la même période, le nombre des Israélites a augmenté de 37.000 à 196.000, ce qui équivaut à un accroissement de 430 o/o en soixante ans ou 6,32 o/o par an.

Si c'est l'état de choses existant en 1803 que nous comparons à celui de 1899, nous voyons que les chrétiens ont augmenté de 604.000 à 1.636.000 ; les Israélites de 12.000 à 196.000, ce qui équivaut à un accroissement de 170,8 o/o pour les premiers, de 1533 o/o, pour les seconds.

Une statistique de 1904 nous fait connaître la répartition de la population suivant les religions dans les villes (1).

Roumanie	Orthodoxe rite roumain	Mosaïque	Catholique	Protest.	Mahomét.	Arménienne	Lépopenne du rite russe
Roumanie.....	91,5	4,5	2,5	0,4	0,7	0,1	0,3
Moldavie.....	84,2	10,6	4,8	0,1	0,0	0,2	0,1
Valachie.....	95,4	2,3	1,6	0,5	0,1	0,0	0,1
Oltenie.....	98,5	0,4	0,9	0,1	0,1	0,0	0,0
Dobrotscha....	73,4	1,6	2,2	2,1	15,6	0,6	4,5

1. Colesco L., *le Recensement statistique de la Roumanie*. Bucarest, 1905.

D'après le recensement statistique de 1904 de la Roumanie, la population rurale se divise d'après les confessions, à savoir :

Roumanie	Orthodoxe rite roumain	Mosaïque	Catholique	Protest.	Mahomét.	Arménienne	Lépopenne du rite russe
Roumanie.....	95,9	1,1	1,8	0,2	0,7	0,0	0,3
Moldavie.....	91,3	3,6	4,9	0,1	0,0	0,1	0,0
Valachie.....	99,4	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,1
Oltenie.....	99,8	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Dobrotscha....	73,1	0,2	2,0	2,4	16,7	0,2	5,4

Enfin, voici la répartition de la population juive d'après la nationalité et la protection des habitants en 1904.

	En Moldavie	Valachie	Oltenie	Dobrots- cha	Rouma- nie en total
Israélites sujets étrangers.....	2.510	2.383	694	272	5.859
Israélites de pro- tection rou- maine.....	193.282	58.142	4.187	877	256.488

La population totale de la Roumanie, en 1904, était de : 5.956.690.

D'après un recensement effectué à la fin de décembre 1912, on suppose que la population de la

Roumanie s'élèverait à 7.500.000 ; l'élément juif est resté stationnaire (1).

Cette stagnation de la population israélite est due à l'émigration, dont l'origine remonte à 1898-1899 ; ajoutons que ce mouvement est moins fort aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années environ, néanmoins la prolificité de la race n'arrive guère qu'à compenser le nombre d'émigrants juifs.

En 1879, ce qu'on craignait surtout en Roumanie, c'était ce chiffre élevé des Israélites, par rapport au nombre des habitants du pays. Une pareille nation, dit-on, peut former un État dans l'État.

Les adversaires de l'émancipation des Israélites accusaient en outre, ces derniers, d'avoir accaparé le commerce et de l'avoir tué. Verax (2) nous dit à ce sujet que : « l'influence morale exercée par les Juifs sur la classe marchande, a également été loin d'être moralisatrice. Ils ont commencé par tuer ce qu'il y avait de plus considérable et de plus solide dans cette classe, ne laissant subsister, dans la plupart des villes, que des restes qui mènent une vie des plus précaires.

» Si, d'une part, ils ont introduit des procédés plus nouveaux, plus modernes, ils ont aussi apporté avec eux, la fraude, la mauvaise foi, les tromperies de tout genre ».

1. *Minerva* du 22 décembre/2 janvier 1912.

2. Verax, *op. cit.*, p. 278.

Ce qu'on reproche encore aux Israélites, c'est d'être inassimilables. Et le même écrivain s'exprime ainsi sur leur religion : « cette religion étroite, constitue aussi l'obstacle contre lequel se brise et se brisera toute tentative d'assimilation. Le Juif est aussi Juif, aujourd'hui en Roumanie, qu'il l'était il y a cent ans. Que dis-je ? Il l'est même plus, il l'est ouvertement ».

On reproche encore aux Israélites d'avoir donné une trop grande extension au sionisme, en Roumanie, plus que dans tous les autres pays d'Europe.

Les partisans du *statu quo* refusent d'émanciper les Israélites et affirment que ceux-ci malgré les lois restrictives, sont dans un état économique meilleur que les Roumains d'où ils tirent la conséquence qu'on ne doit pas leur étendre les droits politiques.

D'après une statistique du Trésor public, le nombre des raisons sociales des commerçants en Roumanie, pour les années 1906, 1907 et 1908 se répartit ainsi :

	1 ^{er} avril 1906	1 ^{er} avril 1907	1 ^{er} avril 1908
Roumains	74.337	76.340	77.248
Etrangers	15.662	14.234	14.245
Israélites.....	26.239	25.187	23.588
Total.....	116.238	115.761	115.081

D'après une statistique de 1908, il y a pour les 32 districts qui composent la Roumanie un total de

127.841 patrons, contremaîtres, ouvriers et apprentis se décomposant ainsi (1).

Roumains.....	73.730	c.-à-d.	57,67 o/o du total du pays
Israélites.....	25.184	c.-à-d.	19,70 o/o »
Autres nationalités.	28.927	c.-à-d.	22,63 o/o »

M. Petresco-Commène se basant sur certaines statistiques, dit : « serait-il donc prudent d'accorder la naturalisation à cette population étrangère, qui s'obstine à faire nation à part, qui forme une colonie excessivement nombreuse, qui a des qualités de procréation et de résistance bien supérieures à la population autochtone et qui, pourtant, serait appelée, au bout d'un certain temps, relativement court, à submerger la population nationale, à étouffer et à la remplacer ? Tout juge impartial et juste doit certainement répondre non, non » (2).

... « Pour revenir à notre sujet, il faut donc conclure qu'étant donné leur nombre par trop élevé, il ne faut, malheureusement pas espérer une prompte assimilation ; or, tant qu'ils resteront ce qu'ils sont, les portes de la cité roumaine lui resteront hermétiquement closes ».

1. Manolesco-Mladidu, *Évolution de la classe moyenne*, thèse 1909, p. 239.

2. Petresco-Commène, *op. cit.*, p. 164.

Certains écrivains vont encore plus loin ; ainsi M. Couza, professeur à la Faculté de droit de Jassy, voudrait voir les Israélites éliminés du commerce et de l'industrie où ils ont encore une prépondérance. Au lieu de donner une solution équitable à la question, M. Couza, au contraire, désire mener la lutte plus loin contre l'élément israélite.

Dans un de ses récents ouvrages, il s'exprime ainsi :

« Ou bien nous, Roumains, nous parviendrons à reconquérir les positions perdues dans le commerce et l'industrie, en reconstituant la classe moyenne nationale pour qu'elle puisse absorber les excédents des villages et alimenter nos classes dirigeantes et alors, nous vivrons en nation existant par elle-même, établissant une culture propre, roumaine, dans nos patrimoines, ou bien les Juifs continueront d'accaparer le commerce et l'industrie, en conquérant nos villes et en achevant de nous anéantir et alors ce seront eux qui composeront la classe moyenne étrangère » (1).

L'élimination consisterait pour M. Couza, dans l'intervention de l'État par des lois de protection du travail national.

Pour donner une solution à la question israélite

1. Couza, *la Naturalisation des métiers*. Jassy, 1902. — Voir aussi dans Manolesco-Mladian, *op. cit.* Thèse. Paris.

dans le domaine économique, M. Constantin Stere, professeur à l'Université de Jassy, préconise l'intervention de l'État qui prêterait son concours au surcroît de la population juive pour la faire émigrer et en cela il croit obéir à un sentiment de justice, conforme aussi à l'intérêt du pays.

Il croit que dans quinze ou vingt ans, suivant ce système, on pourra diminuer le poids de ce nombre considérable des Juifs et que, dans vingt ou trente ans tout au plus il sera reparti d'une façon proportionnelle à l'étendue de la population roumaine (1).

M. Petresco-Comnène donne la même solution à la « question israélite », mais ne croit pas qu'un pareil projet soit réalisable :

« Proportionnellement à sa population, la Roumanie, en conséquence, ne devrait posséder qu'une colonie de 15 à 20.000 Israélites. Dans ces conditions, bien entendu, l'assimilation ne tarderait pas à s'accomplir aussi facilement et aussi complètement que possible.

» Ce rêve ne se réalisera, probablement, jamais ; on pourrait cependant tenter par des moyens licites et humains d'en déverser le surplus sur un ou plusieurs pays neufs dépourvus de cette classe intermédiaire,

1. *Sociale démocratism ou popularism*, article dans la Revue *Viata Romaneasca*, p. 206, novembre 1907.

dans laquelle les fils d'Israël excellent depuis des siècles (1). »

D'après l'opinion de MM. Jean Lahovary et Petresco-Comnène, en attendant, il faudrait donner une solution plus équitable à la question Israélite et dans ce but :... prendre certaines mesures favorables aux Israélites qui affirment sincèrement le désir de devenir Roumains. On pourrait, par exemple, leur ouvrir d'abord toutes les écoles, voire même les écoles militaires où ils puissent être admis « à titre étranger » et lors de l'achèvement des études, leur conférer le droit de cité roumaine. Procéder, en un mot, de même qu'il est d'usage envers les Roumains sujets étrangers, tels que ceux de Macédoine, de Transylvanie, etc. (2). Car ce n'est qu'au moyen des écoles qu'on parviendra à se les attacher et à leur faire perdre cette infinité d'habitudes et de tendances qui les rendent précisément redoutables.

Se montrer ensuite moins intraitable, en ce qui concerne leur naturalisation, agréer tous ceux qui prouveront un vrai désir de s'assimiler à la vie nationale (3)...

L'école roumaine qui voudrait accorder des droits politiques aux Juifs est, malheureusement, très fai-

1. Petresco-Comnène, *op. cit.*, p. 194.

2. Conf. les articles publiés naguère dans le *Timpul* de Bucarest par M. Jean Lahovary : Petresco-Comnène, *op. cit.*, p. 195 et suiv.

3. Petresco-Comnène, *op. cit.*, p. 196.

blement représentée. Il faut avouer, en effet, qu'elle ne groupe qu'un mince faisceau d'écrivains, qui se recrutent parmi les démocrates et les socialistes. On pourrait rattacher à cette école deux politiciens de grande valeur, MM. Majoresco et Carp, si toutefois les idées qu'ils ont émises sur « la question israélite » en 1879, ne se sont pas modifiées.

En 1879, MM. Carp et Majoresco voulaient donner des droits politiques à une catégorie d'Israélites. Ce qu'ils désiraient, c'était d'émanciper un grand nombre d'Israélites en les assimilant au point de vue des droits aux Roumains.

M. Basilescu, professeur à l'Université de Bucarest, demande la revision de l'article 7 de la Constitution dans le sens le plus propre à permettre aux facteurs économiques, de toutes croyances ou nationalité, utiles à notre économie nationale, de devenir Roumains avec le temps et au fur et à mesure de leur assimilation avec les Roumains.

« Il n'est pas juste et pas utile au pays, nous dit-il, d'éloigner ceux qui viennent, de bonne foi et avec amour vers la mère patrie et de les refuser sous le prétexte que les Chambres législatives n'ont pas le temps de s'occuper de leurs demandes de naturalisation. »

M. Basilescu fait une seule réserve : c'est celle des biens fonds ruraux, et cela, parce qu'il faut défendre

le paysan roumain « sur lequel repose tout notre édifice social et économique ». Pour lui, la question israélite doit être résolue, car il n'est pas admissible de laisser vivre parmi nous une population étrangère si nombreuse (1).

La même opinion ou à peu près, est formulée par M. le Dr Istraté, professeur à l'Université de Bucarest, qui, à l'occasion d'un procès, s'exprime ainsi : «... et nous, à notre tour, nous devons considérer les Israélites indigènes (autochtones) comme des frères et leur ouvrir largement les portes de la naturalisation, étant convaincu qu'ils deviendront chez nous, des bons patriotes, comme dans les autres États et en tous cas, il est préférable d'avoir ces quelques centaines de mille Juifs comme citoyens que comme étrangers (2). »

L'école des jeunes écrivains, favorable aux Israélites, est représentée par MM. Al. Ciurcou, Costaforu, Drago, Socor, etc. Voici ce que nous dit MM. Ciurcou, l'éminent journaliste, sur « la Question israélite » : «... Chez nous, pour certains la Question israélite est une question purement et simplement économique ; pour d'autres, c'est une question de conservation nationale...

1. Basilescu N. *Studii Sociale. Evreii in Romania*. Bucarest, 1903, p. 218.

2. Procès Brociner-Petreano, *Universul*, 15 février 1912.

Je déclare formellement que je ne vois aucun péril en accordant ces droits, mais, au contraire, je vois un péril en ne donnant pas les droits non seulement aux Israélites, mais même aux étrangers de toute nationalité établis définitivement dans notre pays.

Ces étrangers voudraient devenir des citoyens roumains, ils voudraient adopter notre nationalité, ne pas reconnaître une autre mère-patrie que la Roumanie, lui dévouer toutes leurs affections. Et que leur répondons-nous ? Non !... En ce qui concerne les Israélites, la question s'aggrave par le fait que ceux-ci, que nous traitons d'étrangers, sont, en réalité, des Roumains de père en fils, plus Roumains que certains députés ou sénateurs qui font des lois dans le pays roumain, seulement ils adorent d'autres saints que ceux-ci. »

« La reconnaissance des droits politiques aux Israélites indigènes (autochtones), nous dit encore M. Ciurcou, « n'est pas seulement une politique de haute sagesse, mais encore une question de justice et d'humanité, comme l'avait si bien dit M. Costa Foro, de telle façon que je n'ai rien à ajouter » (1).

Bien que M. Take Jonesco, actuellement le chef du parti conservateur-démocrate et ministre, ne se soit pas expliqué sur la question israélite, les personnes qui le connaissent et de son entourage, ont vu, en

1. Article de M. Al. Ciurcu dans *Adeverul* du 18 et 19 juin 1912.

lui, un fervent partisan de l'émancipation des Israélites.

M. Costa Foro raconte, dans un article de journal, l'ardeur avec laquelle l'ancien étudiant de Paris, aujourd'hui ministre, combattait pour « cette juste cause ». M. Costa Foro, parlant de lui, dit : « Les sentiments et les idées de M. Jake Jonesco n'ont pu varier depuis et ils n'ont pas varié, j'en suis sûr (1). La différence consiste seulement dans les situations et pas dans les convictions. Dans le temps, M. Take Jonesco était l'étudiant libre, de ses paroles ; aujourd'hui, il est le chef d'un parti puissant et sur la voie d'arriver au pouvoir (2). »

1. C. Gh. Costa Foro dans *Adeverul* du 25 novembre 1911 ; article sur M. Take Jonesco et l'article 7.

2. L'éminent homme d'État italien, M. Luzzatti, dans un récent article publié dans le *Corriere della Sera*, parlant sur la « Question israélite en Roumanie », critique vivement la situation créée par les lois roumaines à certains Israélites en Dobrodja ; ensuite, il insiste sur ce point que la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie serait conditionnelle et par conséquent « la Question israélite en Roumaine » serait encore internationale.

Tout en rendant un hommage mérité à M. Luzzatti, le délicat politicien qu'est M. Take Jonesco réfute l'idée d'une base internationale de « la Question israélite » et nous dit, qu'au plus, elle pourrait être une question de sentiment international. M. Jonesco désire l'émancipation des Israélites et s'en réjouit. Mais admettre la Question israélite comme internationale, c'est une prétention qui va à l'encontre de son but.

M. Jonesco termine son interview en disant : « Rien ne pourrait davantage désarmer les bonnes volontés que de présenter devant le peuple roumain la Question des Juifs de Roumanie comme une question d'injonction de la part de l'étranger.

Nous avons pris connaissance de ces articles juste au moment de la clôture de notre ouvrage. Nous regrettons vivement de les développer si succinctement, faute de temps (*V. la Roumanie* du 11/24 avril 1913).

Quant aux savants, hommes de lettres, politiques, d'États étrangers qui se sont efforcés d'obtenir une amélioration de l'état des Israélites en Roumanie, ils sont légion. Il faut citer en France MM. Waddington, Renault, Rey, Bernard Lazare, Ambroise Colin, etc... En Allemagne, Bluntschli; en Italie, M. Luzzati, Enrico Ferri, etc...

Ne serait-il pas intéressant de connaître l'opinion des Juifs indigènes, eux-mêmes, sur la question israélite en Roumanie ? C'est pourquoi nous nous permettons d'ouvrir un petit chapitre dans lequel nous passerons en revue ces opinions.

Dans une pétition adressée en Février 1910, par l'Association des Israélites indigènes au roi, au gouvernement et au Corps législatif roumain, les Israélites revendiquent le droit d'être reconnus égaux aux populations roumaines. /

Dans ce long Mémoire, ils exposent la triste situation qui leur est faite, toutes les restrictions auxquelles ils sont soumis et demandent un changement devant mettre fin à leur état déplorable.

Considérés comme étrangers, exposés aux caprices de tous, ils sont constamment à la veille d'être expulsés et de se voir sans patrie, et ils s'élèvent contre ceux qui ont tendance à les considérer comme étant en état de vagabondage. Ils ne sont pas des étrangers, car de nombreux documents indiscutables démontrent que leur établissement dans le pays est

très ancien, et ils ont toujours vécu en bonne harmonie avec les habitants de celui-ci.

Et ils continuent en rappelant que les grands patriotes de 1848, tels : I.-C. Bratiano, C.-A. Rossetti, Héliade Radulesco en Valachie et Michel Cogalniceano en Moldavie avaient demandé, pour eux, l'égalité des droits.

On leur promettait une émancipation graduelle qui était reconnue en principe. La proclamation d'Islaz de 1848, la Convention de Paris, le discours du prince Couza du 1^{er} janvier 1864 après l'union des principautés, le vote de l'assemblée (obstesti) de 1864, etc..., avaient consacré l'idée d'une émancipation des Israélites.

Pour les législateurs de 1864, l'octroi des droits communaux aux Israélites indigènes avait été seulement le premier pas vers leur émancipation complète.

Le Mémoire de 1910 reproduit différents discours d'hommes politiques comme : Basile Boeresco, M. C. Epureano, G. Costa-Forou, M. Cogalniceano dans lesquels ceux-ci regardent l'émancipation des Israélites comme une nécessité ethnique et économique.

Le 6 décembre 1865, le prince Couza demande dans son Message qu'on hâte l'émancipation des Roumains de rite israélite. Dans le même ordre

d'idées furent conçus les articles 8 et 9 du Code civil.

L'œuvre d'émancipation a été interrompue par l'article 7 de la Constitution de 1866 qui réserve aux habitants de rite chrétien, le droit d'obtenir des droits politiques.

Pourtant, l'article 7 n'a pas changé les droits reconnus par la loi de 1864. A la suite du Congrès de Berlin, le nouvel article 7 n'a pas modifié la situation légale des Israélites indigènes, comme nous le voyons dans la note envoyée par Basile Boeresco aux puissances. Pourtant en pratique, les Israélites ont été éloignés graduellement de tous les droits civils et en ce qui concerne les droits politiques on les a toujours ajournés.

Le *Cuvint* du Mémoire est très intéressant, car il établit la qualité des Israélites indigènes, combat l'injuste accusation que les Israélites poursuivraient une domination politique, attaque la question de l'assimilation, démontre que l'élément israélite n'étouffe pas la classe moyenne nationale, que le nombre des Israélites est exagéré car il se réduit à 250.000, même d'après les données officielles et établit que les Israélites ne sont pas un facteur prépondérant dans l'économie nationale.

De même, les Israélites déclarent ouvertement qu'ils n'attendent la solution de leurs droits que du pays en dehors de toute ingérence étrangère.

Dans l'industrie, commerce et artisans on voit que l'élément israélite diminue pendant que l'élément roumain monte ; qu'il n'existe pas une concurrence entre les Roumains et Israélites et l'économie nationale supporte bien les deux éléments dont l'élément roumain est avanta^gé.

Alors, à quoi bon, ~~vous~~ se demande le Mémoire — des lois restrictives contre nous ? Et le Mémoire se termine, en appelant au roi, au gouvernement et au corps législatif, et au nom de la justice qui est la base de tout État, pour donner à la question Israélite une solution favorable, à ces honnêtes gens dignes de leur patrie, laquelle leur demande des devoirs et ne leur donne pas de droits.

Avant de clore ce chapitre, il nous a paru bon de ne pas négliger un élément qui, dans la question présentement traitée, est intéressé au premier chef : aussi avons-nous cru devoir nous renseigner auprès des Israélites eux-mêmes.

Par un soir d'été, sous un ciel brillant d'étoiles, alors que les effets de la lune solitaire projetaient des ombres sur la terre, des gens, venus de tous côtés, se dirigeaient à grands pas et silencieusement vers la synagogue ; l'un d'entre eux attira particulièrement mon attention : c'était un vieux Juif dont la barbe, blanche comme la neige, tombait sur sa poitrine, ses yeux mi-clos, rongés par les temps, laissaient filtrer, par intervalles, un regard qui, autrefois, avait

dû être vif et brillant. Sa tête, chargée d'ans, s'inclinait vers le sol comme attirée par la terre, son asile de demain, alors que sur sa figure se découvraient des restes d'énergie qui semblaient vouloir dire... pas encore... pas encore!...

Je l'arrêtai au moment où il allait franchir le seuil de la synagogue et lui demandai, à brûle-pourpoint, son opinion sur la Question israélite. Après s'être recueilli un instant et avoir promené autour de lui un long regard comme pour s'excuser de troubler le silence qui nous environnait, il me répondit en ces termes :

« Vous me demandez à moi, vieil Israélite, de vieilles coutumes, ce que je pense ? Eh bien ! sans arrière-pensée, je vous dirai en deux mots que je regrette amèrement l'état de choses qui pèse actuellement sur nous et dont nous sommes si peu responsables.

» Dans les temps anciens, si nous n'avions pas, à la vérité, les droits politiques, les autres populations des principautés ne les avaient pas non plus. Or, après avoir été traités sur un pied d'égalité avec les éléments autochtones du pays, tout au moins en ce qui concerne les droits civils, économiques et judiciaires, nous autres Israélites, nous nous en sommes vus privés brusquement. Pourquoi ? N'avons-nous pas travaillé à l'unité du pays comme les autres ? N'avons-nous pas pris part à la guerre de l'Indépen-

dance ? Toutes les fois qu'on a fait appel à notre patriotisme, n'avons-nous pas répondu ? Lorsqu'on a tenté de nous exclure de l'armée, ne nous sommes-nous pas révoltés (1) ? Ensuite, on a voulu nous détourner du service militaire en nous privant de tout espoir d'avancement dans la hiérarchie militaire ? Nous nous sommes soumis, car nous préférons servir le pays, même en esclaves. On nous a chassés de l'école comme étrangers ? Nous avons su fonder de nombreuses institutions où la langue et l'histoire roumaines sont apprises et enseignées ; notre enseignement a donné de tels résultats que parmi nos coreligionnaires, nous avons réduit le nombre des analphabets à 10 0/0, pendant que les Roumains en possèdent encore 75 0/0.

» On nous a limité le nombre de places dans les hôpitaux, hospices, que nous soutenons avec notre argent ? Nous avons répondu tacitement par des fondations nombreuses d'hôpitaux, d'hospices, etc., où toutes les nationalités reçoivent des soins égaux, car les souffrances et les douleurs sont partagées par la nature, entre tous, sans distinction !!

« Je crois, d'ailleurs, que les Roumains se rendent

1. Projet du général Berendei, ministre de la Guerre en 1897, d'après lequel les étrangers ne faisant pas leur service militaire dans leur pays d'origine, ainsi que les étrangers non soumis à une protection étrangère, étaient dispensés du service militaire dans l'armée roumaine contre le paiement d'une taxe.

parfaitement compte de nos sentiments patriotiques, car depuis bien longtemps ils n'osent plus nous en faire grief.

« Et, en fait, pourquoi nous parler de l'antisémitisme quand on nous a presque enlevé la totalité de nos droits ? Pour avoir un sujet de discussion, il faut tout au moins trouver un motif. Or, les antisémites n'en ont plus.

« On nous a parlé jadis de quitter le pays. Eh bien ! justement, demain, c'est le jour des morts... » Et le vieux, se tournant vers moi, me dit d'une voix forte, dans laquelle semblait apparaître comme un renouveau de ses forces de jeunesse...

« Viens demain matin : je dois monter vers le cimetière pour prier pour mes ancêtres. Tu verras là, l'endroit où reposent mon père, mon grand-père, et mon aïeul. Comment, devant ces tombes qui renferment les restes sacrés de mes ancêtres, peut-on m'accuser d'être étranger ? Eh bien ! que ceux qui nous font grief d'être des immigrés de date récente, nous démontrent qu'ils sont d'une souche plus anciennement établie dans le pays que nous autres ; quant à moi, je suis persuadé que ces « vieux Roumains » figurent à peine pour un tiers dans l'ensemble de la population d'origine purement roumaine. »

Et le vieux, dont les yeux s'étaient éclairés à la vue de la synagogue brillante de lumières, ajouta, en me serrant la main en guise de prochain au

revoir : « Sachez-bien que, nous-mêmes, vieux comme nous sommes, fidèles aux mœurs anciennes, nous préférons mourir esclaves roumains que de vivre libres et indépendants dans un autre pays. Ici, nous sommes, ici, nous avons puisé nos forces ; sur cette terre, directement ou indirectement, nous nous sommes développés, et c'est dans son sein que, pareil à mes ancêtres, je veux que mon cadavre repose !... »

Ce n'était pas suffisant de connaître seulement l'opinion des vieux Juifs sur la question, car pour eux l'obtention des droits politiques est peut-être trop tard et, à la vérité, ils n'en éprouvent pas même le besoin. C'est pourquoi nous nous sommes adressé ensuite à la jeunesse, sur qui les lois restrictives pèsent le plus lourdement. Ayant rencontré fortuitement un jeune homme israélite dont je n'ignorais pas le vif amour pour sa patrie, je lui demandai ce qu'il pensait de la Question israélite ? C'est avec un soupir étouffé qu'il me répondit :

« Vous ne savez pas combien je me sens malheureux quand, ayant besoin de tenter une démarche officielle, on me pose la question suivante : êtes-vous Juif ou Roumain ? Ne remplis-je pas, moi, Israélite, les mêmes devoirs qu'un autre Roumain ? En effet, on m'a demandé de défendre la patrie ? Je suis devenu soldat ; on m'a demandé des impôts ? J'ai payé ; on me défend certaines choses ? J'obéis ; que veut-on de

plus pour démontrer notre désir de nous voir assimilés aux nationaux ? Les uns demandent que nous nous fassions baptiser car alors, dit-on, cela démontrerait que nous avons de vraies pensées roumaines. Mais je leur réponds : est-ce que, par le simple fait d'être baptisé, on espère pouvoir changer la pensée des hommes ? Non, c'est au contraire par une bonne éducation, par l'amour pour le beau et le bien qu'on peut amener à soi des éléments nouveaux.

» Me plaçant sur un autre terrain, je me demande si, contrairement à ce qui se passe, ces 250.000 Israélites qui habitent la Roumanie, avaient été des Autrichiens, Russes, Bulgares ou autres nationalités, il n'y aurait pas eu là un malheur pour la nation roumaine ?

» Pourrait-on démontrer que ces populations se seraient assimilées plus vite que les Israélites ? Jamais. Vous n'avez qu'à voir les populations Ciangai (Hongrois amenés par Alexandre le Bon et qui jouissent de droits politiques), Lipoveni (secte russe), Grecques, Bulgares, etc., qui existent dans le pays depuis des siècles. Eh bien ! elles n'ont jamais, jamais renié leur origine, ni changé leurs mœurs, habitudes et aspirations nationales. Alors que les Israélites — admettons même qu'ils ne soient pour la plupart que depuis deux siècles dans le pays — pensent, parlent, n'aiment qu'une seule patrie, la patrie où ils sont nés : la Roumanie. »

Le jeune Israélite s'arrêtant un instant, dirigea son regard vers moi et continua d'une voix forte à me dire : « Et le sang versé par nos proches parents dans la guerre de 1877, n'est-il pas un argument suffisant pour nous ouvrir les portes de la cité ? On pourra nous répondre qu'on a naturalisé quelques centaines d'Israélites. Est-ce là, la juste récompense de notre patriotisme ?

« Peu importe les reproches ! peu importe ce qu'on dit de nous ! Sans défaillance nous penserons plus loin !... Ce que nous avons fait hier en 1877, nous nous préparons à le faire aujourd'hui ! Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est pour demain, afin de nous dévouer corps et âme pour l'avenir et la gloire du pays !...

» Ah ! me dit-il, que ne donnerai-je, pour voir ce jour où les Roumains reconnaîtront leurs erreurs ! D'ores et déjà, nous, Israélites, reconnaissons la nôtre, qui a été d'avoir trop souvent fait appel à l'étranger... mais, *errare humanum est*... et savoir pardonner c'est encore humain... sinon divin. »

La Question israélite attend encore une solution, qui, aujourd'hui, ne saurait tarder davantage ; déjà, dans toutes les classes sociales du pays, un courant sympathique se dessine en faveur des Israélites. Chaque parti politique a ses partisans pour solutionner favorablement la question. Bien plus, les Roumains de la génération actuelle ressentent cette

nécessité, car ils ne comprennent pas pourquoi un si grand nombre de citoyens sont privés des droits les plus élémentaires. En 1879, on croyait encore cette privation nécessaire. Mais quand, actuellement l'Israélite pense, travaille, aime sa patrie adoptive, pourquoi le priver de droits ?

En 1879, on disait qu'il y avait 270.000 à 300.000 Juifs sur une population qui atteignait à peine 5.000.000. Peut-être cette proportion était-elle trop grande (1) ?

Mais aujourd'hui quand la population roumaine atteint plus de 7.000.000 d'habitants (d'après les dernières statistiques exactement 7.500.000), est-ce que le chiffre de 256.000 Israélites est encore une proportion trop grande ? Nous ne le croyons pas.

Aussi faut-il chercher à donner des droits politiques égaux à ceux des nationaux en masse à tous les Israélites qui savent lire et écrire en roumain, sans aucune distinction de catégorie. Seulement il serait juste que les hommes politiques, en accordant les droits politiques aux Israélites, tâchent de défendre la propriété rurale paysanne (2).

Comment expliquer cette réserve ?

1. Verax, *op. cit.*, p. 55. La population juive en 1899 s'élevait à 264.739 : sur ce chiffre 4276 Juifs habitaient la Dobrogea ; ces derniers ont obtenu pour la plupart des droits politiques.

2. On a voulu soutenir que la cause du mouvement agraire, en 1907, serait la population juive et surtout les fermiers juifs, or dans une thèse soutenue à l'école des sciences politiques sur

Tout d'abord, parce qu'il serait désirable, à notre point de vue, de ne pas donner occasion à des conflits entre les propriétaires ruraux israélites et les paysans, à seule fin d'éviter qu'à la suite d'un différend de ce genre, on vienne dire que les Israélites cherchent à exproprier les paysans roumains.

Ensuite, c'est que le paysan roumain plutôt à cause des progrès sociaux subis par le pays (progrès qui l'ont mis en retard), que de l'insouciance des politiciens est dans un état déplorable, autant au point de vue économique que social.

Le fait de donner aux Israélites le droit d'acquérir des immeubles ruraux (biens fonds ruraux) pourrait provoquer la naissance d'un mouvement xénophobe de la part de ces paysans qui, naïfs et très peu avancés, au point de vue cultural (75 o/o analphabets) seraient tentés de croire que leur mal social est motivé par les Israélites.

« *la Question agraire en Roumanie* » avec M.D. Zolla, nous avons dit : le mouvement agraire des paysans fut général dans toute la Roumanie. Mais pendant qu'en Moldavie, où la majorité des fermiers sont Juifs, le mouvement a été très pacifique et s'est réduit à des plaintes de la part des paysans pour obtenir des terres ; par contre, dans la Valachie ce mouvement fut à tendance révolutionnaire et anarchique et se manifesta par de nombreux assassinats des propriétaires et fermiers roumains. Ce mouvement nous démontre que les fermiers israélites vivaient en meilleurs termes avec les paysans roumains.

Dans un discours de M. P. P. Carp du 10 mars 1907 à la Chambre des députés, il critique l'assertion de certains écrivains qui mettaient en cause les fermiers juifs comme l'origine et la cause du mouvement agraire.

D'ailleurs, bien souvent, on le leur a fait croire ; comme cela s'est passé notamment en Moldavie, lors du mouvement agraire de 1907, et nous savons comment il s'est terminé en défaveur des fomenteurs, par des révoltes fratricides en Valachie et en Olténie.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faudrait mettre une barrière au droit des Israélites relativement à l'acquisition des biens fonds ruraux ; nous ne nous opposerions même pas à toute mesure tendant à leur permettre d'acquérir ce droit, par un vote du Corps législatif.

Si, par contre, on proposait de donner des droits politiques à une catégorie d'Israélites, il serait alors très juste de faire voter, soit l'amendement proposé par M. Continesco dans les sections des Chambres le 1^{er} octobre 1879, soit le projet déposé à la même époque par la majorité des sections et approuvé par le gouvernement, qui décide la naturalisation par catégories comme nous l'avons vu.

CONCLUSION

La Question israélite a eu ses moments d'acuité — il n'y a pas encore longtemps — tant dans le pays qu'à l'étranger.

Dans le pays, certains esprits ont cru voir dans les Israélites, en raison de leur grand nombre et de certains préjugés, un ennemi intérieur très redoutable, aussi bien au point de vue politique qu'économique.

Les nombreuses interventions des grandes puissances en faveur des Israélites n'ont fait que donner crédit à ces croyances, et ont porté à son comble l'exaspération des Roumains.

Cette petite nation humanitaire, amenée par Trajan aux bords du Danube pour éclairer comme un phare la civilisation latine, se vit contrainte après tant de siècles de tolérance religieuse et d'égalité civile, à prendre des mesures restrictives contre les Israélites.

A l'encontre de ses regards dirigés vers ses frères opprimés et malmenés de l'autre côté des Karpathes et qui rêvaient une union de tous les Roumains, le

peuple roumain crut voir s'ériger dans le pays même un mur d'airain qui arrêterait toutes ses espérances nationales.

Il prit donc des mesures restrictives.

Dans le domaine économique, les Roumains étant plus faibles, crurent également bon de se défendre par certaines mesures administratives contre les Israélites, comme à l'encontre d'un ennemi.

.

Ces temps sont passés... Les Israélites ont démontré par des actes, qu'il n'étaient pas tels qu'on les croyait, et les sentiments patriotiques qu'ils manifestent en toute occasion, font tomber progressivement les derniers soupçons malveillants à leur égard.

D'ailleurs, la majorité des Roumains pense aujourd'hui de la même façon... mais elle ne sait comment solutionner cette question pour ne mécontenter personne : d'un côté, les chauvins roumains refusent tous droits; de l'autre côté, les chefs israélites demandent une parfaite égalité civile et politique pour tous. Il est de tout intérêt de donner une solution à la Question israélite pour imposer silence à ceux qui profitent, à tout moment, des embarras de la Roumanie pour faire ressortir que c'est le seul peuple d'Europe qui ait encore un droit basé sur les confessions, alors que ce droit a été aboli, à partir de 1789, dans tous les autres États européens.

C'est seulement par ce moyen qu'on pourra écarter

les derniers arguments de ces adversaires des Roumains.

Mais le peuple roumain n'accordera jamais ces droits si une intervention étrangère ou la moindre immixtion extérieure se fait sentir dans cette question.

D'ailleurs, les Israélites roumains le savent bien et sont parfaitement pénétrés des droits et devoirs du citoyen, malgré qu'ils n'aient pas ces droits ; et ils s'opposeront de toutes leurs forces à toute idée d'intervention étrangère en déclarant formellement que l'émancipation des Israélites ne peut se faire qu'entre les Roumains et par les Roumains.

Les Israélites n'envisagent leur émancipation que par ce seul moyen. Toute pensée, toute discussion en dehors de ce cadre est, et sera considérée par eux, comme un mouvement dirigé contre leurs intérêts.

Espérons qu'ils verront bientôt des jours meilleurs... et souhaitons que leur rêve se réalise le plus tôt possible.

Vu : le Président de la thèse,

PILLET

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme. Judanii si statul Germanu. Bucarest. Radulesco, 1869.
- Annuaire de statistique de la Roumanie. Bucarest, 1912.
- Administratif. Manual al Moldovei.
- Archives historiques de Roumanie, t. II.
- BASILESCO (prof. N.). — Studii sociale. Evreii in Romania. Bucarest, 1903.
- BLARENBERG. — Essai comparé sur les institutions de la Roumanie. Bucarest, 1885.
- BLUNTSCHLI. — Der Staat Rumænien und das Rechts-verhaelt-niss der Iuden in Rumænien. Berlin, 1879.
- Droit international codifié. Paris, Guillaumin, 1874.
- BOERESCO (B.). — La Roumanie après le traité de Berlin.
- BROCINER (J.-B.). — Chestiunea Israelitilor Romani. Bucarest, 1910.
- Drepturile Evreilor Dobrogeni. Bucarest, 1911.
- BUJOREANO. — Colectiune de legiuirile Romaniei cele vechi si noi.
- CHESTIUNEA. — Israelita inaintea Adunarei generale a Romaniei din 1864. Bucarest, 1879.
- CLARNET. — Les Juifs roumains, réponse à M. Xénopol. Paris, 1903.
- CODRESCO (Th.). — Cotropirea Jidoveasca in Romania. Bucarest, 1870.

- COLESCO (L.). — Recensământ general al Populațiunei României din decembrie, 1899. Bucarest, 1901.
- Population de la Roumanie, institut international de statistique, 9^e session. Berlin, 1903.
- CONDICA. — De venituri și cheltuieli a visteriei de la leatul 7202, la leatul 7202 (1694-1704).
- Correspondence respecting the persecution of Jews in Moldavia, presented to both Houses of Parliament by command of her Majesty, 1867. London.
- COUZA (A.-C.). — L'Artisan roumain Jassy, 1893.
- La Nationalisation des métiers. Jassy, 1902.
- DESJARDINS. — Les Juifs en Moldavie. Paris, Dentu, 1867.
- DESPAGNET. — Précis de droit international privé. Paris, Larose, 1899.
- FILIPESCO (N.). — Chestiuni Târenesti. Bucarest, 1891.
- GANZ (Dr. Hugo). — Reiseskizzen aus Rumänien, Berlin, 1903.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — De la nationalité d'origine. Paris. Giard et Brière, 1893.
- HAIJDAU. — Istoria toleranței religioase în România.
- Bucarest Socecu et C^e, 1865.
- HURMUSACHI. — Collection de Documents.
- JORGA (N.). — Cuvinte Adevărate.
- Documentele relative la Petru Schiopul, și Mihai Viteazul.
- KÖNIG (Karls). — Aus den Leben König Karls von Rumänien.
- LAHOVARY (Jean). — La Question israélite en Roumanie. Buc., Cerbu, 1902.
- LAZARE (Bernard). — Les Juifs de Roumanie. Cahier de la quinzaine.
- LOEB (Isidore). — Les Juifs en Orient. Paris, 1877.
- LUZZATO. — Notice sur Abou-Jousouf Hasdaï Ibu. Schaprouit. Paris, 1852 (Bibl. nat.).
- NORADOUMGHIAN (G. Effendi). — Recueil d'actes internationaux de l'empire ottoman.

- PANU (Gh.). — Chestia Evreilor. Bucarest, 1903.
- PLOTKE (J.). — Die Rumænischen Juden unter dem Fürsten u. König Karl Frankfort-sur-Mein, 1901.
- POLSKA. — Kronika Warszawa, 1546.
- Question israélite (la). — Traitée par-devant la Cour d'appel de Jassy, 2^e section à l'audience publique du 6/18 juin 1867.
- RAICEVICH. — Beschreibung der beiden Fürsten thümer Moldau und Walachei.
- RAICEVICH (Stephano). — Voyage en Valachie et Moldavie avec des observations sur l'histoire, la physique et la politique, 1788 et 1882.
- REGNAULT (Élias). — Histoire politique et sociale des principautés. Paris, 1855.
- RENAULT (Louis). — Introduction à l'étude du droit international, 1879.
- REY. — La Question Israélite en Roumanie. Paris, Pedone, 1903.
- ROSSETI-TETZCANO. — La Roumanie et le Juif devant l'Europe. Bacau, 1878.
- ROUANET (G.). — Les Juifs en Roumanie. Paris, 1902.
- Règlement organique de la principauté de Moldavie.
- SINCERUS (Edmond). — Les Juifs en Roumanie depuis le traité de Berlin jusqu'à ce jour.
- STOICESCO (C.-I.). — De la naturalisation. Paris. Maresq, 1876.
- STOURZA (D.-A.). — Acte si Documente relative la Istoria. Renasterei Romaniei.
- TOCILESCO. — Istoria Romanilor.
- URECHE (V.-A.). — Istoria Romanilor.
- VATTEL. — Droit des Gens. Guillaumin-Durand, 1863.
- VERAX. — La Roumanie et les Juifs, Bucarest, 1903.
- XENOPOL. — Istoria Romanilor, vol. I et VI. Jassy Goldner, 1893.
- Journaux, Revues, Annales, etc...

American Law Review, 1884, article de Collin sur le droit de cité en Amérique.

Les Annales parlementaires en Roumanie.

L'Aurore, octobre et novembre 1901, article de Plotke sur les Juifs de Roumanie (trad. D. G., 28 mai 1902), articles de Bernard Lazare.

Curierul Judiciar. Bucarest.

Journal des Débats, 14 mai 1892, 29 avril 1893, 4 septembre 1894.

Journal de droit international privé 1887, article par Suliotis.

Monitorul Oficial.

Moniteur universel.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION.....	9

LIVRE I

1. — Les origines des Israélites dans la Dacie.....	13
2. — Les Israélites dans les Principautés.....	19
§ 1. — Au xiv ^e siècle.....	20
§ 2. — Au xv ^e siècle.....	23
§ 3. — Au xvi ^e siècle.....	25
§ 4. — Au xvii ^e siècle historique.....	31
b) La justice à l'égard des Israélites.....	35
§ 5. — Au xviii ^e siècle: 1 ^o historique.....	36
2 ^o Les artisans et ouvriers.....	45
3 ^o La justice.....	48
4 ^o La propriété mobilière et immobilière.....	50
5 ^o Le commerce.....	52
6 ^o Encouragements à l'immigration des Israé- lites.....	54
3. — La première moitié du xix ^e siècle: a) historique.....	56
b) Législations et juridictions à l'égard des étran- gers.....	62
1 ^o Les Codes Th. Carra et A. Donici.....	62
2 ^o Code Calimaki.....	63

3° Code Caradja.....	65
4° Règlement organique.....	66
4. — Historique des Israélites de 1848 jusqu'à 1855..	70
L'origine de la question Israélite au point de vue international.....	75
5. Prince Couza et ses réformes (1859-1866).....	83
6. Le Prince Charles et la Question Israélite.....	90
Convention de Vienne (22 juin 1875).....	123

LIVRE II

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

1. Traités. — Théories générales.....	137
2. Le Traité de Berlin.....	141
a) Préliminaires.....	141
b) Les Débats.....	143
3. Pourquoi avait-on adressé des leçons de tolérance aux peuples balkaniques.....	147
4. Négociations entre la Roumanie et les puissances pour l'application de l'article 44.....	156
5. Débats au Parlement roumain pour solutionner la Question Israélite. — Révision de l'article 7 de la Constitution.....	169
6. Pourparlers de la Roumanie avec les puissances à la suite de la révision de l'article 7 (28 oct. 1879). La reconnaissance de l'indépendance roumaine par les puissances.....	191
7. De l'Intervention.....	197
8. La Roumanie et les Israélites depuis 1866.....	226

LIVRE III

DROIT PRIVÉ

I. — Population.....	231
La Nationalité.....	234
1° De la nationalité d'origine..	237
2° Acquisition de la nationalité par un fait postérieur	240
a) Par le bienfait de la loi.....	241
b) Naturalisation	243
c) Annexion.....	247
Dobrogea.....	249
Annexe. Les protégés étrangers.....	257
II. — Le Territoire.....	261

LIVRE IV

FAUT-IL DONNER DES DROITS POLITIQUES AUX ISRAÉLITES ?

Etat actuel de la Question israélite.....	277
CONCLUSION.....	305

